

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

	Pages
● GARAUDY OU LA REVOLUTION PACIFIQUE DE DON QUICHOTTE .....	1
● LES DERNIERS EXPLOITS DU MARXISME UNIVERSITAIRE .....	15
(A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy)	
● LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921 - 1924), 3 <sup>ème</sup> partie .....	49
● BILAN DE L'AUTOMNE CHAUD EN ITALIE	74

### CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

# Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte

Le XIX<sup>e</sup> Congrès du P. C. F., crânement tenu à Nanterre, centre du gauchisme, a offert le spectacle burlesque d'un grand duel entre Don Quichotte - Garaudy, et Sancho Pança - P. C. F., bien propre à réjouir la bourgeoisie et à dérouter ou écœurer le prolétariat.

Monté sur la cavale métaphysique de la « nouvelle révolution scientifique et technique » et de la « cybernétique », le nouveau Don Quichotte a effectué contre le pro-soviétisme inconditionnel et le crétinisme parlementaire du P.C.F. de terribles moulins, tout en prenant bien garde de ne porter aucun coup mortel à la doctrine commune de la révolution pacifique et même du socialisme russe, auquel il en a néanmoins dit de vertes et de pas mûres. Quant à Sancho, fermement accroché à son âne, c'est-à-dire à « l'amitié indéfectible du P.C.F. pour la grande république socialiste de l'U.R.S.S., à l'alliance de tous les partis de gauche contre les monopoles et pour la démocratie avancée, transition au socialisme français », il a repoussé l'assaut sans grand peine.

Théoriquement pitoyable, ce " grand débat démocratique " a voulu se faire passer pour une lutte visant à sauver le Parti prolétarien ; il a seulement réussi à confirmer avec éclat la thèse que nous avons toujours opposée aux « redresseurs » impénitents de la vieille baraque stalinienne : le sort du parti prolétarien et du Communisme se joue à mille lieues de pareilles exhibitions publicitaires.

\*  
\*\*

Formellement, c'est sans aucun doute Garaudy qui (quoi qu'en disent les partisans de la « démocratie dans le parti ») s'est mis dans son tort en traitant publiquement le marxisme de cléricisme - entre les lignes, il est vrai - sans vouloir pour autant renoncer au titre de communiste. Et toujours formellement, c'est le P.C.F. qui a eu le beau rôle quand il s'est payé le luxe de défendre cette " philosophie " au premier paragraphe du chapitre des Thèses du Congrès qu'il a consacré aux élucubrations garaudiennes, ce qui était leur faire beaucoup trop d'honneur. Mais l'aspect formel des choses n'abuse que les nigards ou les ignorants. Quoique théoriquement désarmé par la déséducation à laquelle " son " parti le soumet, le prolétaire du rang s'inquiète à juste titre quand un Garaudy vient lui chanter que « si le parti ne veut pas être une secte de doctrinaires... il ne peut avoir une " philosophie officielle ", il ne peut être en principe ni idéaliste, ni matérialiste, ni religieux, ni athée ».

Mais précisément parce que cette déséducation le désarme, il suffit que la Direction lui jure que la philosophie officielle du parti est et reste, comme dit le rapport Fajon, « le matérialisme achevé de Karl Marx, puissant instrument de connaissance pour l'humanité et pour la classe ouvrière surtout (sic !!) », pour qu'il se rassure. La philosophie étant, comme on sait, l'affaire des intellectuels, il n'ira pas regarder la chose de plus près. Triste spectacle.

En fait, le Communisme se distingue précisément de toutes les philosophies en ce qu'il n'est ni un " idéal ", ni un " système " a priori, ni un " modèle " (Garaudy adore le mot et la chose), c'est-à-dire une pure spéculation ou une utopie. Le Communisme est la conscience théorique du mouvement réel de la société qui, dans la phase capitaliste, se confond avec le mouvement d'émancipation du prolétariat. En termes brutaux, le matérialisme historique n'est pas une philosophie, mais l'expulsion de la philosophie de l'ultime domaine qui lui restait après que les diverses sciences de la nature se soient développées à partir de la " nébuleuse spéculative " originelle : le domaine de l'Histoire, c'est-à-dire du développement de cette espèce sociale qu'est l'humanité. Si le matérialisme marxiste est un " matérialisme achevé ", c'est précisément parce qu'il n'a pas accepté la division traditionnelle entre un monde naturel, soumis à des lois et donc connaissable, et un monde humain inconnaissable, soit parce qu'il aurait suivi les voies impénétrables de quelque Divinité, soit parce qu'il n'aurait obéi qu'au caprice de volontés humaines changeantes et donc imprévisibles, ou encore, ce qui revient au même, au Hasard. Mais en " achevant " l'œuvre théorique commencée par la bourgeoisie révolutionnaire lorsque, par l'étude expérimentale du monde physique, elle eut substitué une connaissance scientifique aux élucubrations de la philosophie, Marx a du même coup réalisé dans le domaine de la connaissance une révolution anti-bourgeoise, bâtissant sur les ruines de la Philosophie totalement écrasée et vaincue le formidable édifice du socialisme scientifique, doctrine de la nouvelle classe montante, le prolétariat.

La question n'est donc pas du tout de savoir si le Parti du prolétariat doit " avoir une philosophie officielle " ou non. Elle est de savoir s'il peut ou non se passer du socialisme scientifique, et la réponse est évidemment négative. Que Garaudy, qui veut faire du P.C.F. un grand parti populaire « dans le vent », veuille aussi jeter par dessus bord les dernières références, même purement formelles, à ce Socialisme, c'est parfaitement normal. Mais que le P.C.F. qui renie journellement tous les résultats essentiels de ce socialisme proteste que jamais il n'abandonnera le " matérialisme achevé ", qu'il fasse donc des genuflexions rituelles devant une doctrine qu'il a mille fois bafouée, avilie, révisée et défigurée, voilà le cléricalisme ! Sans logique ou sans courage, Garaudy n'en jette pas moins à la tête du prolétariat révolutionnaire l'insulte qui revient de droit aux canailles politiques qui, hier encore, étaient ses amis !



Les résultats les plus clairs, les plus vitaux du « matérialisme achevé » dont le prolétaire du rang abruti par l'opportuniste du P.C.F. ne rêve

même pas de percer le secret, laissant ce soin, le malheureux, « aux camarades spécialistes de ces questions », se trouvent tout simplement dans le " Manifeste communiste ". Ce sont eux que les militants avaient et ont pour tâche d'enseigner fidèlement, sans révisions « philosophiques », le Communisme étant, comme disait Engels, « l'enseignement des conditions de l'émancipation prolétarienne ».

Quels sont ces résultats ? On ne les répètera jamais assez, ne serait-ce que pour mettre en évidence la misérable indigence de toutes les " philosophies " :

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes... qui finissaient soit par une transformation de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte ».

« La société bourgeoise moderne élevée sur les ruines de la société féodale n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ».

« La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire... Elle ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux... Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier... Par l'exploitation du marché mondial, elle donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale... Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, elle entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. En un mot, elle façonne un monde à son image. Au cours de sa domination de classe elle a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que ne l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble », mais « la société bourgeoise moderne qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées... L'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et de sa domination... Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté en détruisant par la violence une masse de forces productives, de l'autre en conquérant



de nouveaux marchés et en exploitant à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir ».

« Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a aussi produit les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires. » (Esquisser à grands traits les phases du développement du prolétariat, c'est retracer) « l'histoire de la guerre civile plus ou moins larvée qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie... Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les moyens de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe... Les antagonismes de classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Si le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie se constitue forcément en classe, s'il s'érige par la révolution en classe dominante, et comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit en même temps que ce régime de production les conditions de l'antagonisme des classes, les classes en général et, par là même, sa propre domination ».

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le « matérialisme achevé de Karl Marx », c'est cela. Ce n'est pas la contribution d'un homme de génie à la culture humaine : c'est la doctrine du prolétariat révolutionnaire. En écrivant un ouvrage pour réclamer qu'elle soit une fois pour toutes officiellement bannie du parti, Garaudy a simplement exprimé crûment le fait qu'en tant que parti démocratique, le P. C. F. n'avait rien à foutre ni du prolétariat révolutionnaire ni de sa doctrine ; c'est vrai : Communisme et Démocratie sont inconciliables, mais qui a donc, des années et des années durant, et bien avant qu'on parle de Garaudy, transformé et dégradé la section française de l'Internationale Communiste en parti démocratique national, si ce n'est, précisément, les hypocrites qui se sont « choqués » des exigences insolentes de Don Quichotte, les souteneurs de la contre-révolution stalinienne en U. R. S. S., les bousilleurs de notre Internationale, les traîtres qui ont « rendu une patrie aux prolétaires », les menteurs de la démocratie renouée et finalement les propagandistes de la révolution parlementaire !

Le phénomène Garaudy est facile à comprendre : cette ultime position est tellement stupide que pour y échapper, lui et les siens n'ont vu

d'autre issue que dans la science-fiction politico-sociale. Ce qui fait de Garaudy un Don Quichotte, c'est qu'il ne voit pas du tout que tout en étant intrinsèquement une pure absurdité, la « révolution parlementaire » a sa raison d'être dans le fait que le P. C. F. est un parti prolétarien dégénéré qui ne peut renoncer à ses origines sans renoncer du même coup à son emprise sur le prolétariat. La tête dans les nuages, Don Quichotte sent néanmoins d'où souffle le vent, depuis mai 1968 et aussi depuis l'affaire tchécoslovaque, et c'est parce que Sancho n'est pas sans le sentir un peu lui aussi qu'il a laissé parler Don Quichotte.

\*\*

La science-fiction garaudienne, on la trouve dès le premier chapitre du livre qui aurait dû s'appeler « Le grand tournant de M. Garaudy », mais que son auteur a préféré intituler modestement « Le grand tournant du Socialisme ». Citons : « Les nouveaux pouvoirs acquis par l'homme en » ce dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle ne sont pas seulement le prolongement » des anciens... Nous atteignons un seuil : les nouveaux pouvoirs que » l'homme a conquis sur lui-même et sur son milieu peuvent transformer » sa nature aussi profondément que le fit, il y a une dizaine de millénai- » res, la découverte de l'outil... Paraphasant une phrase célèbre, je dirai » volontiers que si un peu de technique éloigne de l'homme, beaucoup de » technique peut nous y ramener. »

Le « seuil » auquel la découverte de l'outil a conduit l'humanité est, comme chacun sait, celui qui sépare la phase encore animale de la phase proprement humaine de son évolution. A quel nouveau « seuil » la révolution technique de ce dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle est-elle censée, selon M. Garaudy, avoir conduit notre espèce ? « Au seuil de l'humain » répond-il en substance. Ainsi, l'animal-homme devient homme par le travail-créateur d'outil et effectué avec son aide ; puis à mesure que l'outil se complique, que la technique se perfectionne, l'Homme s'éloigne de l'Humain ; mais à un degré suffisamment élevé de ce perfectionnement technique, il s'en rapproche à nouveau. Si ce n'est pas lumineux, c'est que c'est de la philosophie, et non du socialisme scientifique (c'est sans doute pour cela que les Anglais disent, paraît-il, que M. Garaudy est l' « esprit le plus distingué du P. C. F. » ; ce sont des insulaires...)

Le marxisme, lui, est parfaitement net : l'espèce humaine se dégage d'un rapport purement animal avec la nature par le travail ; à l'époque historique, elle traverse une suite de modes de production correspondant à divers stades de développement de ses forces de production ; sous le capitalisme, elle atteint un degré de domination sur la nature inconnu jusque là ; en revanche, elle perd toute maîtrise sur ses propres rapports sociaux et sur ses propres forces productives, du fait de la domination du Capital sur la société ; la libération de l'espèce suppose qu'elle reconquière cette maîtrise en écartant la dictature du Capital ; alors la conquête de la nature pourra se poursuivre dans les conditions optima.

Poursuivons : « Si la technique de l'époque de l'industrialisation » caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup> tendait

» à l'écrasement de la subjectivité de l'homme, la technique du dernier  
» tiers du XX<sup>e</sup> siècle, celle de la cybernation, peut créer les conditions  
» d'une explosion de la subjectivité humaine à partir du moment où il  
» apparaît qu'indépendamment de toute considération religieuse, morale  
» ou humaniste, du strict point de vue de la productivité et de la rentabilité  
» (notez bien ça) « à partir d'un certain seuil technique, de tous  
» les investissements, l'investissement humain est le plus rentable. »

La technique actuelle, dit notre esprit distingué, peut nous rapprocher de l'Humain parce qu'elle rend l'investissement humain plus rentable. Par malheur pour M. Garaudy, ce n'est pas la technique qui investit : c'est le Capital ! Alors traduisons ce qu'il n'a pas le courage de dire franchement : le Capitalisme actuel nous rapproche de l'Humain à cause de la nouvelle technique qu'il emploie. A l'heure des génocides, c'est énorme, mais l'auteur se fait ce petit raisonnement qu'au siècle dernier et au début de celui-ci, le Capital écrasait et mutilait l'être social parce que pour faire marcher les machines, il n'avait besoin que de travailleurs parcellaires qu'il contribuait à maintenir au niveau de simples brutes, tandis qu'aujourd'hui il a de plus en plus besoin de travailleurs instruits, cultivés, voire universels. Et alors dans la philosophie garaudienne, tout change : d'opresseur du prolétariat qu'il était autrefois, voilà le Capital qui se transforme en... libérateur de l'espèce ! Et qu'on ne vienne pas nous dire que jamais pareille pensée n'a pu effleurer M. Garaudy, puisqu'il a bien pris lui-même le soin de nous dire que la chose s'était produite en partant du strict principe de la rentabilité, principe capitaliste s'il en fut. L'esprit distingué, qui n'est qu'un âne bourré de mauvaises lectures, oublie seulement trois petites choses : 1<sup>o</sup> le principe de la rentabilité ne conduit pas automatiquement au remplacement de la main-d'œuvre manuelle par une force de travail intellectuelle (cas de l'automation), mais freine au contraire cette évolution ; 2<sup>o</sup> dans la mesure où cette évolution se produit néanmoins, elle a pour effet de saper les bases de la production en tant que production de valeurs, c'est-à-dire que production capitaliste (dans l'hypothèse absurde de l'automation complète, il n'y a plus ni valeur ni plus-value), elle aggrave en effet la baisse tendancielle du taux de profit, rendant du même coup de plus en plus difficile la mise en valeur du Capital ; 3<sup>o</sup> ces difficultés croissantes n'incitent nullement la Bourgeoisie à renoncer à son mode de production propre, qui est et reste mercantile, mais à déclencher des catastrophes sur la malheureuse espèce humaine pour le maintenir envers et contre tout.

Un peu plus haut, M. Garaudy avait tranquillement concédé qu'il « n'était pas impossible » que la révolution « cybernétique » ne soit que « le prélude de l'Apocalypse et de la destruction nucléaire de l'espèce ». Puis il s'était déclaré néanmoins optimiste (quel sang-froid !), affirmant que cet optimisme avait un « fondement historique objectif ». On voit que ce fondement se réduit à sa crasse ignorance en matière d'économie capitaliste, ignorance objective dont le fondement réside à son tour dans la totale dégénérescence théorique de son parti, le P. C. F.

Continuons toujours. « Jusque là la croissance économique était » avant tout conditionnée par l'accumulation du capital et l'augmentation du nombre des travailleurs. Désormais, de plus en plus, elle dépend du niveau atteint par la recherche scientifique... et de la qualité humaine des travailleurs imaginant, contrôlant et programmant la production ». Pour M. Garaudy, la science n'est pas une puissance du Capital; le travailleur scientifique n'est pas subordonné au Capital. Mais non ! C'est au contraire le Capital qui recule devant la Science ! Et devant le travailleur scientifique aussi ? Même Einstein, qui ne se disait pas communiste, avait été capable d'écrire : « L'homme scientifique a aujourd'hui un destin tragique. Soutenu par l'aspiration à la clarté, il a, par ses efforts presque surhumains, forgé les armes de son asservissement social ». Lui, au moins, savait de quoi il parlait. Don Quichotte, lui, a au contraire la vision non seulement de travailleurs scientifiques, mais de travailleurs en général « imaginant, contrôlant, programmant la production » ! Et il ne s'est pas trouvé au Congrès un prolétaire, un militant syndical, bref un homme subissant chaque jour dans sa chair le despotisme d'entreprise pour crier à l'auteur de ce passage : « Tais-toi donc, corniaud ! »

Poursuivons, car plus on va, plus c'est édifiant :

« La nouvelle révolution scientifique et technique exige des formes nouvelles de gestion... La mutation, en ce domaine, c'est le passage, dans les méthodes de gestion, d'une rationalité de type mécaniste à une rationalité de type cybernétique. (La première) était caractérisée par une manipulation des hommes considérés comme des choses. (Or la nouvelle) exige toujours plus l'aptitude à la synthèse, à l'interrogation, au renouvellement, ce qui implique une participation active et non passive à la prise de décision. Dès lors, il n'est plus techniquement possible de faire abstraction de la subjectivité des dirigés. Tout au contraire la subjectivité propre aux dirigés devient un facteur essentiel du développement. La rationalité nouvelle de la gestion doit nécessairement intégrer cette variable, (comporter) le moment de la rétroaction constituée par des initiations multiples allant jusqu'au cadre de gestion même subalterne, la direction consistant désormais moins à émettre et à imposer des consignes rigides qu'à coordonner et orienter un ensemble complexe de centres de création jouissant d'une certaine autonomie ».

Tel qu'on vous le dit ! Voilà la vision que peut se former de la société le premier chef d'atelier ou de bureau venu, ayant ses responsabilités techniques, et matériellement intéressé à l'expansion de son entreprise ! La « manipulation des hommes considérés comme des choses » commençant seulement au-dessous du cadre subalterne, c'est-à-dire au niveau des simples ouvriers, le malheureux peut bien se croire « autonome ». « Sa subjectivité propre de dirigé » avide de respectabilité bourgeoise le poussant à être le plus productif possible, on se demande pourquoi le Capital refuserait de la reconnaître comme « un facteur essentiel du développement ». Et alors ? Qu'est-ce que toutes ces illusions de l'aristocratie technicienne peuvent bien changer au fait que sur le plan économique, sur le plan social, c'est le Capital et lui seul qui commande,



imposant rigidelement aux prolétaires et jusqu'à ses propres serfs dorés, les cadres chers à Garaudy, la loi de la production du profit ? Quand « la subjectivité propre du dirigé » est celle du prolétaire et qu'elle lui commande de réclamer la diminution de la journée de travail insupportablement longue, ou d'envoyer paître le contremaître, ou encore de réclamer une augmentation de salaire, que M. Garaudy aille un peu voir si le Capital lui répond : « Il ne m'est plus techniquement possible de faire abstraction de ta subjectivité » ! Hélas, notre esprit distingué est tellement ignorant de la réalité capitaliste telle que la vivent de par le monde des millions et des millions de prolétaires que, s'abandonnant à une véritable ivresse à l'idée que bientôt (!) le temps de loisir sera plus long que le temps de travail, il va jusqu'à s'écrier : « Alors passera à l'ordre du » jour immédiat l'interrogation de Jean Rostand : « A l'image de quoi » l'homme voudra-t-il se recréer ? Où apprend-on le métier de Dieu ? ». C'est le cas de dire : qui veut faire Dieu fait la bête !

Après tout cela, même le cégétiste moyen, membre du P.C.F., était en droit de se fâcher tout rouge et de demander à cet aspirant à la condition divine : « Mais alors, le Socialisme ? » M. Garaudy a répondu à tout. Lui qui ne rate aucune des mille et mille illusions des apologistes du Progrès, de Renan à Fourastié, il avertit seulement qu'il y a, à ce sujet, « deux illusions à éviter ». Si ce n'est que deux... ! « La première, c'est » qu'à partir du moment où la classe ouvrière a pris le pouvoir politique » et transformé les rapports de production en supprimant la propriété » privée des moyens de production, il y a désormais une fois pour toutes » concordance et harmonie entre les forces productives et les formes de » production. La seconde est de croire que le changement des rapports de » production constitue à lui seul le socialisme et qu'automatiquement » vont en découler les changements de la superstructure, une démocratie » socialiste dans l'Etat, une idéologie socialiste, un homme socialiste » nouveau. » Où les ânes apprennent-ils le métier de Dieu ? En deux temps trois mouvements, M. Garaudy donne en effet à la classe ouvrière : 1° le pouvoir politique que, il le sait parfaitement, elle ne conquerra jamais avec son P. C. F. ; 2° il lui accorde par dessus le marché, pourquoi pas, pendant qu'il y est ? « la transformation des rapports de production ». Et sur ce, il lui crie en substance : « Et maintenant, tu te crois beaucoup plus avancée ? » Il est clair qu'à ses yeux, la cybernétique bourgeoise fait beaucoup mieux que la révolution prolétarienne (même " pacifique ") ! Il le dit d'ailleurs noir sur blanc à la page 42-43 de son « grand ouvrage ».

Jusqu'ici, nous avons eu à faire à des gens qui s'imaginaient ou du moins voulaient faire croire, que la révolution d'Octobre 1917 en Russie « dispensait » le prolétariat de prendre le pouvoir ailleurs. Maintenant, nous avons un cas vraiment unique : un ex-stalinien qui, en observant le « socialisme » russe s'est dégoûté de la prise du pouvoir (même " pacifique ") ! (Le chapitre 3, où il nous explique à quel point le « socialisme » de Staline fut « perverti », tout en restant, Dieu garde ! un socialisme, n'est pas une des moindres joyusetés du « Grand Tournant »).

Le fait que, depuis trente-quatre ans qu'il milite dans le P. C. F.,

M. Garaudy n'ait jamais eu envie de s'informer un peu du socialisme scientifique ne lui donne pas le droit de tenter de dégoûter le prolétariat de prendre le pouvoir (mais non pacifiquement !). S'il n'était pas ignare, M. Garaudy saurait que le changement des rapports de production constitue, si, à lui seul, le socialisme, mais qu'il ne suffit pas de la nationalisation juridique, même par un Etat prolétarien, pour que les rapports de production soient changés, ni dans l'ensemble de l'économie (si des secteurs non nationalisables y subsistent) ni même dans le secteur nationalisé lui-même (si le problème qui se pose est, comme en Russie, la « construction des bases matérielles » manquantes du socialisme). S'il n'était pas ignare, M. Garaudy saurait que la nationalisation par l'Etat prolétarien n'est que le tout premier pas de la révolution économique-sociale, le moyen formel de l'entreprendre, que la transformation des rapports de production est une œuvre de longue haleine d'abord, et ensuite qu'elle consiste dans l'abolition des rapports d'échange, et donc du rapport du salaire ; enfin, il saurait que dans la mesure où cette transformation se produit, l'Etat dépérit, automatiquement, et il ne se ferait donc pas de souci pour... la superstructure ! M. Garaudy ignore en outre complètement ce que Marx entend par « contradiction entre forces de production et formes de production ». S'il le savait, il ne viendrait pas demander pourquoi diable dans une économie socialiste, c'est-à-dire non marchande, et où donc la contradiction entre production et marché aurait disparu, où la consommation ne serait plus limitée par les limites du salaire, désormais abolies, les forces de production ne pourraient plus jamais apparaître comme trop grandes, contrairement à ce qui se passe en société capitaliste, phénomène qui se manifeste dans les crises économiques et les guerres impérialistes : car tel est tout simplement le sens de la formule.

Seulement voilà, aujourd'hui, on a affaire à des gens qui veulent faire faire « un grand tournant » au socialisme dont ils ignorent jusqu'à l'ABC ! Car la pensée de Garaudy est claire, quoique stupide : en Russie, il y avait des formes de production suffisamment développées, ce qui prouve qu'il partage avec beaucoup de gens l'ignorance d'une thèse fondamentale du matérialisme historique : les rapports de production ne peuvent jamais être plus avancés que le développement des forces productives. Thèse qui suffit à ruiner la légende du socialisme russe, et à plus forte raison chinois.

Pauvre Don Quichotte !

\*  
\*\*

Tout ce qui précède ne doit pas faire croire que Garaudy a simplement voulu s'illustrer dans ce moderne domaine de la Philosophie qu'on appelle Sociologie. Pas du tout ! Garaudy est et reste un politicien, mais à la différence des Sancho de la direction du P. C. F., c'est un politicien préoccupé. Ce sont les paradoxes de la situation politique en France, avoue-t-il, qui l'ont conduit aux profondes méditations que nous venons de voir. Triste tableau : « Une opposition majoritaire et impuissante. » Dans cette opposition un parti communiste majoritaire et impuissant. » Un parti communiste sans lequel on ne peut rien faire de constructif,

» mais avec lequel une œuvre constructive n'est possible que s'il se transforme lui-même profondément ».

Quelle œuvre, enfin ? Le Capital qui, dans l'introduction sociologique, s'était effacé devant la Science, réapparaît ici impromptu. Croyez-vous donc que M. Garaudy avait oublié « le capitalisme des monopoles » ? Quelle erreur ! M. Garaudy voit le Capitalisme, sans toutefois voir le prolétariat. Plus exactement, M. Garaudy ne voit pas des classes bien matérielles, bien vivantes, engagées dans une lutte historique, l'une pour la défense de la société bourgeoise, l'autre pour le socialisme. Non ! Dans sa cervelle philosophique, la lutte de classe est remplacée par la lutte entre deux... « rationalités », « la rationalité capitaliste, logique nécessaire pour maximiser le profit, et la rationalité technicienne, logique nécessaire pour optimiser la croissance de l'appareil économique ». M. Garaudy est tellement imprégné de l'idéologie capitaliste de la croissance qu'il ne lui vient même pas à l'idée que l' " optimisation " du développement économique que le socialisme a à réaliser n'est pas d'ordre quantitatif, mais qualitatif, si bien que la rationalité socialiste ne peut pas du tout être caractérisée par l'adjectif " technicienne " !

La technique sert aujourd'hui au Capital comme elle servira demain au prolétariat, puis aux " producteurs associés " quand les classes auront disparu. Dans le Capitalisme, c'est précisément parce que le but est l'augmentation de la masse du profit dont la " croissance de l'appareil économique " est un moyen, que cette croissance elle-même finit par apparaître comme un but. Mais le Socialisme, lui, vise à satisfaire les besoins en " rationalisant la dépense de travail humain ", ce qui revient, si l'on y songe, à rationaliser les besoins eux-mêmes en supprimant les productions inutiles. M. Garaudy va-t-il prétendre que dans les pays avancés le travail humain est gaspillé parce que la technique n'est pas assez avancée, l'appareil productif insuffisamment développé ? Quoi qu'il réponde, il est clair qu'il n'en est rien ! L'appareil de production existant déjà dans le monde capitaliste avancé est à ce point hypertrophié qu'il est clair que pour couvrir les besoins rationalisés de la population des pays avancés et pour abrégé la phase de lutte contre le sous-développement dans les pays arriérés par une aide économique véritable, ce n'est pas en premier lieu d'une « nouvelle croissance quantitative de l'appareil productif » que la dictature prolétarienne aura besoin, mais d'une reconversion des industries inutiles que le Capital fait proliférer, d'une reconversion des forces de travail occupées dans des secteurs parasites de l'économie bourgeoise à une activité socialement utile, d'une intégration à cette activité des forces de travail potentielles, mais que la société capitaliste condamne à végéter (femmes, jeunes, parias et parasites de toutes sortes) et d'une harmonisation des différents appareils de production à l'échelle continentale et mondiale. Cet appareil de production ne fonctionnant pas à sa pleine capacité, et de loin, dans les conditions capitalistes actuelles, c'est en premier lieu son utilisation rationnelle qui s'imposera, cette utilisation rationnelle supposant la réduction de la durée du travail prolétarien, et c'est seulement ensuite que, eu égard à la

masse énorme des besoins des pays sous-développés, le problème de l' « accroissement quantitatif de l'appareil économique » pourra se poser.

Qui réalisera tout cela ? Les techniciens ? Mais le domaine des techniciens, c'est la technique, ou plutôt les différentes techniques. Le mode de production, lui, dépend de la classe au pouvoir : la bourgeoisie ou le prolétariat ? Seul le prolétariat parvenu au pouvoir peut faire triompher la « rationalité socialiste » qu'on a d'autant moins définie en lui accolant l'adjectif « technicienne » que le socialisme est conditionné par l'existence d'une certaine dotation technico-économique que ce fut précisément la mission historique du Capital de créer !

Ses petits moyens n'ayant pas permis à M. Garaudy de définir correctement l'œuvre à réaliser, et qui étant donné la dictature du capitalisme monopoliste est nécessairement destructrice avant de pouvoir être constructive, on ne s'étonne pas que le but politique qu'il assigne à son parti soit de « devenir le centre vivant et rayonnant de la vie française dans son mouvement vers l'avenir ». Devenir le centre vivant et rayonnant d'une société où seul le Capital vit et rayonne, n'est-ce pas le rêve vainement caressé par toutes les couches sociales qu'il écrase économiquement ? Le malheur est qu'à moins d'entreprendre une lutte révolutionnaire, on est condamné à subir « le mouvement vers l'avenir » et à s'éteindre piteusement dans son coin du point de vue politique quand on est économiquement opprimé. Ce qu'il faut apprendre aux esprits distingués !

Négligeant des vérités aussi élémentaires, Don Quichotte va pouvoir s'attaquer hardiment à la solution de son problème et alors les allées royales de la science-fiction politique vont s'ouvrir devant vous qui aviez déjà parcouru celles de sa science-fiction économique-sociale.

Le P.C.F., dit-il, doit s'appuyer sur les forces sociales en expansion et non pas sur celles que le Capitalisme tend à liquider, telles que les classes petites-proprétaires : raisonnement très normal pour qui veut « rayonner », mais le P.C.F. le veut-il ? Les couches sociales en expansion, poursuit Garaudy, sont, en dehors des ouvriers proprement dits, les intellectuels. Tout en admettant que tous les intellectuels ne peuvent être rangés dans le prolétariat, l'auteur (c'est la seule chose juste qu'il dise, et elle n'est pas de lui, mais de Marx !) note que certains d'entre eux, salariés et employés dans la production, font « objectivement partie du travailleur collectif » (1). On ne peut donc nouer avec eux des alliances comme par exemple avec les paysans, classe tout à fait extérieure au prolétariat. Avec eux, pas « d'alliances tactiques », mais une « alliance stratégique » ou pour mieux dire un « bloc historique ». De deux choses l'une : ou bien les intellectuels avec lesquels Garaudy veut s'allier font

---

(1) Garaudy cite ici un passage du *Capital* : " A partir du moment où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de travail productif, de travailleurs productifs s'élargissent nécessairement ".



réellement partie du " travailleur collectif " et dans ce cas il n'y a ni alliance ni bloc au sens propre ; ou bien ils font partie du corps de gardes-chiourmes du Capital, de la corporation de ceux dont la fonction est, directement ou non, de faire suer le burnous, et alors s'allier avec eux, c'est s'allier avec " les monopoles ". Mais quoique la chose ait une importance capitale dans la réalité, dans le raisonnement de Garaudy elle est secondaire parce que ce à quoi il veut en venir c'est ni plus ni moins à la « négation du problème central de l'Etat et du pouvoir », autrement dit à un nouvel anarchisme, mais un anarchisme de droite répudiant « la violence insurrectionnelle ».

De la nécessité du « rayonnement » aux « classes en expansion », Garaudy va en arriver aux « revendications » à poser. On notera que c'est une démarche inverse de celle du marxisme, qui : 1° déduit les revendications de la critique scientifique de la société présente, laquelle lui a permis de repérer dans le prolétariat (" le travailleur collectif ") la seule force sociale révolutionnaire, qui : 2° exclut toute concession doctrinale à une quelconque catégorie sociale particulière (sans exclure du parti prolétarien aucun individu décidé à militer pour le Communisme sous le prétexte d'une origine non ouvrière) et qui : 3° se résigne à ne « rayonner » que lors de l'explosion de la crise révolutionnaire, même lointaine. Puisque, dit au contraire M. Garaudy, les ingénieurs, les techniciens, les intellectuels en général sont conduits, comme mai 1968 l'a montré, par le développement même des techniques (!!) « à lier étroitement les revendications de salaire à une mise en cause du principe même du système » capitaliste qui exclut les travailleurs de la gestion du travail », que le P.C.F. leur emboîte donc le pas ! Qu'il inscrive à son programme « l'auto-gestion », et alors il reprendra force et vigueur !

Bien sûr, l'autogestion « ne peut commencer qu'après l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production ». Bien sûr, le gouvernement des monopoles exploite cette revendication en offrant la " participation " qui n'est qu'une duperie. Mais tout cela ne doit pas faire oublier « le contenu de classe que de nombreux travailleurs, ouvriers ou » cadres, mettaient tous dans le mot de participation, l'exigence d'une » transformation démocratique profonde, le passage de la démocratie » formelle, caractéristique de tout régime bourgeois, à une démocratie... » ne s'arrêtant pas à la porte de l'entreprise, où commence la monarchie » patronale, mais au contraire s'étendant concrètement à l'orientation et » la gestion de l'économie ». Bref, « la revendication de participation » effective est, plus que toute autre, le dénominateur commun des revendications de l'ensemble du bloc historique, précisément parce qu'elle » a un caractère totalisant : elle contient en soi toutes les autres parce » qu'elle conditionne leur pleine réalisation. Elle ouvre en outre une » perspective de lutte pour le socialisme par le passage de la participation » au contrôle ouvrier, et du contrôle ouvrier à l'auto-gestion ».

O surprise ! L'ex-stalinien Garaudy s'est converti au socialisme proudhonien, que Marx appelait le « socialisme bourgeois ». Comme Proudhon, comme Bakounine, et plus récemment l'Italien Gramsci, il veut « l'orga-

nisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non de haut en bas, par la voie de quelqu'autorité que ce soit ». Auto-gestion plus optimisation (ah, qu'en termes galants...) de la croissance de l'appareil économique : voilà le « socialisme » garaudien, socialisme dont il reconnaît d'ailleurs un « modèle » qu'il admire très fort... en Yougoslavie.

Mais la politique ? Don Quichotte y vient sur le tard (p. 257 de son livre, qui en comprend 316). Après la belle envolée proudhonienne ci-dessus, il poursuit : « Mais ici, la revendication économique conduit à » poser le problème politique fondamental : celui de l'État qui maintient » les rapports de production existants et la forme de production capita- » liste ». Et oui, voilà le grand hic ! Cet hic, Bakounine (et Gramsci) le résolvait au moins par l'insurrection armée du prolétariat, mais sur le credo fondamental : la révolution sera pacifique ou ne sera pas, M. Garaudy reste indéfectiblement fidèle à son parti, dans lequel il milite, hélas ! depuis trente-quatre ans, ce qui suppose bien des choses peu reluisantes.

Mais alors, l'ÉTAT ?

L'embarras de Don Quichotte devient extrême. En attendant, il va toujours nous dire ce que la « révolution pacifique » ne sera pas. « La » lutte révolutionnaire ne peut se limiter à une lutte électorale et parle- » mentaire, ni même considérer la lutte parlementaire comme essen- » tielle. » Quel coup pour les Sancho Pança de la direction du P. C. F. ! Mais pourquoi ce grand tournant de M. Garaudy qui, jusque là, avait docilement admis le passage de son parti ex-communiste au réformisme politique le plus plat ? Parce que, nous dit-il, de nos jours, « le Parlement ne peut plus jouer le rôle moteur dans la vie politique, ni pour la conquête du pouvoir, ni pour la gestion des affaires du pays. » Ah, M. Garaudy, que cela est donc vrai, mais que vous avez mis du temps à vous en apercevoir, puisque cela fait déjà plus de cent ans que Karl Marx, sans attendre l'avènement des " monopoles ", notait que l'évolution de l'État bourgeois moderne se caractérisait par l'importance croissante de l'Exécutif au détriment du Législatif.

De toutes façons, la question reste posée : ET L'ÉTAT ?

Ici Don Quichotte, épuisé, va enfin déposer les armes : « La lutte révolutionnaire doit être menée sur tous les plans à la fois : celui de la politique, celui de l'économie, de la culture, et pas seulement sur le plan politique ».

Sur tous les plans à la fois, soit. MAIS L'ÉTAT ?

Vous pressez M. Garaudy, vous l'acculez même. Tout ce qu'il laisse percer de sa pensée sur la question qu'il reconnaît lui-même " fondamentale" (comment se débarrasser de l'État qui, il ne fait pas de difficulté à le reconnaître non plus, « maintient les rapports de production existants et

» la forme de propriété capitaliste »), c'est qu'elle est bien... épineuse. A cette question épineuse, Lénine, après Marx, a donné la seule solution possible : la révolution politique violente. Mais pour Don Quichotte, la révolution politique violente ne signifie rien, si ce n'est « des gesticulations barricadières qui évoquent plus 1830 que 1968 ». Son embarras et son silence sont donc un hommage, il est vrai très indirect et tout à fait involontaire, au marxisme révolutionnaire.

Cela ne sera pas dit ! Don Quichotte est un optimiste, que diable ! Un instant abattu devant le vide de son propre esprit quand il s'agissait de répondre à l'interrogation politique « fondamentale », il va vite reprendre du poil de la bête et se mettre à pérorer de plus belle : « La prise du » pouvoir ne se situe pas seulement au niveau de l'Etat, mais simultanément à tous les niveaux... où le régime est mis en cause par ceux qui » en contestent le principe même ». Ainsi, toi, « bloc historique », tu contestes ; et alors eux, les monopoles, leurs lois, leurs flics, leurs prisons, leurs armées s'évanouissent dans les airs : c'est beau, la Philosophie ! « L'Etat socialiste (tiens, mais d'où sort-il, celui-là ?), naissant ainsi » d'une exigence démocratique réelle de participation à tous les niveaux » de la vie sociale, peut être d'emblée un Etat démocratique ». De même que Dieu, pur esprit, créa le monde matériel à partir du néant, de même une simple exigence fait naître, dans la fantaisie de Don Quichotte, un Etat nouveau et, miracle suprême, une exigence démocratique fait naître un Etat socialiste, c'est-à-dire un pouvoir purement prolétarien ! Il n'y a pas à dire, le fait que son parti ait jadis préposé M. Garaudy aux public-relations avec les chrétiens n'a rien, mais rien valu à sa pensée qui s'en va chancelant des nuées de la Philosophie aux miracles de la Religion.

Nous ferions pourtant injure à notre visionnaire en l'accusant d'avoir tout à fait oublié en chemin le « fondement historique objectif de son optimisme », à savoir la « nouvelle révolution scientifique et technique » prise en soi, car il écrit également : « Aujourd'hui, grâce aux ordinateurs » et aux progrès de l'informatique, on peut rêver d'une sorte d'assemblée » plénière permanente de tout un peuple, où chaque opinion individuelle » soit à chaque instant enregistrée et consignée ».

La voilà l'ultime réponse de Don Quichotte à la question fondamentale : prise pacifique du pouvoir par... les ordinateurs ! Aucune loi n'interdit de rêver !

Tandis que la terrible stagnation actuelle de la lutte prolétarienne condamne les classes moyennes (anciennes ou nouvelles) et leurs idéologues ignares à s'enfoncer dans des songes de plus en plus fumeux et insensés, le Capital, lui, continue à régner férocement. Et il règnera tant que le Prolétariat, organisé dans un parti révolutionnaire débarrassé de tous les petits-bourgeois réformistes ou anarchisants, philosophes ou mystiques, ne lui aura pas ravi le pouvoir. Cette grande Révolution ne se prépare que lentement et douloureusement, mais elle se prépare sûrement. Patience !

# LES DERNIERS EXPLOITS DU MARXISME UNIVERSITAIRE

(A propos des ouvrages de MM. BARAN et Sweezy)

Comment anéantir, détruire, déformer, châtrer la théorie marxiste ? Voilà un problème qui a depuis près d'un siècle, unanimement passionné les universitaires. Deux d'entre eux ont réussi à faire du marxisme une théorie de la croissance économique, et du socialisme une recette de développement ; à présenter la méthode de Marx comme l'étude de modèles empiriques de la réalité ; à nier la loi de baisse tendancielle du taux de profit moyen — préalablement confondu avec le taux de plus-value — ; à définir le chômage comme un sous-emploi d'hommes et de matériel résultant d'une organisation défectueuse et d'une demande insuffisante ; et malgré tous ces exploits et bien d'autres encore, à être considéré par « l'opinion éclairée » (jusqu'à M. Bettelheim qui s'en porte garant) comme de « grands économistes marxistes ». A une époque qui aime les records, il aurait été injuste de ne pas consacrer quelques pages à ces étonnants champions de la destruction et de la falsification, au nom du marxisme, de la théorie marxiste, que sont MM. Baran et Sweezy.

Faute de place et de patience pour relever dans le détail toutes les énormités qu'ils nous servent en l'espace de deux ouvrages (Baran : « The Political Economy of Growth » ; Baran et Sweezy : « The Monopoly Capital » — tous deux en traduction française chez Maspéro) — nous nous en tiendrons à trois thèmes : la notion de « surplus économique » ; la méthode scientifique de Marx ; le capitalisme des monopoles (1).

## I. — LE « SURPLUS ECONOMIQUE »

La notion de « surplus économique » est exposée dans le livre de Baran « Economie politique de la croissance » ; elle est l'aboutissement logique d'une falsification complète de la théorie marxiste, dont on lira plus loin l'origine historique, qui présente l'œuvre de Marx comme une théorie de la croissance économique, et fait du socialisme une méthode de développement.

---

(1) Nos deux professeurs ne limitent malheureusement pas leurs exploits au domaine économique. Pour la critique de leurs thèses politiques exposées surtout dans la revue de Sweezy (Baran étant mort en 1964) « Monthly Review » publiée aux Etats-Unis, le lecteur lisant l'italien pourra se reporter aux deux articles intitulés « Falsi marxisti mobilitati per castrare il marxismo rivoluzionario », dans « Il Programma Comunista » N° 12 et N° 13 de 1968.



Pour faire croire que le blanc est noir, il faut aussi faire croire que le noir est blanc ; pour réaliser le **renversement total** qui consiste à faire de l'œuvre de Marx une étude de la croissance, et lui trouver cependant un contraste avec l'économie bourgeoise, Baran commence par renverser complètement cette dernière, en la présentant comme opposée à la croissance économique :

« A ses débuts, l'économie politique constituait un effort révolutionnaire de recherche qui visait à établir les principes moteurs d'un système économique capable de faire progresser l'humanité.

Plus tard, elle renia en quelque sorte ses propres origines, puisqu'elle se réduisit à une justification du *statu quo*, ce qui l'amena à objectivement à condamner et entraver toute tentative visant à juger scientifiquement — par une analyse rationnelle — la situation objective existante ou à en expliquer les origines et à dégager les potentialités de développement qu'elle contient. (p. 52-53).

(....) de nos jours, la lutte pour réaliser les conditions qui permettraient, aussi bien pour les pays capitalistes avancés que pour les moins avancés, un développement économique réel, se heurte avec violence à l'ordre économique-politique du capitalisme au stade impérialiste. Ainsi aux Etats-Unis (et aussi dans certains autres pays capitalistes avancés), l'opinion la plus répandue est que le mouvement mondial en faveur du développement est subversif et propre à saper la domination internationale du capitalisme en conséquence, ce mouvement de nature révolutionnaire doit être entravé, corrompu et même brisé si l'on veut préserver le capitalisme » (p. 59).

Subversif, le « mouvement mondial en faveur du développement économique » ? On devrait se contenter de rire à de pareilles énormités. Mais faisons semblant de les prendre au sérieux.

C'est un fait que l'économie politique bourgeoise, révolutionnaire à ses débuts, lorsqu'elle s'efforçait de briser toutes les entraves au développement du capital (2), est ensuite devenue celle que nous connaissons maintenant, celle du *statu quo*, ce qui signifie précisément qu'elle considère le capitalisme comme éternel et ne se préoccupe que de son apologie et de son bon fonctionnement. Mais qu'est-ce que le bon fonctionnement du capital ? C'est tout le contraire de la stagnation que suggère Baran. Marx nous apprend dans le livre I du « Capital » (3) que la formule générale du capital, c'est-à-dire sa représentation la plus abstraite (donc propre à toutes ses phases et toutes ses formes, et non seulement à certaines d'entre elles), son âme en somme, c'est le mouvement A-M-A', c'est-à-dire la valeur qui enfante de la valeur. Ce mouvement appliqué au capital industriel, c'est-à-dire à la forme principale du capital (les autres : capital usuraire et capital commercial n'en étant que des formes dérivées), et reproduit constamment de manière cyclique, devient **accumulation** ou **reproduction élargie** ; le capitaliste n'est que l'agent de ce mouvement, son économiste n'en est que le chantre :

---

(2) Marx le montre en particulier dans ses « Théories de la plus-value » ; voir Marx, « Histoire des doctrines économiques », Costes tomes I et II).

(3) C'est l'objet du ch. IV : « La formule générale du capital » Editions sociales, tome I, p. 151 s.

« Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie, aucune raison d'être sociale qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son activité n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son accroissement continu. Agent fanatique de l'accumulation, il force des hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure » (4).

« Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! (...) Épargnez, épargnez toujours, c'est-à-dire retransformez sans cesse en capital la plus grande partie possible de la plus-value ou du produit net ! Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie proclamant la mission historique de la période bourgeoise » (5).

Produire pour produire, c'est donc la traduction, par les idéologues bourgeois, du mouvement du capital industriel à la recherche de la plus-value. On a reconnu l'idéologie de la croissance qui n'est que la transposition, l'idéalisation et le camouflage par l'économie vulgaire de la loi d'acier qui représente l'âme même du capital. Toute problématique de la croissance, toute présentation de la croissance économique comme le bien en soi et la fin ultime de l'humanité, n'est et ne peut être que la problématique du capital, de même que le vieux : « liberté-égalité » n'était et ne pouvait être que l'idéologie de la petite production marchande et de la circulation simple. Produire plus ! Tel est le cri du cœur universel du capital, tel est le mot d'ordre au nom duquel sont asservies les classes ouvrières à l'Est comme à l'Ouest. Le « mouvement mondial en faveur du développement économique » (plaisant euphémisme qui pourrait nous faire sourire s'il ne servait à répandre la plus complète confusion dans le prolétariat) est si peu subversif qu'il est au pouvoir sur la planète entière. Il a pris le joli pseudonyme de développement, voire de progrès économique, pour cacher sa véritable identité : l'accumulation forcenée de la plus-value extorquée au prolétariat.

Cette première fasification de Baran n'a été élaborée que pour servir de tremplin à une seconde, encore plus énorme, selon laquelle ce seraient Marx et Engels qui auraient repris, des mains d'une bourgeoisie impotente, le flambeau du développement économique :

« Dès lors ne s'intéressèrent au développement économique, aux changements économiques et sociaux, que des « hérétiques ». Marx et Engels reconnurent l'importance accordée par les économistes classiques au développement économique considérable permis par le capitalisme. Cependant comme ils n'étaient pas rattachés aux intérêts de la classe dominante, et qu'ils n'étaient pas contraints (...) de considérer que le capitalisme était la forme « naturelle » de toute société, et qu'il constituait par ailleurs un système susceptible de satisfaire les aspirations humaines, ils purent aisément déceler les limites du système et les entraves au progrès, qu'imposait la réalité capitaliste.

Leur démarche, dans cette analyse, était radicalement opposée à celle de la pensée économique bourgeoise ; cette dernière, en effet, ne se préc-

(4) « *Le Capital* » livre I, ch. XXIV, Ed. Sociales, tome III p. 32.

(5) « *Le Capital* », livre I, ch. XXIV, Ed. Sociales, tome III, p. 35-36.

cupe et ne se préoccupait du développement économique que dans la mesure où il a pu permettre l'établissement, le maintien et la stabilisation de l'ordre capitaliste ; pour Marx et Engels, au contraire, le capitalisme ne survivrait que tant qu'il ne serait pas une entrave intolérable au développement économique et social. » (p. 53).

Le sophisme est habile : il est vrai que dans la théorie marxiste la cause dernière de la révolution qui jette à bas un mode de production est l'antagonisme entre le développement des forces productives et les rapports de production, et que donc le capitalisme doit mourir (pas tout seul évidemment) de sa propre croissance ; mais cela ne saurait signifier en aucune manière que Marx ait été un apôtre de la croissance économique, étudiant le mode de production capitaliste en fonction du développement qu'il permettait ou empêchait ; ni que le socialisme soit un mode de production appelé à se substituer au capitalisme pour permettre une accumulation encore plus rapide ! « Le développement des forces productives du travail social, écrit Marx, est la tâche historique et la justification du capital. Ce faisant, il crée précisément sans le savoir, les conditions d'un mode de production supérieur » (6). Ce mode de production supérieur ne saurait avoir le même but que le capitalisme ; sa tâche est tout autre : profiter de ce développement déjà acquis pour supprimer les classes, gérer socialement les forces productives, et ramener l'effort productif de chacun au temps nécessaire pour ne produire que les valeurs d'usage correspondant aux besoins effectifs, historiquement déterminés, de l'espèce. Quant à la théorie marxiste, loin d'être un traité de croissance, sa fonction est d'être pour le prolétariat une arme intellectuelle qui lui permette de comprendre le mode de production qui l'asservit, d'en connaître les lois, d'en prévoir donc l'effondrement inéluctable tout en étant l'agent historique de cet effondrement, de lui substituer enfin le mode de production supérieur qui en sera la négation dialectique. Rabaisser Marx au niveau de l'économie vulgaire, prêter au socialisme une mission qui représente l'essence même du capital, on ne peut imaginer une interversion plus complète, une confusion plus énorme : c'est sur cette triste performance que commence le livre de notre « grand économiste marxiste ».

Après cela on peut évidemment s'attendre à tout. Pour étayer ses thèses, Baran se met en devoir de démontrer que le capitalisme actuel sabote le développement économique. Dans les pays développés (7) sou-

---

(6) *Le Capital*, livre III, ch. XV, Ed. sociales, Tome VI, p. 271

(7) *Nous devons laisser de côté, dans le cadre de cet article, toutes les énormités consacrées par l'auteur aux pays « sous-développés ».* Un seul exemple suffira à montrer le niveau : selon Baran, la croissance des « pays sous-développés » est rendue impossible par l'alliance hostile des pays capitalistes : «... les pays capitalistes doivent, pour maintenir leur domination, s'unir et mettre en place une alliance contre révolutionnaire où puissent prendre place leurs serviteurs de confiance, alliance qui prendra la forme d'une lutte systématique contre toutes les révolutions nationales et sociales » (p. 61).

On retrouve une vieille connaissance : l'« ultra-impérialisme » de Kautsky ! Voici un échantillon de ce qu'en pensait Lénine (voir « L'impérialisme,

tient-il en substance, on a constaté une baisse des taux de croissance qui correspond à l'apparition du capitalisme de monopole ; c'est qu'à cause des monopoles le capitalisme ne produit pas tout ce qu'il pourrait produire ; en effet, le capitalisme de monopole est irrationnel et anarchique ; il empêche l'innovation technique par souci de rentabiliser les investissements ; surtout les secteurs monopolistes de l'économie font des profits considérables, et

« ceci tend en fait à réduire l'investissement dans la mesure où les monopoles qui recueillent la majorité de ces profits n'ont pas intérêt à les réinvestir dans leur propre branche et ne trouvent, par ailleurs, pas d'autre débouché dans l'économie ». (p. 134).

De tout cela résulte, l'investissement net étant inférieur à ce qu'il pourrait être, un « manque à gagner » de la production dû au capitalisme de monopoles, et un gaspillage du produit net.

Le lecteur aura reconnu au passage les thèmes du P.C.F. sur les vilains monopoles qui dilapident leurs profits au lieu de les investir. On rappellera donc à tous ces soi-disant « marxistes » :

1) qu'il n'est pas besoin d'échafauder des théories nouvelles pour expliquer la baisse des taux de croissance : l'explication se trouve dans Marx au ch. XIII du livre III du « Capital » et s'appelle baisse du taux de profit moyen. La baisse des taux de croissance n'est que la manifestation, au niveau de la production matérielle, de cette baisse du taux de profit (8).

2) que l'investissement net s'appelle, en termes marxistes, accumulation de capital constant, et qu'il représente donc, ainsi que nous l'avons montré, la raison d'être du capital industriel ;

« Le capitaliste industriel devient de plus en plus inapte à sa fonction dès qu'il préfère l'accumulation des plaisirs au plaisir de l'accumulation » écrit Marx (9). Beaux « marxistes » que ceux qui reprochent au capitaliste industriel d'être inapte à sa fonction de capitaliste (10) !

---

*stade suprême du capitalisme », ch. IX) :*

*«... les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des « trêves » entre des guerres ».*

*Un des exercices favoris des universitaires étant la citation « ornementale » d'auteurs dont ils n'ont jamais cherché à comprendre la première ligne, Baran n'hésite d'ailleurs pas à citer à plusieurs reprises « L'impérialisme... »*

(8) Rappelons simplement, sans développer dans le cadre de cet article, que si la proportion de la plus-value consacrée à l'accumulation reste constante, la baisse du taux de profit commande obligatoirement, une baisse du taux de croissance du produit brut d'une année sur l'autre. Voir à ce sujet l'article intitulé « Le développement historique de la production capitaliste » dans « Programme communiste » N° 21.

(9) « Histoires des doctrines économiques », Ed. Costes, tome II, p. 154.

(10) Pour plaire à nos lecteurs universitaires qui trouvent nos idées simplistes



3) que cet investissement est formé de la **plus-value** extorquée sur le dos du prolétariat à coup d'horaires et de cadences forcenés.

Tous ces curieux « révolutionnaires » reprochent donc au capitalisme, non pas d'asservir les ouvriers 50 heures par semaine, mais de ne pas accumuler assez ; non pas d'exploiter le prolétariat, mais de mal utiliser le fruit de cette exploitation ; non pas son essence, mais de n'être pas assez conforme à cette essence. Ils ne proposent pas de **supprimer** salariat et plus-value, mais de les utiliser **plus rationnellement**, voire plus **moralement**. C'est le programme économique de la « gauche », des radicaux aux nationaux-communistes : de la gauche du **capital**.

On se souvient du fameux dilemme du planteur de Marx : « Faut-il joyeusement dépenser en champagne et articles de Paris tout le produit net obtenu à coup de fouet de l'esclave nègre, ou bien en convertir une partie en terre et nègres additionnels ? » (11). M. Baran et le P.C.F. se croient marxistes parce qu'ils sont plutôt partisans de la seconde solution !

La notion de surplus n'est que l'aboutissement et le résumé de cette vision de serviteurs avancés du capital : puisque le capitalisme ne produit pas tout ce qu'il pourrait produire, on va calculer tout ce qu'il pourrait produire s'il était un **bon capitalisme**, bien organisé, planifié et efficace ; et puisqu'il ne produit pas tout ça, on aura bien prouvé que le système est mauvais et qu'il faut en changer — « en changer » signifiant évidemment le remplacer par un système capable de produire le maximum, qu'on baptise « socialisme ».

Mais avant d'effectuer ce calcul, il faut effacer jusqu'au souvenir de la théorie marxiste. C'est pourquoi Baran définit trois notions différentes : surplus effectif, surplus potentiel et surplus planifié. Examinons-les successivement.

1. — **Le surplus économique effectif** : c'est le nom donné par l'auteur à « la différence entre la production courante effective de la société et sa consommation effective » (p. 71). En termes marxistes, une telle quantité correspond à l'accumulation du capital constant, en termes bourgeois à la formation nette de capital ou investissement net : rien de nouveau donc. De toute façon d'après la définition donnée, une telle notion est purement **empirique** (descriptive, si l'on veut), et ne permet donc pas d'**expliquer** quoi que ce soit : son intérêt **théorique** est donc strictement nul. Par contre, son intérêt pratique et idéologique pour des « marxistes » à la Baran apparaît lorsque celui-ci écrit :

« Toutes les formations socio-économiques ont, au cours de l'histoire, engendré un surplus économique effectif ; ce qui a varié, ce ne sont que la structure et les formes qu'il a revêtues. » (p. 72 - souligné par nous)

Dans ce délicieux **ne... que** (encore un exploit, en matière d'escamotage cette fois) sont contenues toute la vie et l'œuvre de Marx. Oubliées la

---

*parce que notre vocabulaire n'est pas assez compliqué, nous pourrions formuler cette idée de la manière suivante : la rationalité à laquelle se réfère Baran pour critiquer le capitalisme est justement la rationalité capitaliste.*

(11) « *Le Capital* » livre 1, ch. XXIV, Ed. Sociales, tome III, p. 39.

marchandise, la monnaie, le capital, la plus-value, oublié le salariat (c'est d'ailleurs un mot que M. Baran doit ignorer : pas une fois il n'apparaît dans son livre) : en somme oubliée toute la théorie économique marxiste, qui est, on s'excuse de le rappeler, celle du mode de production capitaliste, et non celle du mode d'utilisation du produit net (utilisation d'ailleurs entièrement déterminée par le mode de production (12) ! Tous les bons marxistes salueront donc avec nous la peu commune puissance d'abstraction de M. Baran : en faisant abstraction de toute l'œuvre économique de Marx, il a réussi à faire de celui-ci un théoricien de la croissance !

2. — **Le surplus économique potentiel** : Cette seconde notion est définie par Baran comme :

« La différence entre la production qui pourrait être réalisée dans un ensemble de ressources technologiques et naturelles donné et ce que l'on pourrait y considérer comme "consommation vitale".

Pour qu'apparaisse ce surplus économique potentiel, il est nécessaire de réorganiser plus ou moins totalement la production et la répartition du produit social ; cela implique en fait des changements structurels profonds de la société.

Ce surplus économique potentiel apparaît sous 4 formes :

— la consommation excédentaire (ou en surplus) : concerne principalement le groupe des revenus élevés, bien que dans des pays comme les Etats-Unis le phénomène caractérise aussi les classes dites moyennes.

— la production perdue pour la société du fait de l'existence de travailleurs improductifs.

— la production perdue du fait du gaspillage et de l'organisation irrationnelle de l'appareil productif.

— la production perdue par le chômage dû en premier lieu à l'organisation anarchique de la production capitaliste et à l'insuffisance de la demande effective.

... la catégorie de surplus économique potentiel dépasse elle-même l'horizon de l'ordre social existant. Elle ne se réfère pas seulement en effet à l'activité visible de la structure sociale donnée, mais encore à l'image plus floue d'une société plus rationnelle. » (p. 72-73).

On admirera tout d'abord l'explication du chômage donnée par l'« économiste marxiste » Baran : le chômage est dû à l'organisation anarchique et à l'insuffisance de la demande. Rappelons simplement ici ce que sait même M. Raymond Aron : pour Marx, le chômage, qui s'appelle surpopulation relative, ou armée industrielle de réserve, découle inéluctablement de la hausse de la composition organique, c'est-à-dire du mouvement même du capital :

« La loi de la décroissance proportionnelle du capital variable, et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative, a donc pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion décroissante, et enfin, pour complément, la production d'une surpopulation relative. Nous l'appelons "relative", parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la

---

(12) Vérité qu'Engels a, en son temps, vertement rappelée à M. Dühring.

richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite.

En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà la *loi de la population* qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. » (13).

Aucun rapport évidemment, ni avec l' « anarchie », ni avec la demande. Baran nous fait d'ailleurs admirablement comprendre le fond de sa pensée lorsqu'il parle, quelques pages plus loin, de « sous-emploi humain et matériel » et de la longue et douloureuse reconversion « des hommes et du matériel » (p. 88 - souligné par nous). On ne dira donc jamais assez la souffrance de ces pauvres machines ! Mettre sur le même plan hommes et matériel, ne voir dans le chômage que la production qu'il fait perdre, voilà encore un des sommets de la critique technique du capitalisme caractéristique de la pensée universitaire.

Mais passons et venons-en à la notion de « surplus économique potentiel » : en somme c'est l'appellation d'un doux rêve : le surplus potentiel, c'est ce que pourrait être le produit net (correspondant à la plus-value globale) de la société capitaliste si elle était « plus rationnelle », si elle n'engendrait ni chômage, ni production de luxe, ni travailleurs improductifs, ni gaspillage ; c'est-à-dire si elle n'était justement pas la société capitaliste. Le concept de surplus potentiel résume donc le rêve utopique et petit-bourgeois d'un capitalisme débarrassé du gaspillage et des entraves à la production, exemplaire, moralement purifié. Un tel concept n'est même pas empirique comme le précédent, c'est une création entièrement imaginaire. Sur le plan scientifique, il a donc à peu près autant d'intérêt que le concept du père Noël. Sa seule utilité est, là encore, idéologique : il permet de synthétiser toutes les falsifications antérieures de Baran, c'est-à-dire de définir le capitalisme, non comme un mode de production basé sur le salariat et la plus-value, c'est-à-dire sur l'exploitation du prolétariat, mais comme un système mal organisé qui gaspille, fait vivre des parasites et des improductifs, et donc n'investit pas tout ce qu'il pourrait investir. On en déduira tout naturellement que le socialisme... c'est le contraire, c'est-à-dire non pas un mode de production débarrassé de la plus-value, du salariat et des catégories qui leur donnent inmanquablement naissance, mais un régime qui n'est pas anarchique, qui ne gaspille pas, ne fait pas vivre de travailleurs improductifs, peut investir au maximum et donc permettre la croissance maximum, tout cela parce qu'il est organisé, c'est-à-dire planifié. C'est le troisième « surplus » qui synthétise tout cela, bouclant ainsi la boucle de la mystification.

---

(13) « *Le Capital* » livre I, ch. XXV, Ed. Sociales, tome III, p. 74. Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> parties du ch. XXV sont consacrées à la surpopulation relative (op. cit., p. 70 à 90).

3. — **Le surplus économique planifié.** Cette notion qui « ne peut être appliquée qu'à une planification de type socialiste », représente

« la différence qu'il peut y avoir entre un "optimum" de production possible, dans un cadre naturel et technologique, à une période de développement historique donnée, planifié à partir d'une utilisation "optimale" de toutes les ressources productives, et un volume de consommation "optimal" choisi arbitrairement.

Le contenu et les formes d'un "optimum" dans une société planifiée sont totalement différents de ceux que détermine l'ordre social capitaliste ; car l' "optimum" ainsi dégagé ne reflète pas la production et la consommation voulues par la loi du profit, par la distribution des revenus, ou par des pressions de tous ordres émanant de l'ordre bourgeois. (...)

Cet "optimum" ne suppose pas nécessairement la maximisation de la production puisqu'il peut aussi bien impliquer des choix tels que la diminution volontaire de la journée de travail, l'accroissement des cycles éducatifs ou des loisirs, ou encore l'élimination pure et simple d'un certain nombre de productions retardant en dernière analyse le développement général de la société (...)

Ce qui est fondamental c'est la certitude que le volume de la production ne dépendra plus de décisions incontrôlées émanant de capitalistes individuels, mais d'un plan, expression rationnelle de ce qu'une société entend produire, consommer et investir à un moment donné » (p. 90-91).

En écrivant cela, Baran avoue que pour lui le socialisme se définit purement et simplement par la **planification** : que cette planification décide un taux de croissance de 10 % par an ou la réduction de la journée de travail, qu'elle coexiste ou non avec la marchandise, la monnaie, le salariat, cela n'a aucune importance ; la planification est l'essence du socialisme, alors que le désordre et les décisions incontrôlées sont l'essence du capitalisme. Démêlons cet écheveau savamment embrouillé :

1) L'anarchie capitaliste ne signifie pas que chaque capitaliste fait ce qu'il veut. Toute l'œuvre de Marx consiste à montrer que cette anarchie a ses lois de fer, qui s'imposent plus ou moins consciemment aux capitaux individuels ; la production n'est pas déterminée par « des pressions de tous ordres » ou des « décisions incontrôlées émanant de capitalistes individuels » ; c'est **exactement l'inverse** : les capitaux individuels ne font que obéir aux lois immanentes du capital, qui leur sont imposées par la concurrence :

« La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes ». (14).

C'est donc la logique du mode de production capitaliste qui détermine le comportement des producteurs et non l'inverse (15). Une planification

---

(14) « *Le Capital* », livre I, ch. X, Ed. Sociales, tome I, p. 265.

(15) *Un siècle après la parution du livre I du « Capital », le « marxisme » petit-bourgeois, fasciné par les « capitalistes », n'a pas encore compris cette vérité élémentaire sur laquelle Marx insiste cent fois dans son œuvre, depuis la préface de la première édition allemande du « Capital » : « Mon point de vue, d'après lequel le développement de la formation économique de la société est assimilable à la marche de la nature et à son hispoire, peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont il reste*

dans une formation sociale où subsistent les rapports fondamentaux du capital ne peut qu'obéir aux lois du capital, et ce ne sont pas les illusions des planificateurs qui y changeront quelque chose.

2) Au fur et à mesure de la centralisation qui accompagne le développement du capital, la concurrence entre capitaux de calibre inférieur disparaît, pour réapparaître à un niveau supérieur avec une violence accrue, jusqu'à la limite supérieure constituée par le capital national. Marx écrit :

« Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint la dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes. » (16).

Les trusts et les monopoles substituent donc une certaine **planification** interne d'une branche à la concurrence des capitaux individuels de la branche, et la concurrence réapparaît entre les trusts, ainsi qu'entre ceux-ci et les branches non monopolisées, pour s'approprier la plus grande portion possible de la plus-value sociale. L'Etat des capitalistes, agissant comme comité de direction de la société anonyme des capitalistes du pays (société qui peut connaître toutes les luttes internes que connaissent les sociétés anonymes), intervient finalement pour substituer à la concurrence la planification nationale des parts de la plus-value sociale et de la production du pays, à mesure que la concurrence réapparaît avec plus de violence encore **entre les capitaux nationaux**. Ce processus d'ensemble n'est que tendanciel ; il est lent, inégal et simultané ; les niveaux inférieurs de la concurrence subsistent toujours, mais à une échelle plus limitée, et à l'intérieur de la marge de manœuvre qui leur est laissée par l'organisation en vue d'une lutte autrement plus importante pour **l'ensemble** du capital national : lorsque toute l'armée part en guerre, les querelles entre soldats ne doivent être tolérées que dans la mesure où elles ne risquent pas de nuire à l'intérêt de l'ensemble de l'armée. C'était vrai pour la guerre militaire : entre 1939 et 1945 les puissances occidentales ont dû organiser et planifier leur effort de guerre — sans être socialistes pour autant. C'était vrai pour la reconstruction des économies capitalistes lors de l'après-guerre. C'est vrai pour la guerre économique internationale qui recommence à faire rage depuis les années soixante (17). Conformément à la prévision d'Engels, à l'approche de la société socialiste, la société ca-

---

*socialement la créature, quoiqu'il puisse faire pour s'en dégager » (Ed. Sociales, tome I, p. 20), jusqu'au chapitre 51 du livre III: « Les principaux agents de ce mode de production, le capitaliste et l'ouvrier salarié, en soi, sont simplement l'incarnation, la personification du capital et du travail salarié; ce sont des caractères sociaux définis que le procès social de production imprime aux individus; ils sont le produit de ces rapports sociaux bien définis ». (Ed. Sociales, tome VIII, p. 254).*

(16) « Le Capital », livre I, ch. XXV. Ed. Sociales, tome III, p. 68.

(17) Voir l'explication détaillée et complète de la planification des pays capitalistes occidentaux dans l'article « Les promesses du VI<sup>e</sup> Plan » - « Le Proletaire » N° 73 - 19/1/70.

pitaliste applique elle aussi un plan : c'est l'organisation de chaque capital national pour la lutte entre capitaux nationaux.

La planification étant possible dans la société capitaliste à partir d'un certain niveau de développement du capital (et dans les limites nationales), elle ne saurait suffire à définir le mode de production socialiste. Répétons donc encore une fois que « ce qui est fondamental », c'est la **destruction** des rapports capitalistes, la disparition de la marchandise, de la monnaie, du salariat, en même temps que la **réduction de la journée de travail**, mesure fondamentale, traduction la plus concrète de la fin de l'esclavage salarié d'une partie de l'humanité (18). Toutes ces mesures seront prises par la dictature du prolétariat qui interviendra despotiquement dans l'économie au moyen de la planification.

Concluons : le seul intérêt du « surplus » — quel que soit l'adjectif dont il est suivi —, est de détruire la théorie marxiste. En particulier, les notions de « surplus potentiel » et de « surplus planifié » concentrent en elles tous les mensonges de l'idéologie qui cherche à définir le capitalisme comme un système de production irrationnel et inefficace, profitant à une poignée de gros financiers, et entravant la croissance économique, et le socialisme comme un système organisé, débarrassé du gaspillage et permettant donc, grâce à la planification, une croissance économique maximum. Cette idéologie n'est autre que le résidu de l'économie politique stalinienne ; sa fonction consiste à présenter les différences entre l'économie russe et les économies occidentales comme étant purement et simplement les différences entre le mode de production capitaliste et le mode de production socialiste. Puisque la Russie était, par axiome, socialiste, les différences entre économie russe et économies occidentales étaient forcément les différences entre capitalisme et socialisme. Or quelles étaient ces différences ? Principalement, planification et taux d'accumulation élevé d'un côté, concurrence et taux d'accumulation plus faible de l'autre. Ce n'était évidemment pas dans l'existence des rapports fondamentaux du capitalisme, marchandise, monnaie, salariat, ni dans l'exploitation forcée de la classe ouvrière, que les deux formations sociales pouvaient se différencier ! (19).

Le livre de Baran montre que cette falsification de départ implique inévitablement la révision et le renversement de toute la théorie, de a jus-

---

(18) *Présenter, comme le fait Baran, cette mesure absolument fondamentale, qui donne un sens concret à toute la lutte révolutionnaire, comme une simple hypothèse de travail parmi d'autres (ce que font tous les planificateurs et économistes bourgeois, à commencer par M. Fourastié) n'est qu'une habile falsification de plus. On reconnaît là les doucereux procédés de tous ceux qui, n'osant attaquer ouvertement le programme révolutionnaire, décident de le grignoter morceau par morceau. Transformer en « envisageable » ce qui est fondamental, c'est déformer le marxisme, c'est empêcher toute conscience claire des buts poursuivis, c'est embrouiller complètement la vision révolutionnaire. Le pauvre Bernstein est un modèle de probité à côté des subtils procédés de nos modernes marchands de tapis « marxistes ».*

(19) *Sur tout ce qui concerne l'économie russe, nous renvoyons le lecteur à l'étude fondamentale « Bilan d'une Révolution ».*

qu'à z. C'est ainsi : la théorie marxiste — comme toute théorie conséquente — forme un tout. En modifier un seul élément, c'est la modifier tout entière ; pour la défendre tout entière nous sommes donc obligés d'en défendre chaque élément. Les assoiffés de nouveautés qui ne comprennent pas cela nous prennent pour des puristes et des esthètes : ils ne comprennent pas que l'arme intellectuelle de la révolution doit être farouchement protégée si les révolutionnaires ne veulent pas se trouver désarmés.

## II. — LA METHODE SCIENTIFIQUE MARXISTE

C'est dans l'ouvrage intitulé : « Le Capitalisme monopoliste » que Baran et Sweezy exposent leur conception de la méthode scientifique :

« On parvient à la connaissance scientifique en élaborant et en analysant des « modèles » représentatifs de certains secteurs ou de certains aspects de la réalité étudiée. Le but de ces modèles n'est pas de refléter totalement la réalité en intégrant tous ses éléments dans leurs dimensions et leurs proportions exactes, mais plutôt d'isoler les facteurs décisifs, rendant ainsi ces facteurs susceptibles de faire l'objet d'une étude exhaustive. On élimine ce qui n'est pas essentiel, on efface le secondaire pour obtenir une vision claire du principal, on agrandit pour améliorer la portée et la précision de l'observation. Un modèle est nécessairement irréaliste au sens le plus ordinaire du mot. Cependant, et cela peut paraître paradoxal, si un tel modèle est bien fait, il permettra de saisir la réalité. » (p. 33).

Ainsi, Marx aurait élaboré un modèle du capitalisme concurrentiel anglais :

« Marx élaborera son modèle théorique du système capitaliste concurrentiel à partir d'une étude sur l'Angleterre qui était alors, et de loin, le pays capitaliste le plus avancé. » (p. 27).

Or nous ne sommes plus en capitalisme concurrentiel :

« Nous devons admettre que la concurrence, qui fut la forme dominante des relations d'échanges au XIX<sup>ème</sup> siècle, a cessé de jouer ce rôle, non seulement en Angleterre mais aussi dans l'ensemble du monde capitaliste. » (p. 27).

Donc, depuis l'époque de Marx,

« ...la structure de l'économie capitaliste a subi un changement fondamental » [qui est le] « changement structurel survenu entre le capitalisme concurrentiel et le capitalisme monopoliste. » (p. 78).

L'analyse de Marx ne s'appliquant plus selon eux à l'époque du capitalisme de monopoles, nos deux professeurs se proposent modestement de la remplacer en élaborant un « modèle » du capitalisme monopoliste. Ils trahissent ainsi leur totale incompréhension de la méthode scientifique marxiste en général, et du rôle de la concurrence en particulier.

### Capitalisme concurrentiel et capitalisme monopoliste.

Voyons tout d'abord jusqu'où peut mener l'aberrante conception qui fait du capitalisme concurrentiel et du capitalisme de monopoles deux



systèmes économiques aux « structures » fondamentalement différentes et donc aux lois différentes (ainsi que les auteurs s'efforceront de l'établir plus loin). Baran ne craint pas de mettre sur le même plan le passage du féodalisme au capitalisme concurrentiel d'une part, et le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme de monopole d'autre part :

« Le passage du féodalisme au capitalisme de concurrence n'a pas seulement permis une expansion sans précédent du surplus économique, mais encore le transfert d'une part importante de celui-ci du propriétaire féodal au capitaliste.

De la même façon le remplacement du régime de concurrence capitaliste par le capitalisme de monopole s'est matérialisé par un accroissement considérable du volume absolu du surplus économique et par le contrôle de ce dernier non plus par de petits capitalistes mais par un nombre restreint d'entreprises monopolistes. » (20).

Marx a fait la théorie d'un **mode de production** en expliquant que le passage d'un mode de production à un autre ne peut se faire que par une révolution violente. Baran remplace les modes de production par des « régimes » économiques (21) qui se succèdent tantôt violemment, tantôt insensiblement et se distinguent non par des **rapports de production**, mais par la manière dont ils utilisent leur « surplus » économique. Pour la théorie marxiste, il n'y a qu'un **mode de production capitaliste**, dont le développement connaît des **phases** successives, mais dont l'essence, invariante, s'exprime concrètement dans un rapport de production qui a pour nom **salariat**. Cette vérité première, le « marxiste » Baran l'a sans doute oubliée ; mais nous savons déjà pourquoi nos professeurs se dépêchent de sauter sur le secondaire, les **monopoles** : c'est parce que leur souci majeur est d'éviter de voir l'essentiel, le **capital**, et le rapport fondamental qui lui correspond : le **salariat**.

Cette découverte d'un nouveau « régime » économique donne à Baran et Sweezy l'occasion d'une nouvelle justification du vocable « surplus » (il s'agit d'un nouveau « surplus », sans qualificatif. Est-il « effectif » ? est-il « potentiel » ? est-il tantôt l'un, tantôt l'autre ? Une seule certitude : les auteurs eux-mêmes n'en savent rien) :

La définition la plus succincte possible voit dans le surplus économique la différence entre ce que la société produit et le coût de cette production.

(...) dans une société développée, le surplus peut revêtir de nombreuses formes et de nombreux déguisements [note de bas de page]. C'est pour cette raison que nous préférons le concept de « surplus » à la traditionnelle « plus-value » marxiste, cette dernière étant assimilée à la somme : profits + intérêts + rente. Il est vrai que Marx démontre (...) que la plus-value comprend aussi d'autres éléments tels que les revenus de l'Etat et de l'Eglise, les dépenses nées de la transformation des biens en monnaie et les salaires des travailleurs improductifs. Toutefois il considère en général ces éléments comme étant secondaires et les élimine de son schéma théorique fondamental. Nous pensons qu'au temps du capitalisme monopoliste une telle méthode n'est plus justifiée et nous espérons qu'un changement terminologique aidera

---

(20) « Economie politique de la croissance » p. 110. Les autres citations renvoient à l'ouvrage « Le capitalisme monopoliste ».

(21) Expression à tout faire, parfaitement dénuée de sens, et qui est donc l'une des notions de base de la « science économique » des universités bourgeoises.

à effectuer la transformation théorique nécessaire » (p. 29-30, souligné par nous).

Si l'on comprend bien, selon Baran et Sweezy il n'est donc plus justifié, à l'époque du capitalisme monopoliste, d'attribuer à l'Etat, aux improductifs, etc..., un rôle secondaire dans l'explication du capital et de la plus-value. Il n'y a pourtant que deux manières d'envisager ce rôle :

— ou bien la plus-value est extorquée par le capital industriel qui achète la marchandise force de travail à sa valeur pour en retirer, par son usage dans le procès de production, une valeur supérieure à celle de son achat, donc une plus-value, répartie ensuite en profit d'entreprise, intérêt et rente foncière et redistribuée enfin à des parasites divers dont l'Etat, les improductifs, etc... ; dans ce cas l'Etat et les improductifs n'ont effectivement qu'un rôle secondaire, et le « surplus » n'a d'autre intérêt que d'introduire la confusion ;

— ou bien, si l'on veut attribuer à l'Etat (en tant que tel et non en tant que capitaliste) et aux autres parasites, non pas un rôle secondaire mais un rôle essentiel, il faut admettre qu'ils extorquent eux-mêmes directement de la plus-value sur le dos du prolétariat : on serait alors très curieux de savoir comment ils y parviennent. De toute façon, nous ne serions plus dans ce cas en mode de production capitaliste mais en « mode de production monopoliste » ou quelque autre invention délirante dont les auteurs n'osent pas assumer franchement la paternité.

Il n'y a pas de troisième solution. Dans un cas comme dans l'autre, et une fois de plus, le « surplus » ne sert qu'à oublier la théorie marxiste.

Quel que soit le prétexte invoqué, toute tentative de faire de la concurrence l'élément discriminant de deux systèmes économiques fondamentalement différents et opposés est stupide pour plusieurs raisons :

1) parce que la centralisation du capital, loin de supprimer la concurrence, ne fait que la dépersonnaliser, la porter à un niveau plus élevé, et donc la rendre encore plus violente ;

2) parce que la concurrence n'est pas un élément de la « structure » du capital (pour reprendre le jargon des auteurs). Elle l'est si peu que Marx, lorsqu'il étudie le capital en général, dans les livres I et II, en fait abstraction (22), pour ne l'introduire qu'au livre III lorsqu'il redescend à la surface de l'économie capitaliste en la reconstruisant conceptuellement :

« L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse de la structure intime du capital » (23).

La concurrence ne peut en effet qu'exécuter les lois du capital ; elle ne peut ni les expliquer ni les modifier :

« La concurrence exécute les lois internes du capital, elle les rend impérieuses pour le capital individuel, mais ce n'est pas elle qui les forge : elle les réalise. Vouloir les expliquer à partir de la concurrence, c'est avouer son incompréhension » (24).

(22) Voir l'explication de la méthode et du plan du « Capital » dans l'article intitulé : « La méthode du Capital », « Programme Communiste » n° 46.

(23) « Le Capital », livre I, ch. XII - Ed. soc., tome II, p. 10.

(24) « Grundrisse... » ; « Œuvres », Pléiade, tome II, p. 275 ou Editions Antropos, tome II, p. 270. La remarque de Marx est dirigée contre Adam Smith.

Ainsi Marx nous aura prévenus : Baran et Sweezy n'ont rien compris, ni au capitalisme, ni au « Capital ».

### **Théorie et modèle.**

Si nos deux professeurs font un tel contresens sur le rôle de la concurrence, c'est en effet parce qu'ils ont oublié de comprendre la **méthode** de Marx. D'après leur définition, la méthode scientifique consisterait à élaborer des **modèles** de la réalité étudiée, puis à établir des relations entre les éléments du modèle.

Qu'est-ce qu'un modèle ? C'est une représentation schématique des aspects saillants de la réalité observée à un moment donné, laissant de côté tout ce qui est accessoire. Que peut-il apporter ? Dans le meilleur des cas, une bonne description du phénomène, débarrassé du secondaire et de l'accidentel. Mais décrire n'est pas expliquer. Une telle méthode est **empirique** ; elle reste au niveau de l'**apparence phénoménale** (débarbouillée en quelque sorte des scories accidentelles). Or l'apparence n'est pas la vérité scientifique, au contraire : « toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient » (25). De plus cette méthode n'est pas dialectique : elle fige les formes observées, s'interdisant du même coup de se poser la question de leur mouvement et de leur **transformation**.

Ce que fait Marx est entièrement différent : ce n'est pas un **modèle**, mais une **théorie**. Marx n'élabore pas un schéma représentatif du capitalisme concurrentiel anglais : il **explique** le mode de production capitaliste et les lois de son développement, il en fait la **théorie**, et il **illustre** cette théorie par des exemples historiques concrets empruntés à la société capitaliste concrète qu'il a sous la main (seule vérification empirique possible dans les sciences sociales au moment même où est exposée la théorie) :

« J'étudie dans cet ouvrage le *mode de production capitaliste* et les *rapports de production et d'échange qui lui correspondent*. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'*illustration* au développement de mes *théories* » (26).

Marx ne nous donne donc pas un modèle mais une théorie ; non pas le **schéma** mais l'**explication** en même temps que la découverte des lois qui régissent la naissance, le mouvement et la mort du mode de pro-

(25) « Le Capital », livre III, ch. 48. Ed. soc., tome VIII, p. 196.

(26) Préface de la 1ère édition allemande du « Capital ». Ed. soc., tome I, p. 18. Les mots de la 3ème phrase sont soulignés par nous.

Ce caractère d'illustration est particulièrement sensible dans certains chapitres du « Capital » : « La journée de travail » (ch X), « Le machinisme et la grande industrie » (ch XV), « Illustration de la loi générale d'accumulation capitaliste » (§ V du ch. XXV), au point qu'un « marxologue », M. Rubel, s'imaginant sans doute que la théorie scientifique se suffit à elle-même et peut se passer de vérification empirique, les a retirés, dans l'édition de la Pléiade, du corps de l'ouvrage, pour en faire de simples (annexes) de « pure documentation ». Quels que soient les prétextes invoqués, c'est la plus sûre manière de transformer une théorie en dogme.

duction capitaliste. Loin de se contenter de résumer ce qu'il voit, il recherche et établit au contraire la **vérité scientifique**, qui est souvent à l'opposé de l'interprétation immédiate suggérée par des apparences trompeuses. Pour **expliquer**, il commence par analyser la **forme élémentaire** de la richesse sociale capitaliste : la **marchandise**, pour établir à partir de cette forme élémentaire les abstractions ultimes grâce auxquelles il pourra ensuite reconstruire conceptuellement tout le reste : la **valeur** dont la substance elle-même est le **travail** « en général » (ou travail abstrait). C'est à partir de ces abstractions ultimes, c'est-à-dire de ces notions sans lesquelles on ne peut expliquer aucune autre notion, qu'est développée la théorie : la valeur permet d'expliquer les formes concrètes marchandise et monnaie, de même qu'elle permet d'expliquer ce qu'est le **capital** : valeur créant de la valeur. Valeur, capital, plus-value, etc... sont des **concepts**, c'est-à-dire des instruments intellectuels, produits de l'esprit, permettant de **comprendre** les formes concrètes apparaissant à la surface de la société capitaliste, leurs rapports mutuels, les lois de leur mouvement et de leur transformation. La théorie est le discours explicatif d'ensemble reliant dans leur enchaînement logique les concepts qui en sont à la fois les étapes et les résumés partiels, permettant ainsi de **comprendre** le mode de production capitaliste, de **connaître** son mouvement, grâce aux lois mises en évidence, et donc de **prévoir** l'évolution des formes concrètes par lesquelles il se manifeste.

Le « modèle » ne permet ni de comprendre, ni de prévoir : ce n'est d'ailleurs pas son but. Il est le symbole méthodologique de l'impuissance volontaire de la « science sociale » bourgeoise qui, ayant depuis longtemps renoncé à expliquer la réalité, s'estime quitte lorsqu'elle a réussi à schématiser et à baptiser les apparences. La démarche des auteurs est d'ailleurs le meilleur exemple de cette impuissance. Après avoir défini leur méthode, ils passent à l'application en élaborant leur modèle du capitalisme de monopoles. Voici comment se résume leur raisonnement :

1) L'« unité décisive » du capitalisme actuel est le type idéal (27) de la grande firme (ou entreprise géante), caractérisée par le comportement de ses dirigeants qui ont en main la gestion effective, recrutent eux-mêmes leurs successeurs, et assurent par une politique d'auto-financement l'indépendance financière de la firme.

2) L'étude empirique montre que les objectifs et les motivations des dirigeants sont les suivants : puissance, taux de croissance et dimensions de l'entreprise.

3) De tels objectifs ne peuvent être atteints que grâce à des taux de profits très élevés — même si l'enrichissement personnel n'est pas le but fondamental des dirigeants (28). Donc l'objectif de la grande entreprise est le profit.

---

(27) Pour situer une fois de plus le niveau de nos « économistes marxistes » rappelons que la notion de « type idéal », ainsi qu'ils le signalent sans complexes, est due à Max Weber, pape de la sociologie bourgeoise et idole de M. Raymond Aron.

(28) Ouvrons une parenthèse. La description que font les auteurs du comporte-

4) Qu'est-ce que le capitalisme monopoliste ? C'est un système constitué par des firmes géantes telles qu'on vient de les caractériser.

Toute cette démarche revient à définir le capital par la description du comportement de ses serviteurs. Même si la description est par endroits ressemblante, cela ne fait pas avancer d'un pas notre compréhension du phénomène. Vingt pages d'élaboration d'un « modèle » aboutissent à cette remarquable découverte : l'objectif de la grande entreprise est le profit. Mais pourquoi cherche-t-elle à faire ce profit ? Parce que, nous répondent Baran et Sweezy, c'est ce que prouve l'étude du comportement de ses dirigeants. Si le pauvre Marx avait connu la méthode des modèles, il se serait épargné bien des efforts : au lieu d'écrire des milliers de pages, il lui aurait suffi de définir le capitalisme concurrentiel comme un système de petites entreprises dirigées par des individus avides de s'enrichir qui, se livrant une concurrence acharnée, font baisser le taux de profit ! Expliquer le capital par ses agents, c'est aussi stupide que d'expliquer l'État par ses fonctionnaires ou la scarlatine par les boutons ; c'est d'ailleurs ce que fait le charlatanisme bourgeois depuis plus d'un siècle.

Pour parachever ce feu d'artifice méthodologique, nos deux professeurs finissent de construire leur « modèle » de la manière suivante :

5) Les relations des grandes firmes entre elles et avec les autres agents économiques étant des relations de marché, donc des relations de prix. « l'étude du capitalisme monopoliste se doit de commencer par l'analyse du mécanisme des prix » (p. 64).

6) Ce qui caractérise le capitalisme monopoliste c'est que la grande entreprise « impose le prix », alors qu'en capitalisme concurrentiel l'entreprise individuelle « subit le prix » (p. 64).

Commencer l'analyse au niveau des prix, c'est évidemment s'interdire par avance de comprendre quoi que ce soit ; c'est régresser, non seulement par rapport à Marx, mais même par rapport à l'économie politique

---

*ment des dirigeants des grandes firmes est dans l'ensemble bonne. Elle illustre ce qu'écrivait Marx :*

*« ...le simple directeur qui n'est à aucun titre possesseur du capital ni comme emprunteur, ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital actif en tant que tel ; il s'ensuit que seul le fonctionnaire demeure, le capitaliste disparaît du procès de production comme superflu. » (« Le Capital », livre III, ch XXIII ; Ed. soc. tome VII, p. 53).*

*Le directeur est donc le capitaliste actif, c'est-à-dire le serviteur des lois du capital dans le procès de production. N'étant pas propriétaire du capital, il ne peut plus être stimulé par le désir personnel d'accumulation et d'enrichissement ; la motivation du capitaliste individuel est donc remplacée par un système de nouvelles motivations qu'on peut résumer par l'expression : « esprit de l'entreprise ». Mais peu nous importent les méthodes par lesquelles le capital recrute et commande à ses serviteurs : le capitaliste actif, c'est celui qui exécute les lois du capital dans le procès de production. C'est pourquoi l'absence de capitalistes industriels privés avides d'accumuler ne saurait faire de l'économie russe une économie socialiste alors que les lois et les catégories qui y règnent sont celles du capital.*

classique qui, elle au moins, s'était posé le problème de la valeur pour expliquer les prix. Tout le livre I du « Capital », que nos professeurs « marxistes » s'étaient jusqu'ici contentés de démolir morceau par morceau, est donc maintenant résolument balayé en bloc : pour eux, le capitalisme s'étudie au niveau de la circulation (29).

Marx avait fait la **théorie d'un mode de production** ; Baran et Sweezy décrivent quelques épisodes de la circulation. Ils suivent en cela la démarche de toute l'économie vulgaire ; mais cette dernière au moins a la franchise de ne pas se prétendre « marxiste ».

### 3. — LES « LOIS » DU CAPITALISME MONOPOLISTE

A méthode stupide, résultats aberrants : ainsi qu'il fallait s'y attendre, c'est évidemment au niveau des résultats, c'est-à-dire des « lois » découvertes grâce à l'application de la méthode Baran-Sweezy, que la confusion atteint son comble. Ces résultats et leur démonstration peuvent se résumer de la manière suivante : la concurrence, qui subsiste sous d'autres formes que la guerre des prix, oblige les monopoles à abaisser leurs coûts de production ; or, par définition, les monopoles peuvent fixer leurs prix au niveau désiré : donc, les marges de profit augmentent. Il s'ensuit logiquement qu'en capitalisme monopoliste les profits augmentent dans l'absolu, et en valeur relative — c'est-à-dire par rapport au revenu national : c'est la **loi de la hausse du surplus** (assimilé pour la circonstance au profit), valable pour le capitalisme monopoliste, et qui doit être substituée à la loi de baisse tendancielle du taux de profit moyen, valable seulement pour le capitalisme concurrentiel.

La confusion atteint ici une telle densité qu'il faut reprendre ce raisonnement dans le détail, en l'examinant point par point.

#### 1) L'augmentation des marges de profit.

Selon les auteurs, les monopoles fixent leurs prix au niveau désiré et tendent d'autre part à abaisser leurs coûts de production (30). Donc en

---

(29) D'ailleurs les auteurs ignorent manifestement ce qu'est le procès de production du capital. « Nous sommes particulièrement conscients, écrivent-ils, du fait que cette approche telle que nous l'avons pratiquée a pour conséquence de négliger totalement une question centrale de l'analyse du capitalisme de Marx : le procès de travail » (p. 29). Ne voir dans le procès de production du capital qu'un procès de travail, voilà une performance de plus qui prouve, s'il en est encore besoin, l'incompréhension des auteurs.

(30) Ceci ne signifie pas que les monopoles fixent n'importe quel prix. Dans la « théorie » marginaliste, qui a longtemps été le dernier cri de la formalisation mathématique mise au service des marchands de soupe (et que nos « économistes marxistes » acceptent sans la moindre gêne), le monopoleur cherchant à maximiser son profit a intérêt à baisser son prix tant que la recette marginale (provenant de la vente d'une unité supplémentaire) est supérieure au coût marginal (coût supplémentaire entraîné par la fabrication de cette unité).

Nous passons sur le fait que, n'ayant pas compris le rôle de la concurrence, Baran et Sweezy lui font expliquer un mouvement dû en fait à la

capitalisme monopoliste, les marges de profit augmentent :

« Ainsi que nous l'avons indiqué il est de fait que les oligopoles parviennent à atteindre une bonne approximation du prix théorique de monopole » (p. 74).

« Les grandes firmes réduisent leurs coûts pour augmenter leurs profits, et la structure monopoliste des marchés leur permet de se tailler la part du lion dans le partage des fruits de la production accrue. Ceci signifie qu'en capitalisme monopoliste la réduction du coût implique une marge de profits sans cesse plus grande » (p. 78).

Une telle explication ne vaut **strictement rien** car, restant comme prévu au niveau de l'**apparence phénoménale**, elle ne fait que résumer l'interprétation fautive suggérée par cette apparence. Il est vrai qu'un ou quelques monopoles peuvent, en empêchant l'entrée de capitaux nouveaux dans leur branche, échapper à la péréquation des taux de profits (expliquée par Marx dans la 2<sup>me</sup> section du livre III du « Capital »), et donc s'assurer un surprofit de monopole ; en faisant cela ils n'auront d'ailleurs pas créé de valeur, mais subtilisé de la valeur créée par la force de travail employée par d'autres capitaux. Mais dans un système de monopoles généralisés à toutes les branches, c'est-à-dire au **niveau global**, une telle explication est stupide car elle revient à dire que **l'ensemble du système** peut créer du **surprofit** simplement en augmentant ses prix : ce qui signifie que de la valeur peut être créée dans la sphère de la circulation.

S'ils avaient pris la peine de lire le chapitre V du livre I du « Capital » les auteurs auraient évité une pareille absurdité : Marx y démontre impeccablement que, de quelque manière que l'on s'y prenne, il est **impossible** de créer de la valeur dans la sphère de la circulation (31). Trente secondes de réflexion suffiraient à un gamin pour comprendre que si du jour au lendemain **tout le monde** décide de vendre sa marchandise 10 pour cent plus cher (y compris la marchandise force de travail), cela ne rendrait **personne** plus riche ; ou bien, si la seule marchandise à ne pas changer de prix est la force de travail, alors **l'explication** du profit accru ne réside pas dans les prix de monopoles mais dans l'augmentation de l'exploitation du prolétariat, tendance générale du capital dans laquelle les monopoles en tant que tels ne jouent aucun rôle particulier. Mais Baran et Sweezy sont incapables de comprendre cela : si on fait du profit, pardi ! c'est qu'on vend plus cher qu'on n'achète. Voilà l'économie politique de l'épicier dans toute sa splendeur !

---

*hausse de la composition organique du capital et donc à l'accroissement de la productivité du travail social.*

(31) Il s'agit du chapitre intitulé « Les contradictions de la formule générale du capital ». Quand on pense que cette démonstration est une charnière essentielle du raisonnement de Marx passant de la formule générale du capital à la mise en évidence du rôle de la marchandise force de travail ; qu'il revient sur ce point à plusieurs reprises dans le livre II (ch. V et VI) et dans le livre III (4<sup>e</sup> section) ; qu'enfin la première section du livre III est tout entière consacrée à démontrer que le profit est une catégorie mystificatrice, le déguisement de la plus-value, on est vraiment consternés de devoir perdre du temps et du papier pour rappeler des vérités aussi élémentaires à des « marxistes ».



Reste à trouver la solution du problème. Si les marges de profit des entreprises géantes américaines connaissent effectivement, en longue période, une hausse constatée statistiquement (nous écrivons cela sans préjuger aucunement de la situation réelle), l'explication ne pourrait en être cherchée dans leur politique de coût et de prix, mais ailleurs. Où donc ? Sans vouloir traiter ici le problème systématiquement, rappelons que la théorie marxiste offre plusieurs solutions :

a) **Surprofits de monopoles** : les monopoles américains échappent à la péréquation des taux de profit des capitaux américains et à celle des capitaux mondiaux (cette dernière fonctionnant plus difficilement par suite d'une moindre mobilité des capitaux à l'échelle mondiale). Les surprofits de monopoles ainsi réalisés ne peuvent l'être qu'au détriment des capitaux, américains ou non, placés dans les branches non monopolisées, et la hausse des prix des monopoles n'est alors que la forme concrète prise par un transfert de valeur :

« Le prix de monopole de certaines marchandises transférerait seulement une partie du profit réalisé par les autres producteurs de marchandises sur les marchandises à prix de monopole. La répartition de la plus-value entre les différentes branches particulières en subirait indirectement une perturbation localisée, mais la limite de la plus-value elle-même n'en serait pas modifiée » (32).

b) **Surprofits de productivité** : Par suite d'une productivité accrue du travail, la valeur individuelle d'une marchandise peut être inférieure à sa valeur sociale ; le capitaliste n'a qu'à la vendre à sa valeur sociale pour empocher un profit supplémentaire : de tels surprofits sont réalisés dans une branche, soit à l'échelle du marché mondial, soit à l'échelle du marché national :

« Des capitaux investis dans le commerce extérieur sont en mesure de donner un taux de profit plus élevé parce que d'abord on entre ici en concurrence avec des pays dont les facilités de production marchande sont moindres. de sorte que le pays plus avancé vendra ses marchandises au-dessus de leur valeur, bien qu'il les cède à meilleur prix que les pays concurrents. Dans la mesure où le travail du pays le plus évolué est mis en valeur en tant que travail d'un poids spécifique plus élevé, le taux de profit augmente, le travail qui n'est pas payé comme un travail de qualité supérieure étant vendu comme tel. On peut avoir la même situation vis-à-vis du pays où l'on expédie et duquel on perçoit des marchandises ; celui-ci fournissant plus de travail matérialisé in natura (en nature) qu'il n'en reçoit et malgré tout obtenant la marchandise à meilleur marché qu'il ne pourrait la produire lui-même. Tout comme le fabricant qui, utilisant une invention nouvelle avant sa géné-

---

(32) « *Le Capital* » livre III, ch. 50 ; Ed. soc., tome VIII, p. 237. Ce passage est d'ailleurs cité dans... « *Economie politique de la croissance* ». Voir ce que nous disions plus haut sur la conception universitaire des citations.

A cette explication les auteurs ne consacrent qu'une phrase par hasard à propos d'un autre sujet (*l'intervention de l'Etat*) « les profits excessifs se réalisent non seulement sur le dos des consommateurs mais aussi sur le dos d'autres capitalistes » (p. 72). Il ne leur vient pas à l'esprit que là pourrait résider l'explication des surprofits. D'ailleurs le mot même d'excessifs indique que nous sommes dans le domaine de la plaintive économie petite-bourgeoise, et non dans celui de la théorie marxiste.

ralsation, vend à meilleur marché que ses concurrents et néanmoins au-dessus de la valeur individuelle de sa marchandise, c'est-à-dire met en valeur, comme surtravail, la productivité spécifiquement supérieure du travail qu'il emploie. Il réalise de la sorte un surprofit » (33).

**c) Surprofits provenant de l'exportation des capitaux : Marx écrit :**

« Quant aux capitaux investis dans les colonies, etc..., ils sont d'autre part en mesure de rendre des taux de profits plus élevés parce qu'en raison du moindre développement le taux de profit y reste d'une façon générale plus élevé et plus élevée aussi, grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc., l'exploitation du travail. Or on ne voit pas pourquoi ces taux de profits plus élevés que rendent des capitaux investis dans certaines branches, et qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine, n'entreraient pas alors, si par ailleurs des monopoles n'y font pas obstacle, dans le système de péréquation du taux de profit général et ne l'augmenteraient pas pro tanto (proportionnellement) » (34).

A plus forte raison si les monopoles font obstacle à la péréquation, ils peuvent garder pour eux les surprofits ainsi réalisés.

Nous n'insisteront pas, tant ces explications, tout particulièrement la dernière, sont connues (cf « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »). On peut être sûr que le « Monthly Review » consacrerait un bel article au centenaire de la naissance de Lénine ; mais que les marges de profit des entreprises américaines puissent avoir en partie leur explication dans l'impérialisme américain qui met la planète en coupe réglée, on le croira si on le veut, nos deux professeurs « marxistes » américains... l'ont oublié !

**2) L'augmentation absolue de la masse des profits.**

Baran et Sweezy poursuivent leur raisonnement en écrivant que les marges de profit croissantes des monopoles entraînent l'augmentation de la masse des profits :

« De telles marges impliquent à leur tour des profits globaux qui augmentent non seulement dans l'absolu mais aussi en termes de répartition du revenu national. Si nous identifions provisoirement le profit global au surplus économique de la société (35), nous pouvons formuler la loi qu'en capitalisme monopoliste le surplus tend à augmenter, relativement et dans l'absolu, au fur et à mesure que le système se développe » (p. 78).

Nos deux professeurs s'imaginent manifestement avoir fait une grande découverte : à cause des monopoles, la masse des profits augmente. Rappelez simplement ce qu'écrivait Marx :

« Donc à mesure que progresse le mode de production capitaliste, un même développement de la productivité sociale du travail s'exprime, d'un côté dans la tendance à une baisse progressive du *taux* de profit et de l'autre

---

(33) « *Le Capital* », livre III, ch. XIV ; Ed. soc., tome VI, p. 250.

(34) Ce second passage est la suite directe du premier.

(35) Nous passons sur ce cinquième surplus, assimilé maintenant au profit d'entreprise ; au point où en sont les auteurs, une seule question se pose : pourquoi n'avoir pas résolument baptisé d'un seul et même nom toutes les catégories économiques ?

dans un accroissement constant de la *masse* absolue de la plus-value, ou du profit que s'approprient les capitalistes ; de sorte qu'en somme à la *baisse relative* du capital variable et du profit correspond une hausse absolue de l'un et de l'autre. Ce double effet, nous l'avons montré, ne peut s'expliquer que par un accroissement du capital total dont la progression est plus rapide que celle de la baisse du taux de profit » (36).

Marx a donc établi la loi de hausse de la masse des profits (ou de la plus-value) il y a un siècle ; il a démontré que c'est une tendance immanente du capital due au mouvement de l'accumulation : les monopoles n'y sont donc strictement pour rien. Nos professeurs « marxistes » ont bonne mine : non seulement ils n'ont rien découvert, mais encore ils ont réussi à donner une fausse explication d'une loi parfaitement expliquée il y a cent ans.

### 3) L'augmentation relative des profits.

Dans le raisonnement des auteurs, la hausse des profits se produit non seulement dans l'absolu, mais aussi en valeur relative, c'est-à-dire « en termes de répartition du revenu national » (voir le dernier passage cité). Passons sur l'abdication totale que constitue, pour des « marxistes », la référence à une catégorie totalement mystifiée de la comptabilité nationale bourgeoise, et supposons qu'il s'agisse du revenu national au sens marxiste, c'est-à-dire du revenu social (37), que nous désignerons par l'expression :

$$\Sigma (V + Pl)$$

ou : somme du capital variable et de la plus-value pour une année.

Dire que les profits augmentent « en termes de répartition du revenu national » signifie purement et simplement que le rapport

$$\frac{\Sigma Pl}{\Sigma (V + Pl)}$$

augmente.

$$\frac{\Sigma Pl}{\Sigma (V + Pl)}$$

Ce rapport ne touche ni de près ni de loin au taux de profit, puisqu'il ne fait pas intervenir le capital constant (38). Son augmentation ne peut être que l'expression sous une autre forme de l'augmentation du rapport

$\frac{Pl}{V}$  c'est à dire tout simplement du **taux de la plus-value** ! Autrement dit

dans l'hypothèse la plus favorable, tout ce que Sweezy et Baran ont « découvert » à la suite d'un raisonnement tortueux et faux, c'est que le taux de

(36) « *Le Capital* », livre III, ch. XIII, Ed. soc., tome VI, p. 236 (souligné par nous).

(37) Est-il besoin de préciser que Marx ne parle jamais du revenu « national » ? Dans le vocabulaire de Marx la grandeur  $\Sigma (Pl + V)$ , est désignée par les expressions « revenu social » (livre II, Ed. soc., tome V, p. 85) ou « produit-valeur annuel », « valeur produite dans l'année », « produit du travail de l'année » (livre II, Ed. soc., tome V, p. 31-32), ou enfin par l'expression « revenu brut » (livre III, Ed. soc., tome VIII, p. 217). Elle ne doit pas être confondue avec le « produit brut » (ou « produit social de l'année » ou « valeur des produits de l'année ») qui désignent la grandeur  $\Sigma (C + V + Pl)$ , dans laquelle C désigne la valeur du capital constant consommé.

(38) Rappelons que le taux de profit est représenté par la formule :  $Pl/(C + V)$  dans laquelle C représente le capital constant avancé.

la plus-value augmente, c'est-à-dire une nouvelle fois une loi établie par Marx depuis longtemps ! Mais l'admirable couronnement de cet Himalaya de sottises, le voici : nos professeurs n'ont même pas compris que c'est cela qu'ils ont « découvert », et s'imaginent avoir établi une nouvelle loi, spécifique au capitalisme monopoliste, et contredisant la loi de baisse tendancielle du taux de profit (39).

#### 4) La "loi de l'augmentation du surplus".

La conclusion de leur « démonstration » est en effet la suivante :

« ...nous pouvons formuler la loi qu'en capitalisme monopoliste le surplus tend à augmenter, relativement et dans l'absolu, au fur et à mesure que le système se développe.

Cette loi se doit d'être comparée à la loi marxiste classique de la baisse tendancielle du taux de profit. Sans entrer dans une analyse des différentes versions de cette dernière, nous pouvons dire qu'elles présupposent toutes un système concurrentiel. En substituant donc la loi de l'augmentation du surplus à celle de la baisse du profit, nous ne rejetons ni ne révisons un théorème consacré de l'économie politique : nous tenons simplement compte du fait incontestable que la structure de l'économie capitaliste a subi un changement fondamental depuis la formulation de ce théorème. L'aspect essentiel du changement structurel survenu entre le capitalisme concurrentiel et le capitalisme monopoliste trouve son expression théorique dans une telle substitution » (p. 78).

Voici nos ultimes répliques à ces ultimes absurdités :

a) La loi de baisse tendancielle du taux de profit (et non du profit comme le dit la troisième phrase citée) n'a pas « différentes versions » et ne « présuppose » pas un « capitalisme concurrentiel » — nous avons déjà vu ce qu'il fallait penser d'une telle notion. Elle est liée au mouvement immanent du capital qui provient de la hausse de la composition organique et donc de l'accroissement de la productivité du travail :

« A mesure que diminue progressivement le capital variable relativement au capital constant, s'élève de plus en plus la composition organique de l'ensemble du capital, et la conséquence immédiate de cette tendance c'est que le taux de plus-value se traduit par un taux de profit général en baisse continue, le degré d'exploitation du travail restant sans changement ou même augmentant (...). Donc la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail » (40).

(39) On ne peut dénier à M. Sweezy une certaine suite dans les idées les plus fausses. Voilà en effet plus de vingt ans qu'il s'ingénie à démolir, par des procédés divers, cette loi fondamentale de la théorie marxiste. Il avait commencé dans son ouvrage « *The Theory of Capitalist Development* » (Londres, 1946), par substituer en toute modestie à la démonstration de Marx, jugée défectueuse, une « démonstration » entièrement différente, basée sur la hausse des salaires due à l'accumulation. Aujourd'hui selon lui, cette loi n'est plus fausse, mais « dépassée ». Comme nous l'avons démontré dans nos thèses et travaux de Parti, (voir notamment « *Dialogue avec les morts* », p. 120 ss ; « *A propos de l'Europe unie* », « *Programme Communiste* » N° 20 ; « *Le développement historique de la production capitaliste* », « *Programme communiste* » N° 21), la loi de baisse tendancielle du taux de profit se porte bien. Nous comptons même fermement que d'ici quelques années elle permette au prolétariat révolutionnaire de régler leur compte à tous les « marxistes » de faculté !

(40) « *Le Capital* », livre III, ch. XIII. Ed. soc., tome VI, p. 227 .

b) De même, la loi d'augmentation du taux de plus-value, que nos professeurs « marxistes » appellent « loi d'augmentation du surplus » parce qu'ils n'ont même pas compris la différence entre un **taux de profit** et un **taux de plus-value**, a été établie par Marx comme une loi du capital en général, et les monopoles n'y sont pour rien.

c) Enfin, il n'y a évidemment pas à « substituer » l'une à l'autre deux lois — loi d'augmentation du taux de la plus-value, et loi de baisse tendancielle du taux de profit — qui ne sauraient se contredire puisqu'elles découlent ensemble de l'essence même du capital, et qu'elles s'appliquent à des rapports de grandeurs différents.

Seuls d'incroyables Gribouilles de faculté peuvent, en si peu de lignes, condenser tant d'inepties de tous ordres. Malgré l'épouvantable crise du logement qui s'annonce dans le futur Panthéon de la sottise bourgeoise, gageons donc que nos deux professeurs américains y trouveront la place qu'ils ont incontestablement méritée (41).

Le courage nous manque pour récapituler, comme l'exigerait l'esprit de synthèse, toutes les sottises énumérées — sans compter celles que nous avons laissées pour compte (42). Le lecteur risquant aussi d'être épuisé par cette séance d'alpinisme sur les sommets du crétinisme universitaire, contentons-nous d'emprunter une morale à Lénine. Voici comment celui-ci concluait une polémique contre Tougan-Baranowski, un professeur qui avait lui aussi entrepris d'améliorer à sa manière le marxisme (le phénomène n'est pas nouveau...), et qui connaissait pourtant l'œuvre de Marx infiniment mieux que tous les Baran-Sweezy de notre époque :

« Le lecteur restera peut-être perplexe en se demandant comment le docte professeur libéral a pu oublier ces vérités élémentaires, connues de quiconque a lu le premier exposé venu sur les conceptions des socialistes. La réponse est simple : les caractéristiques *personnelles* des professeurs d'aujourd'hui sont telles qu'on peut rencontrer parmi eux jusqu'à des individus d'une rare stupidité comme Tougan. Mais la position *sociale* des professeurs au sein de la société bourgeoise est telle que seuls sont admis à cet emploi ceux qui prostituent la science aux intérêts du capital, ceux qui acceptent de débiter contre les socialistes les plus invraisemblables sottises, les absurdités et les stupidités les plus impudentes. La bourgeoisie leur passe tout cela, pourvu qu'ils s'attachent à « anéantir » le socialisme » (43).

Un seul mot à ajouter : de tous ces cloportes universitaires qui s'assurent une existence et une carrière en rongéant patiemment la théorie révolutionnaire, ceux qui le font en se camouflant derrière des citations et un vocabulaire « marxistes » sont les plus dangereux et les plus répugnants.

---

(41) Pour éviter de donner à ce pari une coloration xénophobe, signalons au lecteur français qui voudrait se faire une idée du niveau de nos « économistes marxistes » nationaux, que le plus réputé d'entre eux, M. Bettelheim, considère Baran comme un « grand économiste marxiste » et consacre au « Capitalisme monopoliste » une préface, restrictive certes, mais écrite sur le ton de l'élégante critique universitaire que se doivent entre eux les marxistes de faculté.

(42) En particulier, nous n'avons pas abordé la partie descriptive de l'ouvrage.

(43) Lénine, « Œuvres », tome 20, p. 151.

# Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1925)

*Les deux premières parties de cet article ont paru dans nos  
N<sup>os</sup> 45 (juillet-septembre 1969) et 46 (octobre-décembre 1969).*

## DE L'AUTOMNE 1921 A L'ETE 1922

Le grave échec essuyé sur le terrain de la lutte ouverte par les bandes noires juste au moment du congrès constitutif du Parti National Fasciste et qui leur avait été infligé par les ouvriers d'un centre industriel d'importance très secondaire en Italie — Rome — posa au fascisme, dont toutes les tendances étaient désormais réconciliées, un problème : recommencer depuis le début, dans un sens, son escalade des centres vitaux de l'économie, véritables forteresses de la classe ouvrière organisée, en partant, comme toujours, de la périphérie agraire de la basse vallée du Pô et surtout de l'Emilie et en convergeant peu à peu vers le triangle industriel Milan - Gênes - Turin. Cette offensive n'aura pas lieu immédiatement, mais après une préparation militaire assez longue et un sondage prudent du camp adverse. Quand elle se déchaînera enfin, elle se caractérisera par une **concentration extrême, par l'abondance de ses moyens et par la volonté d'aller jusqu'au bout**. Elle atteindra son paroxysme lors de la grève du 1er août 1922. C'est de ce mois — et non d'octobre — que date vraiment la montée du fascisme au pouvoir.

Le calcul était vite fait, et aucun grand cerveau — ni aucun "duce" — n'était nécessaire pour en tirer les conséquences qui s'imposaient. D'une part, le PNF était désormais un parti reconnu et muni de toutes les bénédictions de la légalité démocratique et parlementaire, ainsi que de tous les appuis de l'appareil d'Etat, comme tous les partis de stricte obédience bourgeoise ; d'autre part, il était facile de prévoir qu'une violente offensive patronale s'étant déclenchée à l'automne 1921 pour la **réduction des salaires** et le chômage ayant vertigineusement augmenté (609.819 chômeurs en janvier 1922 contre 512.260 en décembre 1921), l'action démobilisatrice des réformistes qui dirigeaient la CGT devait démoraliser toujours plus profondément une classe ouvrière qui résistait déjà depuis deux ans et qui, quoique décidée à « tenir », devait tôt ou tard céder sous la pression de la réduction des salaires et de la raréfaction de l'emploi.

Sous la pression des ouvriers et par suite de la vigoureuse action des communistes, la C.G.T. avait été contrainte de convoquer un conseil confédéral à Vérone. En prévision de l'événement, le Comité syndical communiste avait renouvelé le 25 octobre sa proposition aux grandes organisations prolétariennes italiennes

*« pour un mouvement unique culminant dans la grève générale nationale pour défendre les revendications fondamentales concernant les conditions de travail et de vie des travailleurs ».*

Ces revendications devaient être élevées au rang de principes auxquels nul ne devait déroger. Quant au mouvement, on aurait dû le prévoir et l'organiser

*« dès les premiers symptômes de l'offensive patronale, au lieu de minimiser celle-ci en détournant les masses de l'emploi direct de la force organisée ».*

Le plan de la C.G.T. était tout autre : elle tendait au contraire, justement alors, à fragmenter les luttes ouvrières en introduisant la maudite politique dite de « l'articulation » (en réalité de la compartimentation) et, pis encore, en acceptant la thèse selon laquelle le niveau des salaires devait être subordonné à un examen et à un contrôle préventif de la situation économique-financière des entreprises : le « contrôle de la production » se retournait contre les ouvriers en servant à justifier la réduction des salaires, alors qu'en septembre 1920 les dirigeants confédéraux avaient accepté de mettre fin à l'occupation des usines en échange de la simple promesse de ce « contrôle » qui, selon eux, devait permettre de réduire les surprofits de guerre ! En outre, éludant le problème d'une action générale et unique de la classe ouvrière pour la défense du salaire, du poste de travail et de l'organisation syndicale, la motion réformiste du Congrès de Vérone demandait au... parlement d'élaborer

*« un projet organique (1) de changements (11) profonds et substantiels dans l'orientation politique de l'administration étatique afin de consacrer aux intérêts vitaux de la collectivité les ressources qui aujourd'hui sont gaspillées dans les dépenses improductives de la guerre, de la marine, des colonies, etc... et enfin, de financer largement les travaux publics de véritable utilité collective que la bourgeoisie n'a même pas entrepris ».*

Le plan était donc triple : action non unitaire du prolétariat, fiction du « contrôle sur les industries », initiative parlementaire en faveur de mesures « sociales » appliquées par un gouvernement aussi « à gauche » que possible.

Dans la motion plus haut citée, le comité central syndical communiste répondit que

*« dans la situation sociale présente, le prolétariat devait au contraire s'opposer par son action de classe et sa force organisée aux exigences des capitalistes, en refusant de descendre sur le terrain insidieux de l'examen de la situation des entreprises bourgeoises qu'il était possible de dissimuler par mille artifices, surtout si les enquêtes étaient confiées à des arbitres délégués par l'Etat capitaliste (le contrôle devait, en effet, être exercé par des commissions paritaires comprenant un arbitre désigné par le gouvernement)... La rétribution du travail se détermine sur le terrain des luttes de classe jusqu'au moment où, l'équilibre étant devenu impossible, la lutte du prolétariat tendra à dépasser les limites mêmes du système politique et économique ».*



Le 2 novembre, dans un article publié par « Il Comunista », le problème fut posé dans des termes clairement exprimés par le titre : « **Comment la lutte se présente aujourd'hui pour les ouvriers : le combat ou la mort** ». On y lisait en particulier :

*« Le problème de l'Etat est mis sur le tapis : les forces de l'évolution productive abandonnent pour un moment le devant de la scène pour attendre la sentence prononcée par l'issue de la guerre civile. Si, face à l'offensive patronale, le syndicat capitule, il frayera le chemin à la solution ténébreuse qu'imposera à un prolétariat vidé et dispersé, la féroce domination d'un monopole capitaliste incontesté. Si face à l'attaque, le syndicat attend la solution de l'intervention du pouvoir bourgeois, en se plaçant à ce dangereux point de vue que la lutte est inutile parce que le maintien du niveau des salaires est incompatible avec la vie des entreprises productives, le résultat ne sera pas différent. L'Etat ne peut intervenir que dans les intérêts du monopole patronal. L'hésitation face aux prétendues nécessités de la machine productive actuelle — qui ne sont que la nécessité de perpétuer l'exploitation et le profit patronaux — et l'inertie des masses garantissent une seule chose : la décomposition et la défaite ».*

Deux jours plus tard, dans l'article « **Le contrôle bourgeois** », on pouvait lire de même :

*« Que le prolétariat se garde de la tromperie criminelle de ceux qui veulent lui faire croire que l'intervention du gouvernement peut conduire à un contrôle quelconque de la crise économique et le persuader de renoncer non seulement à attaquer, mais même à se défendre. Le contrôle d'un organisme formé par des délégués ouvriers, patronaux et gouvernementaux sur l'économie ne représente, même pas de loin, un achèvement vers le contrôle prolétarien de la production : ce serait un contrôle bourgeois. Contrôle bourgeois, mais non dans le sens que la majorité patronale et étatique pourrait trouver de nouvelles méthodes pour discipliner le développement des forces productives, régime bourgeois et indiscipline économique étant historiquement inséparables. Contrôle bourgeois parce qu'au sein d'un tel organisme, la classe ouvrière demande à l'adversaire de contrôler sa propre tactique de classe, multipliant par cette abdication les possibilités qu'a l'Etat d'assumer la défense contre-révolutionnaire du capitalisme ».*

*« A tous ceux qui disent vouloir lui offrir le moyen de jeter un coup d'œil dans le monde mystérieux de l'économie et d'y exercer son influence et qui sont les agents directs ou indirects de la bourgeoisie, le prolétariat doit répondre : le contrôle de la production, nous voulons le conquérir sans vous et contre vous, non au moyen de l'Etat actuel, mais seulement après l'avoir détruit par notre lutte révolutionnaire, base de notre victoire politique et de l'unique possibilité de discipliner les forces productives ».*

Personne ne pouvait retenir sur la pente de la trahison une C.G.T. qui, précisément à ce moment-là, refusait une nouvelle fois d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge sous le prétexte qu'elle était liée au P.S.I. par le célèbre « pacte d'alliance », et qu'en force de ce pacte, le P.S.I. la laissait faire et n'intervenait jamais pour dénoncer son action. Le patronat qui pendant un an était resté sur la défensive, laissant aux bandes de matraqueurs fascistes le soin de l'attaque, passa alors à l'offensive à l'échelle nationale en procédant à des licenciements et à des réductions de salaires. Pourtant, déjà en octobre, la FIOM avait toléré que la grève des métallurgistes lombards s'épuise dans l'isolement ; elle avait « accepté » de discuter des réductions de salaire et, comble d'infamie, elle s'était entendue avec les industriels pour renvoyer à deux mois plus tard (c'est-à-dire au

1er janvier 1922) l'examen parallèle des réductions de salaires et de la « situation des entreprises », en étudiant tous les cas les uns après les autres. Elle prétendit que l'obtention de ce délai et la fragmentation de la discussion avaient créé un précédent favorable... aux ouvriers. Or, au début de novembre, l'industrie ligure, encouragée par la fin des grèves en Lombardie, serre à son tour la vis : l'agitation, complètement isolée, dure jusqu'au 17, malgré les appels pressants du P.C. d'Italie en faveur de la grève générale nationale.

*« Afin de favoriser la pacification des esprits (1) et confiants dans la possibilité d'une période d'entente stable (! ! !) entre les industriels et leur personnel »,*

le patronat et la C.G.T. y mettent fin de façon encore pire qu'en Lombardie : les usines sont rouvertes et l'ouverture des négociations est fixée au 27, mais la date à laquelle doit prendre fin le « statu quo » des salaires ne l'est pas. Le « précédent » est immédiatement exploité par les industriels de la Vénétie julienne, ce qui pousse les métallurgistes de cette province, à une grève monstre qui dure du 18 au 28 novembre, mais qu'ils font, eux aussi, dans l'isolement ; elle est ponctuée de violences, d'assassinats et d'arrestations, tandis que les cheminots de la région de Naples subissent les sanctions disciplinaires du gouvernement Bonomi en raison de leur grève de solidarité avec ceux de Rome, et c'est en vain que les communistes appellent toute la catégorie à la grève générale dans une série de motions et de manifestes. Le 29, les typographes de Trieste débrayent à leur tour pour protester contre l'assassinat de deux des leurs : le syndicat déclare la grève générale, mais pour une journée seulement. Le 8 décembre, tout le prolétariat de Turin abandonne le travail pour protester contre les condamnations féroces prononcées par les tribunaux contre les meurtriers supposés d'un garde royal ; les sociaux-démocrates donnent alors une démonstration publique de leur « sens civique » en s'abstenant de se joindre à cette grève. Les faits eux-mêmes indiquaient aux prolétaires la voie d'une action unique et exigeaient d'élargir la base des conflits en les fondant avec ceux d'autres catégories et en unissant les revendications politiques et économiques, comme par exemple celles qui concernaient le régime disciplinaire auquel les cheminots étaient soumis. Mais le réformisme avait d'autres leçons à apprendre de l'histoire : au cours de ces mois, il multiplie en effet les contacts avec le gouvernement, et promet l'aboutissement du « contrôle sur l'industrie ». Toute référence au principe de l'indépendance de la lutte prolétarienne gêne donc ses perspectives de « progrès pacifique » vers une collaboration ouverte ; la main pesante des magistrats peut donc bien s'abattre sur les trouble-fête extrémistes sans qu'il s'émeuve, puisqu'il juge l'extrémisme périmé !

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que le fascisme ait jugé qu'il fallait « gagner du temps » en se tenant coi et en laissant le réformisme confédéral et parlementaire lui préparer le terrain avant de frapper le coup décisif. Tant que les industriels fatiguaient la résistance ouvrière à coups de licenciements et de réductions de salaires, les expéditions punitives des bandes fascistes pouvaient attendre. Les rares manifestations de jeunes

en chemise noire dans les rues de Rome, en janvier, aux cris de « A bas le Parlement ! Vive la dictature ! » donnèrent une fois de plus au P.S.I. le prétexte de se précipiter pour défendre non pas, hélas, les Bourses du Travail et les organisations prolétariennes, mais les institutions de la Patrie !

C'est dans cette situation que l'œuvre néfaste et authentiquement défaitiste du P.S.I. à l'égard des luttes ouvrières apparaît le plus cynique, confirmant une fois de plus le fait que le fascisme vainc uniquement là où la classe ouvrière a déjà été neutralisée par la trahison réformiste et démocratique. Le 6 décembre, après un an d'inertie, de capitulation, d'acceptation passive des diktats de la C.G.T. et de la droite, de refus de la main tendue trop généreusement par l'Internationale communiste, la direction « intransigeante » du P.S.I. se réveille brusquement et... lance un manifeste « contre la réaction ». Celle-ci, affirme-t-elle, a pris le parti « par surprise » ;

*« s'il était prévisible et prévu que la bourgeoisie l'attaquerait parce qu'elle était effrayée par notre force [en réalité, elle attaquait le prolétariat parce qu'elle était sûre de la faiblesse de ses dirigeants majoritaires], il n'était pas prévisible (! !) que, renonçant à la réaction gouvernementale, elle recourrait à la violence sauvage et extra-légale, annulant ses propres lois (! ! !) et démontrant prématurément [alors que les maximalistes avaient proclamé par ailleurs que la révolution était imminente !] combien étaient illusoire l'espérance des esprits les plus humanitaires quand ils croyaient que, dans un pays de civilisation millénaire, [comme si la civilisation millénaire était une garantie contre la... violence !] le régime capitaliste pouvait s'éteindre au cours d'une transformation pacifique ».*

S'excusant de ne pas avoir fait davantage (« Le Parti a donné le mot d'ordre : résister comme et où on peut » — c'est-à-dire jamais —) et proclamant ne pas pouvoir « laisser sans écho le cri de douleur des travailleurs opprimés », la direction du P.S.I. déclarait :

*« Toutes nos forces doivent s'associer sans retard, sans réserve, dans la certitude d'œuvrer pour les mêmes fins. Le système inauguré par la bourgeoisie ne marque pas l'ouverture d'une ère nouvelle, mais trahit sa confusion (1) à la veille d'une catastrophe inévitable. A vous, camarades, nous demandons votre confiance, la confiance la plus fraternelle dans notre œuvre de coordination des actions et des volontés. Nous vous disons : foi et solidarité dans les rangs ! Et aussi discipline, car c'est notre force la plus merveilleuse, contre laquelle se briseront les plus monstrueuses tentatives d'écrasement »*

Sur les directives à suivre, sur l'œuvre démoralisatrice de la CGT dans les dernières grèves, pas un mot ! Une opposition purement réthorique au cynisme des actes de la réaction. Quoi qu'il en soit, qu'est-ce qui avait donc révélé à la conscience endormie du P.S.I. qu'on était... à la veille d'une catastrophe ? Le fait qu'au sein de l'équipe gouvernementale, le krach de la Banque d'Escompte et une série d'autres questions de politique économique et financière avaient créé une certaine tension ; une crise ministérielle s'annonçait : comme on sait, la direction du P.S.I. était « intransigeante » dans son refus d'entrer au gouvernement, mais, tenant compte de l'existence d'une « fêlure dans l'expression politique de la classe bourgeoise », elle projeta d'exploiter

*« cet état de fait dans le cadre parlementaire pour accentuer ces dissensions »*

*fondamentales au sein du camp adverse afin de paralyser l'action délictueuse ».*

Le mystère est éclairci : nous sommes à la veille d'une catastrophe parlementaire ; nous, socialistes, nous « accentuerons les dissensions » afin que l'action extra-parlementaire « délictueuse » cesse !!!

Plus sensible, comme toujours, à l'humeur du Parlement, la droite réformiste flaire des possibilités nouvelles : d'ailleurs, elle sait que ce n'est pas la direction du Parti, mais la C.G.T. qui fait la loi à celui-ci. Réuni le 11 janvier, vingt jours avant l'éclatement de la crise gouvernementale, le comité directeur de la C.G.T.

*« donne mandat à ses représentants auprès de la direction du Parti Socialiste et du Conseil national [c'est elle qui commande !] de soutenir que le Groupe parlementaire socialiste doit avoir toute latitude d'appuyer le gouvernement qui donnerait des garanties de restauration des libertés élémentaires et d'application d'un programme contenant les revendications prolétariennes du caractère le plus immédiat ».*

Préoccupé non tellement du contenu que du ton de cette résolution, le Conseil National du P.S.I. se réunit d'urgence du 17 au 20 janvier. Il repoussa un ordre du jour qui, après avoir reconnu

*« que toute tentative de faire rentrer les compétitions de classe dans les limites de la civilisation [c'était, notons-le, une motion d' "extrême-gauche" !] était vaine »,*

demandait

*« la résistance la plus ferme et la plus énergique, usant de tous les moyens, contre la criminalité fasciste toujours à l'œuvre ».*

Il invita par contre la direction à

*« préparer et coordonner une action énergique dans le pays pour faire face à la violence bourgeoise, sans exclure aucun moyen collectif, en adhérant à un front défensif de toutes les forces prolétariennes agissant sur le terrain de la lutte de classe ».*

et à discipliner la conduite du groupe parlementaire de façon qu'elle se

*« traduise dans une attitude concrète, résolue, indépendante de toutes tractations et de tout accord avec un autre Groupe, quel qu'il soit, afin de rendre la vie précaire à tout gouvernement qui tolérerait les actes de violence et d'oppression contre le mouvement prolétarien ».*

Il décida enfin de maintenir les rapports les plus étroits et les plus intimes avec la C.G.T.

*« de façon à faire prévaloir les raisons politiques sur les raisons économiques et contingentes ».*

En dernier lieu, il se proposait d'

*« établir en accord avec tous les partis socialistes et communistes d'Europe et d'Amérique un plan de lutte internationale contre la réaction bourgeoise »*

chargeant dans l'immédiat une commission d'

*« informer directement les divers partis européens sur la situation italienne en demandant que celle-ci soit dénoncée et illustrée à la tribune des différents Parlements nationaux ».*

A part ce trait final grotesque, la décision est importante en raison des développements qu'elle aura par la suite : on prévoit une action « sans exclusion d'aucun moyen » pour défendre le prolétariat contre la violence ennemie, mais on a aussi soin de préciser qu'il s'agit seulement de **défense** et non d'**attaque** ; cette défense devait user de moyens collectifs, non partir d'**initiatives propres** [je ne bouge que si tu bouges !] ; on accepte un

« front unique » éventuel après l'avoir repoussé quand il avait le plus de chances de succès ; tout appui est refusé aux gouvernements qui toléreraient les actes de violence, ce qui revient implicitement à l'accorder à des gouvernements ayant une politique différente ; on donne l'accolade à la C.G.T. en lui demandant de se soumettre aux « raisons » supérieures de la politique, comme si la C.G.T. n'avait pas elle-même sa politique bien précise ; enfin on réclame à grands cris une « action internationale » contre le fascisme mais on l'enferme dans l'arène des « différents Parlements nationaux » !

La crise ministérielle ouverte le 2 janvier 1922 par la démission de Bonomi vint à point pour mettre à l'épreuve ces desseins « belliqueux » du Parti Socialiste.

Le jour même de cette démission, le groupe parlementaire vota à la majorité une motion disant :

*« En relation avec les aspirations du prolétariat exprimées dans l'ordre du jour de la Confédération [malgré les décisions du Conseil National, le Groupe parlementaire se laisse donc donner le "la" par la C.G.T.] et interprétant l'esprit des décisions du Parti, le Groupe parlementaire charge le directeur, en étroite union avec la Direction du Parti, de suivre le développement de la crise et d'influer sur elle dans un sens favorable aux intérêts prolétariens ».*

Le lendemain, le Groupe et la Direction se réunissent et appellent de leurs vœux

*«...« un gouvernement de liberté et d'impartialité (sic !) administrative à l'intérieur ; de paix, de désarmement et collaboration européenne à l'extérieur ».*

Ils se mettent en effet en branle pour obtenir la constitution d'un nouveau gouvernement... Bonomi dans l'intention, comme il le dira lui-même en se présentant à nouveau devant la Chambre le 16 janvier,

*« de restituer au Pays les conditions indispensables d'une coexistence pacifique des classes, de mettre les classes travailleuses en mesure de participer plus largement et d'assumer de plus hautes responsabilités dans la marche des entreprises et de collaborer par l'intermédiaire de leurs propres représentants à l'élaboration d'une législation du travail ».*

La tentative échoua parce que si la droite et la gauche étaient d'accord sur ce programme, la droite ne voulait pas de... Bonomi pour une série de raisons qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici.

Il résulte de ces faits que toute la belliqueuse « intransigeance » de la direction maximaliste du P.S.I. se réduisait à œuvrer pour la

*« désignation d'un gouvernement de gauche ayant pour mission de respecter les libertés, de pratiquer une politique de paix à l'extérieur, de garantir les droits du travail et le développement des organisations ouvrières... afin de faire face, s'il était besoin (! ! !), aux tentatives de continuer et d'intensifier l'offensive anti-prolétarienne, but manifeste des courants les plus réactionnaires du pays ».*

L'« intransigeant » Serrati en personne écrivait peu après dans sa revue **"Comunismo"** :

*« Quelle que soit l'issue que doive trouver la situation embrouillée d'aujourd'hui, le Groupe parlementaire ne pourra pas atténuer son opposition, à moins que monte au pouvoir un homme nouveau, donnant de sérieuses garanties de restauration des libertés et décidé à protéger la vie et les droits*

*élémentaires des citoyens ainsi qu'à pratiquer une politique étrangère contraire à tous les impérialismes ».*

Serrati s'en remettait donc non seulement au Parlement, mais à un éventuel « homme nouveau », pour la solution de tous les problèmes, qui, pour lui, se réduisaient à la « liberté », au « droit » et même à la « vie » de la personne humaine, alors que la seconde vague de l'offensive fasciste se préparait !

Cet épisode se termina à la fin du mois par la formation d'un gouvernement dirigé par le giolittien Façta. Si nous nous y sommes attardés, c'est qu'il démontre bien l'inconsistance du maximalisme et de sa prétendue « intransigeance » et parce qu'il éclaire d'un jour particulier un autre épisode autrement plus important que la crise gouvernementale : la constitution de l'Alliance du Travail.

En ce qui concerne le premier point, le Parti Communiste d'Italie avait depuis longtemps dénoncé le philistienisme d'une prétendue « intransigeance » qui se bornait à un refus de participer au gouvernement et même, sauf garanties spéciales, d'appuyer un gouvernement bourgeois, tout en se voulant le bouclier du Parlement et des « garanties démocratiques », ce qui la conduisait à dévier sur ce terrain les luttes ouvrières tout en feignant de « garder les mains propres » sur le plan parlementaire. Une fois de plus, le maximalisme révélait sa fonction d'écran protecteur du réformisme classique. Pour illustrer la position du Parti communiste d'Italie sur cette prétendue « intransigeance » de la direction du P.S.I. (dialectiquement dirigée contre la propension de l'Internationale à récupérer éventuellement les Madeleines repenties du maximalisme), nous ne citerons ici qu'un seul article paru le 14 octobre 1921 dans « **Il comunista** » :

*« Pour l'action prolétarienne, il ne suffit pas de dire : nous n'allons pas avec les partis de la bourgeoisie. Il faut dire : nous ne comptons pas sur le mécanisme des institutions politiques bourgeoises, sur la démocratie parlementaire. On doit condamner non seulement ceux qui veulent valoriser le gouvernement bourgeois, mais ceux qui veulent valoriser le parlement bourgeois. Si on sous-entend [comme le faisait la thèse « intransigeante »] qu'il est possible de conduire le prolétariat au pouvoir au moyen du mécanisme parlementaire grâce à une action indépendante des partis bourgeois, et si on hésite à dire que la seule voie du pouvoir est celle de la violence révolutionnaire, que la seule voie pour le défendre est la dictature qui dispersera les parlements, cela signifie qu'on n'a pas encore franchi le Rubicon, qu'on est social-démocrate en plein et qu'en réalité on propose une méthode de « collaboration » avec la bourgeoisie qui se différencie de la méthode ministérielle uniquement par le fait qu'elle est plus dangereuse pour le prolétariat en raison de ses apparences « classistes ». Cette « intransigeance » qui s'indigne d'une éventuelle accession au pouvoir, mais qui ne flétrit ni la pacification avec le fascisme, ni l'exaltation de l'électoratisme et de l'action parlementaire comme moyen suprême de lutte ouvrière, ni l'adhésion à la tactique corporative et aux méthodes d'Amsterdam dans le camp syndical, est encore pire que la collaboration ouverte ».*

Aujourd'hui, nous pouvons bien dire que le P.S.I. méritait qu'on le laisse aller au pouvoir, seul ou avec des partis bourgeois, au lieu de s'efforcer de le retenir sur la pente qu'il devait logiquement descendre, parce que c'était là contribuer à maintenir l'équivoque créée par une intransi-

geance verbale qui dissimulait l'opportunisme le plus lâche et le plus criminel au moment précis où les durs faits de la lutte sociale ouvraient les yeux aux prolétaires sur la réalité de la politique social-démocrate et sur la duperie de la légalité démocratique, les poussant à revendiquer des formes d'action unitaire contre l'effritement des énergies prolétariennes provoqué par l'infâme tactique du « cas par cas ».

C'est ici que se pose la question de l'Alliance du Travail qui eut de grands échos même au sein de l'Internationale communiste. Toujours le 2 février (la coïncidence des dates est à remarquer), la direction du P.S.I. annonçait qu'elle avait reçu une commission formée de représentants du Syndicat des Cheminots et des Travailleurs de la Mer qui lui avaient exposé

*« la situation de leurs organisations respectives dans ses rapports avec le gouvernement en train de pratiquer une politique d'oppression à leur égard ».*

La direction s'était « vivement intéressée à cette grave question » et avait conclu avec la commission en question des accords pour que

*« l'action défensive des organisations se développe en complet accord avec les organes du parti et de la C.G.T. »*

*« Depuis cette réunion, l'unité de toutes les forces prolétariennes a pris une forme concrète : la direction précisera les conditions auxquelles le front unique devra obéir ». Il fut décidé que « les contacts avec les représentants des Travailleurs de la Mer et des Cheminots deviendraient plus fréquents spécialement en cette période de crise gouvernementale ».*

La dernière phrase est caractéristique de l'attitude des socialistes (et à plus forte raison des républicains qui avaient eux aussi été consultés par l'organisation des cheminots) : la proposition tombe en effet à pic pour influencer sur les développements de la crise gouvernementale d'une part et pour rendre à la C.G.T. et au parti socialiste leur virginité de l'autre. Ayant perdu le 17 février l'espoir de voir se former « un gouvernement de gauche », le parti se rabat les 18-19 sur la constitution d'un organe d'action syndicale unitaire. Mais même les intentions de tel ou tel parti mises à part, l'initiative est révélatrice : six mois plus tôt, le P.C. d'Italie avait lancé une proposition de front unique syndical qui avait été énergiquement repoussée : or sous la pression d'un prolétariat qui suivait instinctivement la voie indiquée par le Parti révolutionnaire, c'est justement cette proposition qui est reprise en principe, et le premier à l'accepter est justement le Syndicat des Cheminots qui, quelques mois plus tôt, refusait d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge, et qui, en novembre, repoussait l'appel communiste à une grève générale de solidarité avec les cheminots frappés par des mesures de répression de style ouvertement... fasciste. De leur côté, les anarchistes et les syndicalistes s'adaptent à la « réalité nouvelle », mais, significativement, lors des discussions en vue de la réunion des 18-19 février pour la constitution d'une Alliance du Travail, ils n'appuient pas les communistes qui réclament la participation des courants minoritaires (et pas seulement des « sommets » et de « l'appareil » syndical) dont le congrès de la C.G.T. à Vérone en novembre avait clairement montré l'influence sur les masses. Eux, les « anti-politiques », les « anti-parti », ils négocient avec certains partis bien définis avant de le faire avec des syndicats et finissent, comme nous verrons, par accepter une motion très équivoque.



L'attitude du P.C. d'Italie est bien différente : cohérent avec ses prises de positions et ses directives publiques, il ne participe à aucun conciliabule entre partis, mais il appuie l'initiative de l'extérieur afin que sa polémique n'empêche pas ce premier germe d'action commune de naître. En cas de formation du nouvel organisme, le Parti s'assigne pour tâche de lui donner par l'intermédiaire de ses groupes syndicaux une direction claire et vraiment unitaire. Dès le début, du reste, il réclame que les courants **syndicaux** minoritaires soient représentés non seulement à la réunion, mais dans les organes constituants, ce que bien entendu les promoteurs de l'initiative — C.G.T. en tête — refusent. Il n'y a dans tout cela aucune trace de ce « purisme » que l'Internationale communiste reprochera plus tard à la gauche : l'action du Parti s'inspire au contraire d'un sain « réalisme » de classe étranger à toute préoccupation de « chapelle ». Bien décidé à gagner le « front syndical » à ses positions au cas où il se constituerait, le Parti n'a jamais prétendu soumettre cette constitution même à ses propres conditions politiques. Voici d'ailleurs comment un article du « **Comunista** » du 10-2 présente politiquement les faits quelques jours avant la constitution officielle de l'Alliance du Travail :

*« On a annoncé [à propos de l'Alliance du Travail], que le P.C. d'Italie n'avait pas cru bon de participer à sa constitution tout en affirmant dans sa lettre de réponse qu'il était prêt à consacrer toutes ses forces à une action unitaire du prolétariat italien. Il faut donc que nous expliquions l'attitude du Parti et la signification des pourparlers en cours.*

*Le Syndicat des cheminots a été poussé par sa propre situation dans les luttes actuelles à prendre l'initiative d'une action unique du prolétariat et d'une réunion en congrès de toutes les organisations syndicales « qui sont sur le terrain de la lutte de classe » en vue de former un seul comité. Ce Congrès a été convoqué à Gênes pour le 15 février (NDR. Il devait en réalité se tenir à Rome du 18 au 20). Pour en faciliter la préparation, les dirigeants du Syndicat des cheminots ont trouvé opportun de proposer la réunion de partis politiques d'« avant-garde » à Rome en vue d'une entente préliminaire qui aurait permis à ces partis de faire pression ensemble sur les syndicats dans lesquels ils sont représentés.*

*Le Syndicat des cheminots a proposé également un ensemble de revendications concrètes intéressant tout le prolétariat, que, selon toute apparence et si l'on s'en tient au communiqué final, la conférence des partis n'a pas adopté.*

*Le PC d'Italie n'a pas jugé opportun de participer à cette conférence des partis politiques et ne pense pas que la voie choisie par le Syndicat des cheminots pour la préparation d'un front unique syndical soit la plus sûre.*

*Il est inutile de rappeler que notre Parti a proposé dès le mois dernier une entente des grandes organisations syndicales et qu'il a énergiquement défendu sa position contre la méfiance et les insinuations dont elle a été l'objet. C'est donc avec une grande satisfaction que nous voyons convoquer les syndicats à un congrès à Gênes. Le Parti communiste n'a pas besoin d'intervenir à des réunions politiques préparatoires pour engager ses adhérents militant dans les syndicats à tout faire pour le succès de ce congrès. Il faut pourtant mettre en lumière plusieurs choses pour bien élucider ce que doit être la plate-forme du front unique prolétarien s'il veut devenir une réalité et une force.*

*La nécessité du front unique s'impose au prolétariat en butte à l'offensive patronale dans la mesure où il est amené à constater que pour se défendre, l'action isolée, les mouvements locaux ou catégoriels ne suffisent pas.*

Que ce soit là la plate-forme de départ de toute action défensive efficace du prolétariat, l'origine de l'initiative du Syndicat des cheminots suffit déjà à le prouver : cette organisation a en effet bien été obligée de constater qu'en dépit de sa puissance, elle ne pouvait pas se défendre contre la réaction sans associer à son action celle de tout le prolétariat d'autres catégories et professions. On doit donc établir que toute déclaration commune d'alliance entre les différentes organisations ouvrières doit reconnaître comme une nécessité la fusion de tous les conflits partiels suscités par l'offensive bourgeoise en une action unique.

Si les dirigeants des diverses organisations devaient se rapprocher sans se mettre d'accord sur ce point, on aurait une caricature de front unique et non l'unité prolétarienne. Ce qu'il faut, ce n'est pas que la C.G.T., l'Union syndicale et les cheminots agissent d'accord sur un vague programme destiné à rester sur le papier : c'est qu'il soient d'accord pour déplacer l'action prolétarienne du plan local et catégoriel sur le plan d'une action générale, nationale et internationale.

Le contenu précis des revendications à présenter doit être également fixé. Dans la proposition des cheminots, on retrouve - chose caractéristique - des revendications déjà avancées par le Comité Syndical communiste et que les communistes soutiennent de toutes leurs forces, et en premier lieu celle de la défense du salaire et de toutes les conquêtes prolétariennes. Une entente ne sera utile que sur cette base. Il est inutile de rappeler que les socialistes et les syndicalistes de la C.G.T. ont néanmoins repoussé cette plate-forme.

La proposition des cheminots précise aussi que la réponse à la réaction doit user de tous les moyens. C'est peut-être trop demander que de prétendre que cette formule soit adoptée préalablement à toute entente, mais il faut pourtant relever que les socialistes et les confédéraux font une campagne continuelle contre elle.

Si l'emploi de la violence est un postulat dont il ne convient pas de faire une condition préjudicielle pour ne pas fournir un alibi trop commode aux opportunistes, on doit néanmoins établir clairement comme base de l'entente de Gênes que, chaque parti restant libre d'employer ses moyens d'action spécifiques (le parlementarisme pour les sociaux-démocrates ; l'action illégale pour les communistes), les organisations syndicales sont d'accord pour l'emploi des forces syndicales sur le terrain de l'action de classe. Les syndicats doivent déclarer que l'acceptation des exigences bourgeoises signifierait la mort, et que l'unique réponse possible est l'emploi des forces de l'organisation prolétarienne sur son terrain spécifique : la grève générale. Gênes ne doit pas déclencher une grève générale, mais, comme le proposait la motion communiste à Vérone, charger le Comité prolétarien de préparer la classe ouvrière à employer en temps opportun ce moyen d'action capital.

Le front unique devient une chose sans valeur sans cette plate-forme précise proposée par les communistes : unification de tous les conflits partiels, défense intégrale de la teneur de vie du prolétariat, emploi de l'action syndicale directe jusqu'à la grève générale.

Il n'a rien été dit de tout cela dans la réunion des partis dont parle le communiqué. A quoi se sont donc engagés les socialistes, les républicains et les anarchistes ? A observer dans les syndicats une alliance formelle et froide que chacun interprète à sa façon ? On pouvait arriver à un meilleur résultat... si chaque parti avait lancé des mots d'ordre clairs à ses membres militant dans les syndicats ; pour cela aucune réunion politique commune visant à un compromis entre différents programmes inconciliables n'était nécessaire et les résultats ne pouvaient qu'en être stériles.

Le Parti communiste n'a jamais rien demandé aux autres mouvements et organisations qui disent être pour le front unique ; il n'a jamais mis aucune condition préjudicielle à sa propre représentation dans le Comité

directeur, mais il a depuis longtemps invité ses adhérents à défendre les positions fondamentales qui sont la seule base possible du front unique. Les autres partis politiques... n'ont qu'à se comporter de même.

On ne peut pas dire qu'en agissant ainsi, le Parti communiste veuille imposer son programme et éliminer celui des autres partis. Bien entendu, il ne renonce pas à ce résultat... ; mais en ce qui concerne la constitution du front unique prolétarien, le Parti communiste n'exige ni que celui-ci s'engage à abattre par la violence le régime bourgeois, ni qu'il se propose d'instaurer la dictature prolétarienne ; il fait seulement des propositions en dehors desquelles le front unique ne serait qu'une farce, mais qu'on peut accepter tout en adhérant au programme socialiste ou libertaire.

Il ne faut donc pas confondre le front unique avec une alliance de pure forme entre divers partis à l'échelle locale ou nationale, chacun d'eux tendant en quelque sorte au but commun par ses propres moyens, si bien que l'organe constitué en commun se servirait des socialistes (voire des ministres socialistes) sur le terrain parlementaire, et des anarchistes pour lancer des bombes ! Ce ne serait pas là de l'unité, mais un vain jeu démagogique. Mais sur le terrain pratiquement et concrètement défini par le Parti communiste, il peut y avoir une véritable unité d'action prolétarienne... dans la mesure où il existe des moyens et des fins à opposer à l'offensive bourgeoise qui peuvent être acceptés par tous les travailleurs organisés, indépendamment de leur appartenance politique.

Si la réunion de Gênes réalise une entente de cette sorte, on pourra compter sur les forces du Parti communiste et sur tous ses organes de propagande et de lutte. Pour conclure, nous poseront non pas deux conditions, mais deux questions sur l'organisation de la réunion de Gênes. La vieille formule « sur le terrain de la lutte de classe » ne signifie plus rien. Du point de vue politique, il est très douteux que les chefs de la C.G.T. se placent sur un tel terrain ; mais du point de vue syndical, nous devons reconnaître comme organisation de classe toute union de travailleurs ayant des buts économiques indépendamment de la couleur politique de ses dirigeants. Nous proposons donc que toutes les organisations syndicales qui entendraient participer sans réserves au front unique soient invitées à la réunion de Gênes.

Nous demandons en outre s'il convient que les grands syndicats ne soient représentés à une assemblée de cette importance que par des conseils exécutifs ou directifs majoritaires, et s'il ne vaudrait pas mieux que toutes les fractions politiques existant au sein de chacun d'eux soient représentées à la proportionnelle. Cela permettrait d'avoir une représentation de toutes les tendances du mouvement prolétarien, sans passer par une convocation des partis politiques qui ne peut que nuire.

Si les minorités communistes peuvent parler au congrès, ce ne sera pas pour affirmer que l'union du prolétariat n'est possible que sur la base de leur programme. Ce sera pour soulever les trois points ci-dessus et pour demander que le contenu et la méthode d'action du front unique soient clairement définis. Notre Parti ne saurait avoir d'attitude plus simple et plus franche. Il est prêt à tout faire pour que l'unité se réalise et pour que le prolétariat d'Italie, si souvent freiné par des chefs incapables, ne la paye pas par de nouvelles et cruelles désillusions. »

Le jugement du Parti sur le caractère politiquement équivoque de l'Alliance se trouva confirmé par le communiqué que les organisations qui avaient participé au Congrès de Gênes les 18 et 19 février publièrent le 20 février, et qui révèle clairement l'hétérogénéité des forces hâtivement réunies, puisqu'à côté de la revendication de la grève générale, on y trouve la formule typiquement social-démocrate de la « restauration des libertés

publiques et du droit commun (!!!) ». D'un ton général strictement défensif, le communiqué trahit un souci bureaucratique de limiter la représentation prolétarienne par des tractations au sommet, mais il présente aussi une nouveauté substantielle, puisqu'il reconnaît la nécessité et l'urgence d'une action **commune, coordonnée et concertée à tous les niveaux** sous la direction d'un organe central doté de pouvoirs contraignants sur toutes les organisations-membres.

#### CONSTITUTION DE L'ALLIANCE DU TRAVAIL (communiqué du 20-2-1922)

« Les représentants des organisations ouvrières qui agissent sur le terrain de la lutte de classe (Confédération Générale du Travail, Union Syndicale Italienne, Union Italienne du Travail, Syndicat des Cheminots et Fédération Nationale des Travailleurs de Ports), considérant que l'union des forces du travail dans la lutte contre le capitalisme est une condition essentielle pour l'émancipation du prolétariat ;

considérant que cette union s'impose particulièrement dans les moments où, comme aujourd'hui, la violence organisée des forces réactionnaires s'abat aveuglément sur les organisations de travailleurs dans le but de les détruire, privant ainsi le prolétariat de son instrument de défense et de conquête ;

— décide d'opposer aux forces coalisées de la réaction l'alliance des forces prolétariennes, visant la restauration des libertés publiques et du droit commun en même temps que la défense des conquêtes de caractère général des classes ouvrières tant sur le terrain moral qu'économique.

« Pour atteindre ces buts, les participants jugent opportun de procéder à la constitution d'un Comité national composé des représentants de toutes les organisations avec mandat précis d'assurer la coordination et la discipline des actions défensives de la classe travailleuse.

Le Comité national commencera son activité en élaborant un programme pratique d'action (sans exclusion d'aucun moyen de lutte syndicale, y compris la grève générale) susceptible de ranimer les énergies prolétariennes et de les convaincre de la possibilité d'une restauration du libre exercice de leurs fonctions syndicales et politiques grâce à une action unie de toutes leurs forces.

Le Comité national sera composé de deux représentants de chaque organisation-membre — exception faite pour la C.G.T. qui en désignera cinq en raison de son importance numérique et de la nécessité de faire place dans le Comité aux représentations des catégories les plus importantes organisées en son sein. Ces représentants seront désignés par leurs organisations respectives. Lorsqu'elles auront été prises à l'unanimité des délégués, les décisions seront obligatoires pour toute les organisations-membres. Les organisations communiqueront les noms de leurs propres représentants au syndicat des Cheminots... qui fixera la première réunion du Comité national. »

Voici maintenant le communiqué du Parti communiste d'Italie lors de la constitution de l'organisme syndical unitaire :

#### POUR L'ALLIANCE DU TRAVAIL

« Le Parti communiste doit faire immédiatement quelques déclarations sur la constitution récente à Rome de l'« Alliance du Travail » entre les organisations syndicales italiennes.

« Le Parti Communiste est heureux que cette rencontre ait eu lieu, mais il maintient toutes ses observations sur les modalités et le contenu de

celle-ci. Les organes dirigeants du Parti donneront ultérieurement d'autres précisions aux militants communistes et aux ouvriers qui suivent les directives du parti afin qu'au cours de leur activité syndicale, ils défendent les critères susceptibles de donner à l'union des forces prolétariennes un contenu effectif d'action décisive pour la contre-attaque prolétarienne contre l'offensive bourgeoise et d'éviter la dégénérescence de cette action dans un sens opportuniste et collaborationniste.

« Pour le moment, nous devons constater une chose : bien que les minorités syndicales communistes de la C.G.T. et du Syndicat des Cheminots aient formellement demandé à leurs centrales syndicales respectives de pouvoir être représentées au Congrès afin d'y apporter la voix des forts courants syndicaux prolétariens qui les suivent, ce droit ne leur a pas été accordé et c'est seulement pour cette raison que la voix des communistes n'a pu se faire entendre à la réunion. Ce fait permettra aux travailleurs de juger où sont les véritables artisans de l'unité prolétarienne.

« Le Conseil national de l'Alliance du Travail devant être maintenant constitué avec les représentations des différentes organisations-membres, le Comité syndical communiste et le Comité communiste des Cheminots renouvellent leur demande que la représentation de chaque organisme soit désignée à la proportionnelle afin qu'y soient compris les éléments des diverses fractions existant dans les syndicats. Même au cas où cette demande serait repoussée, le Parti communiste garantit « la discipline syndicale inconditionnelle » de toutes les forces qui le suivent aux décisions du Comité National de l'Alliance du Travail, et il continuera à défendre les directives en faveur d'un front unique effectif d'action, en maintenant ses critiques contre toutes les tentatives qui s'en éloigneraient... En réponse à une déclaration de l'Union syndicale qui accuse le Parti communiste d'avoir une ligne de conduite contradictoire, le C.E. déclare que, comme toute personne de bonne foi peut le constater, le Parti communiste n'a jamais exigé pour agir en faveur du front unique que celui-ci soit soumis à sa direction ; le P.C. n'exige du front unique ni qu'il soit soumis à son influence directe, ni qu'il accepte les principes programmatiques et tactiques propres aux communistes. Il demande seulement que le front unique soit effectif et fondé sur l'action massive de tout le prolétariat, que la défense de la teneur de vie des ouvriers compte parmi ses objectifs et que ses moyens d'action soient les moyens d'action syndicaux, y compris la grève générale.

Jusqu'à quel point sa campagne précise a influé sur la teneur des accords de Rome..., le P.C. se réserve de le montrer objectivement aux masses par une critique indépendante, mais cela ne change rien au fait qu'il considère l'accord lui-même comme un pas en avant. Le Comité qui en sortira peut compter sur l'adhésion des forces communistes qui, outre cette tâche, veilleront à ce que l'effort du prolétariat ne soit pas utilisé à des fins trompeuses, et que l'action de classe ne dégénère pas en collaboration avec la bourgeoisie et ne serve pas comme un élément de la concurrence parlementaire que se font les divers groupes en lutte pour former le gouvernement. »

Indépendamment des intentions de la droite socialiste et des avantages qu'elle attendait de la nouvelle situation, l'Alliance du Travail s'était constituée parce que le prolétariat était à un croisement de sa lutte pour l'existence et que pour lui l'alternative était claire : ou céder les armes sans combattre, ou combattre à visage découvert. C'est sur cette constatation que se fondait la tactique d'adhésion « inconditionnelle » du Parti communiste à l'Alliance du Travail, et il s'agissait pour lui de déployer une activité intense parmi les masses, dans les syndicats, sur les lieux de travail pour que le prolétariat adopte le programme communiste face à

l'offensive capitaliste et qu'il exige de l'Alliance une action frontale contre l'ennemi. Dans la conception du Parti, « tous les syndicats locaux et de catégorie devaient s'engager solennellement et effectivement à se soutenir et se défendre mutuellement contre l'offensive patronale » ; le but de la lutte devait être « la défense des revendications répondant au droit du prolétariat et de ses organisations à l'existence, et en premier lieu la défense des chômeurs et le maintien de tous les accords de travail et du niveau des salaires » ; quant à sa méthode d'action, elle résidait pour le Parti dans la « fusion en une seule action de tous les conflits partiels provoqués par l'offensive bourgeoise ».

Mis en condition d'infériorité formelle par les organes dirigeants de l'Alliance, le réseau syndical du Parti porta tous ses efforts sur les comités locaux de celle-ci qui étaient plus proches des masses... et donc plus susceptibles de faire pression sur les instances supérieures et surtout de fournir des noyaux décidés à la lutte physique et armée contre les fascistes. Résultant du rapport des forces et non d'un choix du Parti, cette position ne répondait à aucune idéalisation de la... démocratie locale et, au cours de l'action centralement coordonnée et dirigée par le Parti, elle devait permettre d'orienter les masses à l'occasion soit des conférences périodiques de l'Alliance soit, surtout, des manifestations et des grèves.

Souligner cette action syndicale du Parti n'est pas sortir de notre sujet qui est sa lutte contre le fascisme. En effet, tout en poursuivant méthodiquement son œuvre d'organisation — en particulier sur le plan militaire —, le Parti tendait à s'appuyer sur les divers organes syndicaux (Bourses du travail, comités d'alliance, comités de grève, conseils des ligues paysannes, etc...) qui étaient autant d'organes de la défense du prolétariat sur le terrain de la lutte physique. Les deux actions se développaient en liaison étroite l'une avec l'autre, conformément au double critère de l'autonomie du Parti et de sa liaison avec la lutte des masses. Cela prouve le « réalisme » de classe du Parti et il importe de le souligner en raison de l'incompréhension de l'Internationale, due au fait que tout en appuyant totalement l'Alliance du Travail, il eut toujours le souci de garder ses « distances » sur le plan politique.

Au congrès de Rome qui se tint fin avril, le Parti vota une motion sur les « critères pratiques pour l'application des thèses syndicales » dont nous reproduisons quelques points :

*« 1. Il est nécessaire que le Parti et ses organes centraux et périphériques veillent avec un soin particulier à l'accomplissement de leurs devoirs syndicaux par les communistes, en particulier en raison de l'importance de l'action syndicale comme terrain de réalisation du front unique. »*

*« 2. Le Comité central syndical devra commencer une campagne nationale pour que les statuts des Bourses du Travail soient modifiés de telle façon que les organes responsables du mouvement soient élus au suffrage universel et dirigés par les syndiqués selon le système majoritaire ; que les élections soient toujours précédées par une période suffisante de discussions préparatoires. »*

« 3. On entend dire que les insuffisances du « front unique » pourront être corrigées par la création de Comités locaux qui, une fois dépassée la situation actuelle, devront être élus directement par les masses organisées et pourront ainsi réaliser de façon concrète et efficace la fusion des forces des classes travailleuses.

« 4. Le Comité central syndical devra proposer aux Comités locaux de l' « Alliance du Travail » des formes opportunes de consultation de toute la masse travailleuse de chaque localité, ainsi que de tout le personnel de chaque usine par les commissions internes concernées.

« 5. Dans la perspective que l' « Alliance du Travail » serve au moins à créer l'unité organisationnelle du syndicat en Italie, il convient d'attendre le développement ultérieur des organismes adhérents pour décider la sortie des communistes des organisations non confédérales.

« 6. Le Comité central syndical devra organiser au sein des syndicats et des Bourses du Travail des interpellations communistes pour demander la convocation des masses organisées afin qu'elles se prononcent sur l'attitude des dirigeants confédéraux qui, s'érigeant en interprètes de tous les syndiqués, prennent des positions politiques auxquelles la majorité des adhérents ne les a en aucune façon autorisés.

« 7. Les communistes qui dirigent les organisations ou qui constituent la majorité des Commissions internes doivent convoquer fréquemment les organisés pour leur expliquer la situation réelle et les attitudes qu'elle commande ; justement parce qu'ils sont convaincus des limites de toute action partielle, ils ne doivent en entreprendre aucune sans avoir consulté les masses intéressées et sans leur avoir montré de façon précise ces limites, sans que cela puisse jamais servir de prétexte pour se soustraire à la lutte, partout où elle est possible.

« 8. Le Comité central syndical doit lancer une campagne afin que les Bourses du Travail gardent l'autonomie nécessaire pour une assistance effective aux mouvements locaux. Il souligne que non seulement cela n'est pas contraire à la discipline et à la coordination de l'action, mais que c'en est la base même, l'une et l'autre étant inconcevables si la structure confédérale ne répond pas aux exigences pratiques et vitales du mouvement syndical.

« 9. Le Congrès du Parti souligne à l'usage de ses membres l'urgence de prendre, dans les organisations auxquelles ils appartiennent, l'initiative de la défense et de l'assistance aux chômeurs auxquels doit être avant tout fournie la possibilité de continuer à participer à la vie des organisations ; le Comité central communiste doit développer une action énergique pour obtenir que les chômeurs, tombés en dehors de l'organisation parce que privés d'emploi, gardent leur carte syndicale et tous leurs droits syndicaux ».

Il s'agissait, comme on voit, d'une tactique d'initiative et d'offensive, qui, s'appuyant sur les organes locaux traditionnels des syndicats et les imprégnant de l'esprit combatif du Parti, tendait à en faire des remparts de la défense prolétarienne, non moins que des points d'appui dans la lutte contre les directions bureaucratisées et sclérosées et contre leurs manœuvres tout autres qu'obscurcs.

Le 20 mai, pendant que se rouvrait la série des grandes grèves de la métallurgie dans toute l'Italie du Nord, le comité central syndical du parti examinait les directives suivantes :

**POUR LE RENFORCEMENT DE L'ALLIANCE DU TRAVAIL (Il Sindacato rosso, 20-5-22).**

« Le Comité syndical communiste et les comités nationaux professionnels communistes constatent :



« 1. L'offensive économique du patronat a repris ces derniers temps et elle menace les positions sur lesquelles devaient se replier le prolétariat battu par les forces de la réaction.

« La crainte d'une contre-offensive des classes ouvrière et paysanne pousse les capitalistes à livrer bataille au prolétariat organisé pour le mettre dans des conditions telles qu'il ne puisse se relever de longtemps.

« 2. Le chômage se développe de façon inquiétante. Les délais accordés par le gouvernement pour l'allocation de subsides mesquins aux chômeurs sont dépassés et le succès des demandes de prolongations n'est nullement assuré. Les masses ouvrières qui ont été contraintes par la crise à s'organiser dans les « syndicats économiques » appliquent les méthodes de l'action de classe contre le patronat et l'Etat.

« 3. L'offensive économique du capitalisme s'accompagne d'une reprise sanglante de la réaction étatique. Entre les forces de la réaction et les prolétaires, des heurts sanglants se produisent chaque jour et celles-ci occupent en maîtresses de vastes régions et contrôlent des milliers et milliers de travailleurs.

Le gouvernement qui connaît le point de vue des chefs confédéraux et la triste situation des syndicats, en profite pour frapper les grévistes des services publics sans provoquer aucune défense réelle contre cette politique de réaction.

« 4. Beaucoup d'agitations ouvrières et paysannes sont en cours ou sont sur le point de se déclencher pour la défense des salaires qui vont en se réduisant constamment, pour la révision des accords et pour le renouvellement des accords agraires qui ont été imposés par la force, l'an dernier, aux paysans et aux salariés agricoles et qui tendent à devenir plus durs aujourd'hui.

« 5. Dans la situation tragique où se trouvent les masses ouvrières, il est clair que la promesse de la C. G. T. prétendant que l'enquête sur l'industrie retarderait la diminution des salaires... n'est qu'un mensonge, ainsi que les communistes l'avaient bien prévu. L'hypocrite manœuvre des réformistes n'a servi qu'à retarder la lutte des ouvriers contre les patrons ; celle-ci tend à éclater aujourd'hui avec plus de violence, mais la résistance des masses travailleuses est devenue plus difficile.

« 6. Malgré cela, malgré plus de dix-huit mois de réaction armée, malgré les défaites subies, on constate dans toutes les catégories une tendance à entrer en lutte pour la défense des droits moraux et économiques des travailleurs. La raison de ce réveil se trouve d'abord dans l'union de toutes les grandes organisations favorisée par l'Alliance du Travail, première tentative encore imparfaite de front unique des masses ouvrières organisées.

« 7. Le Parti communiste doit relever que la tentative qui a porté à la constitution de l'Alliance du Travail doit être améliorée et étendue. Celle-ci n'a pas eu lieu dans toutes les villes où existaient les organisations qui l'auraient permise. Les grandes organisations syndicales ne vérifient pas et leurs organes périphériques respectent les dispositions des Comités exécutifs syndicaux nationaux. Pour que le front unique soit vraiment solide, il faut que dans chaque ville se forment des comités locaux de l'Alliance du Travail élus directement par les syndiqués. Les sections locales de l'Alliance doivent être convoqués en Congrès national, et seul ce dernier peut désigner le Comité central directeur de l'Alliance en accordant à toutes les fractions politiques qui dirigent les syndicats, une représentation proportionnelle.

« 8. Etant donnée la situation sociale et politique critique de l'Italie et en tenant compte de la tendance à la contre-attaque que les masses prolétaires ont manifestée à diverses occasions, l'Alliance du Travail a le devoir de remplir la tâche pour laquelle elle est née.

*En ce moment, l'Alliance n'exploite pas l'élan qu'elle a reçu des masses et en raison duquel aucune défection ne saurait rester impunie, quels que soient l'organisation ou le chef qui en soient coupables.*

*Les communistes réaffirment la nécessité et l'urgence de poser certaines revendications, tâche immédiate de l'Alliance, et précisément :*

- a) HUIT HEURES DE TRAVAIL POUR TOUS LES TRAVAILLEURS.
- b) ARRÊT DANS LA DIMINUTION DES SALAIRES POUR QUE LE PROLETARIAT NE RECULE PAS SUR LES DERNIÈRES POSITIONS CONQUISES ET NE TOMBE PAS DANS LA FAMINE ET POUR QUE LA RECONQUÊTE DES POSITIONS PERDUES DEVIENNE POSSIBLE.
- c) RETABLISSEMENT ET RESPECT DES ACCORDS ET DES BAUX DE FERMAGE.
- d) DÉFENSE DE L'ORGANISATION.
- e) EXISTENCE ASSURÉE AUX CHOMEURS ET A LEURS FAMILLES, LES CHARGES DEVANT ÊTRE SUPPORTÉES PAR LA CLASSE PATRONALE ET SON ÉTAT.

*« 9. La nécessité d'engager au plus vite la lutte sur les points ci-dessus confirme avec une précision mathématique les prévisions communistes et l'urgence de l'acceptation d'une grève générale nationale immédiate de toutes les catégories par la Centrale de l'Alliance du Travail sur la plate-forme défensive ci-dessus indiquée, grève générale nationale à organiser après une préparation adéquate et que le Comité Central Syndical Communiste et les Comités nationaux professionnels communistes proposent officiellement au Comité Central de l'Alliance du Travail comme unique moyen de défense des conditions élémentaires de vie de la classe ouvrière ».*

La revendication était d'une urgence dramatique. En effet, après des mois de stagnation apparente et de préparation effective, les bandes noires repartaient vigoureusement à l'attaque. Le 12 mai, elles occupaient Ferrare pendant deux jours ; le 20, elles bivouaquaient à Rovigo ; entre le 27 et le 1er juin, elles s'emparaient pratiquement de Bologne qu'elles ne quittaient qu'après avoir signé une... trêve avec le préfet et obtenu la suspension d'un décret interdisant le déplacement de la main-d'œuvre (en réalité des fascistes déguisés en jaunes) d'une province à l'autre. Le 24, à Rome, lors de l'anniversaire de l'entrée de l'Italie en guerre, des conflits violents éclatent entre miliciens et ouvriers, surtout dans le quartier populaire de San Lorenzo : la grève générale est immédiatement proclamée par l'Alliance du travail, mais elle est décommandée le 26 par suite de l'intervention du gouvernement : une fois de plus, la fragilité de la coalition sur laquelle l'Alliance est fondée et l'absence d'un plan organique d'action sautent aux yeux.

Dès le 24, le Comité National Communiste de la Fédération des Métaux dont le siège était à Milan avait lancé le manifeste suivant :

*Aux camarades communistes de la métallurgie !*

*« Dans presque toutes les régions d'Italie, les métallurgistes sont sur le point d'entrer en lutte à la suite des nouvelles tentatives des industriels*

*d'aggraver les conditions économiques de la masse travailleuse et de briser la force de l'organisation. Pour permettre aux camarades de mener partout une action commune et coordonnée, nous reproduisons ci-contre l'ordre du jour voté par le Congrès des sections de métallurgistes du Piémont qui formule justement la position communiste en la matière :*

*« La conférence des métallurgistes, compte tenu du fait que l'action déployée dans le domaine économique par l'organisation des métaux et ses adhérents a toujours déterminé de nouvelles conditions d'existence et de travail pour beaucoup d'autres catégories ouvrières,*

*qu'encore actuellement la situation de ces catégories est intimement liée aux changements d'ordre économique et moral qui peuvent se produire chez les métallurgistes parce que ceux-ci se répercuteraient immédiatement sur elles,*

*que les offensives patronales continuelles de ces derniers mois, même si elles sont sporadiques et momentanées, répondent néanmoins à un plan précis et bien coordonné de l'organisation des industriels qui tend à faire porter à la classe ouvrière tout le poids de la crise actuelle,*

*que face à cette situation, une action défensive quelconque des masses ouvrières ne pourra qu'être inefficace et épuiser leur combativité si elle est laissée à des initiatives isolées...*

*que le but de l'organisation échapperait aux masses si elle ne réussissait pas à rassembler, coordonner et discipliner les forces vives du prolétariat fonction spécifique... qui ne peut ni ne doit être dénaturée par une politique de replis et de compromis,*

*que c'est en raison de toutes ces considérations, et en particulier pour revaloriser l'organisation elle-même, que l'Alliance du Travail a été constituée et qu'elle doit représenter une union toujours plus étroite des masses pour la défense contre les attaques du capital et pour l'émancipation prolétarienne,*

*repousse toute proposition de réduction de salaire et soutient qu'on doit convoquer un congrès national de la Métallurgie pour donner à la lutte une direction unique,*

*invite le CC de la FIOM et les comités locaux de l'Alliance du Travail à faire pression sur le Comité de l'Alliance elle-même pour qu'elle prenne rapidement et sérieusement l'initiative d'une action générale et simultanée de tout le prolétariat.*

*Que les camarades agissent en conséquence et que face à des situations nouvelles ils s'entendent directement avec ce comité avant de prendre des engagements au nom du Parti Communiste. »*

Les faits de Bologne et de Rome rendirent encore plus urgent l'appel du parti. Le manifeste lancé à cette occasion donne un bon exemple de la façon dont nous comprenons la lutte contre les patrons en général et les fascistes en particulier et dont, se liant aux masses en lutte, le Parti resserrait ses rangs pour acquérir la capacité de diriger la guerre de classe dans sa phase la plus aiguë :

**PROLÉTAIRES ! ORGANISEZ LE FRONT UNIQUE ET L'ACTION GÉNÉRALE POUR LA DÉFENSE ET LA CONTRE-ATTAQUE CONTRE L'ENNEMI COMMUN !**

*Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie !*

*La réaction s'attaque avec une violence redoublée à vos positions et aux organisations que votre tenacité et votre résistance ont maintenues sur pied grâce à des mois de lutte trouble et désespérée.*

*Les ouvriers de Bologne, les fermiers et les ouvriers agricoles de sa région sont une fois de plus les premiers à résister à l'attaque adverse. On veut détruire les organisations qu'ils ont créées et péniblement défendues, on veut effacer jusqu'au souvenir des conquêtes et des droits du prolétariat.*

*Le matraquage, les blessures, l'assassinat, l'incendie, le saccage, la terreur se répandent dans des provinces entières : telles sont les armes employées contre le malheureux et héroïque prolétariat bolognais.*

*Mais de Bologne, la vague de la guerre anti-prolétarienne ouverte se prépare à envahir d'autres provinces. On veut faire tomber une à une toutes les positions qui résistent encore et qui représentent pour vous une possibilité et une espérance de contre-attaque.*

*En même temps les industriels lancent l'attaque contre les métallurgistes pour les soumettre une fois de plus par la force à leur volonté, s'imaginant pouvoir annuler les accords et les pactes garantissant les conquêtes des autres catégories ouvrières une fois qu'ils seront venus à bout de l'avant-garde des métallurgistes.*

### **Ouvriers et paysans !**

*Vos camarades, vos frères de Bologne, demandent votre aide ! Vous savez que la lutte de Bologne vous concerne tous. Il faut stopper, dès le début, l'offensive de l'ennemi commun, il faut organiser contre elle une action générale en appelant à la rescousse toutes les catégories du prolétariat d'Italie. Il ne faut pas permettre à l'ennemi de démanteler une à une les positions défensives du prolétariat, pendant que les masses ouvrières assistent avec une rage impuissante et vaine au spectacle.*

*Vous serez encore les plus forts si, à l'offensive des groupes armés et des industriels, vous savez opposer vos forces unies en un seul faisceau et organisées dans un Front unique de contre-attaque prolétarienne.*

*Le front unique de la défense et de la contre-attaque doit devenir une réalité !*

*C'est ce que vous devez exiger des chefs des organisations syndicales dans lesquelles se rassemble toute la force de la classe travailleuse ; c'est ce que vous devez exiger de l'Alliance qui s'est constituée précisément dans le but de préparer et de diriger la lutte pour la défense et pour la revanche.*

*L'ennemi concentre toutes ses forces sur un point du front prolétarien pour l'enfoncer et écraser tout le reste de l'armée prolétarienne : il faut donc répondre à l'attaque par une action générale.*

*Les hésitations, les doutes, les manœuvres dilatoires de type parlementaire ne profitent qu'à l'ennemi. L'ennemi ne peut être arrêté qu'en lançant contre lui tout le poids de la masse ouvrière décidée à la lutte.*

### **Travailleurs, Ouvriers et Paysans d'Italie !**

*Faites sentir aux organismes qui se sont attribués la charge de vous diriger que telle est votre volonté. Dans vos assemblées, dans vos réunions, dans vos meetings mettez les chefs face à cette responsabilité et exigez d'eux que l'Alliance du Travail remplisse sa mission.*

*Ne permettez pas qu'une fois de plus l'attaque ennemie se développe grâce à votre inertie et votre dispersion. Signez entre vous un pacte nouveau d'alliance pour la lutte suprême ; faites que surgisse de la base et s'impose irrésistiblement le front unique de toutes vos volontés et de toutes vos énergies.*

*Ce mot d'ordre vous est donné par le P.C. d'Italie qui est prêt à lutter au premier rang parmi vous avec toutes ses forces.*

*Vive la solidarité avec le prolétariat bolognais et avec les métallurgistes, avant-garde de tous les ouvriers et de tous les paysans d'Italie !*

*Vive l'action générale pour la contre-attaque du prolétariat des campagnes et des usines !*

*Vive le front unique d'action et de lutte de toute la classe travailleuse !*

*Le C.E. du Parti Communiste d'Italie.*

## INCONSISTANCE ET TRAHISON SOCIALISTES

Nous devons retourner un peu en arrière pour comprendre comment pendant ces mois agités les socialistes se préparent à trahir le prolétariat de la façon la plus ignoble.

On a vu comment, après l'échec des tentatives de constitution d'un gouvernement de gauche, le 23 février (le « gouvernement meilleur » des socialistes), le giolittien Facta était allé au pouvoir. En s'abstenant de voter, le groupe socialiste a rendu possible la nouvelle expérience de « gouvernement libéral », jetant par dessus bord sa fameuse « intransigence ». Le parti socialiste est contraint de lutter sur deux fronts ; freinant d'une part les velléités de collaboration ouverte de son aile droite et s'efforçant de l'autre de calmer la colère des éléments de la base qui sentent tout ce qu'a de honteux la manœuvre de « soutien conditionnel » à un ministère bourgeois en exercice, il n'en proclame pas moins vouloir mener jusqu'au bout la lutte pour le « front unique prolétarien » au moyen de l'Alliance du Travail. Un communiqué embarrassé de la direction sur la « tactique parlementaire » s'efforce de répondre aussi bien aux critiques de droite qu'à celles de gauche, donnant en substance, une fois de plus, la caution de la direction du PSI au collaborationnisme confédéral et turatien. Il vaut la peine de le reproduire à la honte éternelle du maximalisme :

*« Quelques camarades et sections critiquent l'expérience faite à la Chambre pendant la dernière crise ministérielle, la déclarent manquée et la désapprouvent après coup pour des raisons opposées, mais également abstraites et superficielles.*

*Les uns jugent illégitime et abusive l'autorisation qui a permis au groupe parlementaire de jouer un rôle dans la crise en ne votant pas avec les réactionnaires pour faire obstacle à la formation d'un gouvernement décidé à rétablir les libertés constitutionnelles, les droits conquis par les travailleurs et la politique de paix. Ce faisant, ils oublient de considérer les conditions particulières dans lesquelles se trouvent le parti et les organisations ouvrières, les conditions générales du moment historique que nous vivons et qui met la classe ouvrière dans une position purement défensive. Ils oublient également que, sans pousser le Parti à renoncer à son programme ni à modifier la ligne définie par le Congrès, la Direction avait le devoir de répondre aux invitations répétées des régions martyrisées (par l'offensive fasciste) et de leur prouver que le parti n'avait négligé aucun moyen de venir à leur secours... ce que le Congrès de Milan avait exceptionnellement admis.*

*Les autres disent que l'expérience a fait, faillite pour une raison contraire, à savoir qu'on aurait laissé trop peu de latitude au groupe parlementaire. Ils invitent la direction à passer par-dessus les décisions des congrès comme si un nouveau congrès (qu'il se gardent bien de réclamer) n'était pas seul habilité à l'y autoriser. Ils ne veulent considérer ni le fait que rien ne prouve que l'appui du groupe parlementaire aurait assuré le succès d'un gouvernement plus libéral au lieu d'en précipiter la chute, ni l'absurdité qu'il y aurait à appuyer durablement un gouvernement exprimant la majorité parlementaire actuelle sans se décider à partager avec lui les responsabilités du pouvoir, ni le fait qu'une semblable attitude du parti le conduirait inévitablement là où la bourgeoisie désire le pousser, c'est-à-dire*

*à assumer les fonctions d'un parti démocratique... en abandonnant sa propre fonction et ses propres buts socialistes (!!).*

*Aux uns et aux autres, nous répondons que l'expérience a fait faillite uniquement dans le sens où il n'y a pas eu de « gouvernement meilleur », mais qu'elle a donné tous les résultats qu'elle devait et pouvait donner dans les conditions où se trouvent actuellement le parlement et le pays. Elle a, en effet, contraint (!!) les partis bourgeois à affirmer la nécessité morale (!!) et politique d'un gouvernement libéral, et elle a ainsi approfondi la crise parlementaire de la bourgeoisie en la mettant devant ses propres contradictions, en lui prouvant qu'elle ne pouvait ni ne devait plus réaliser ces valeurs qu'elle est pourtant, obligée de reconnaître historiquement nécessaires et urgentes. Le parti a ainsi accompli sa seule fonction vraiment utile et possible politiquement dans les circonstances présentes. »*

Ayant ainsi mis en paix... sa conscience morale, la Direction rappelle le groupe parlementaire à l'ordre ; mais le 1<sup>er</sup> juin (après les faits ci-dessus rappelés et le renforcement graduel de l'Alliance du Travail sous la pression communiste), ce dernier repart à la charge : l'abstention, la « neutralité bienveillante » ne lui suffisent plus ; il veut un gouvernement pour lequel il puisse voter sans le dire, il veut (et ce sera là la clé des développements ultérieurs) un gouvernement où les socialistes soient représentés. L'ordre du jour Ziradini, voté à la majorité, proclame en effet :

*« Le Groupe parlementaire socialiste rappelle son désir de développer son action parlementaire pour défendre les libertés et les organisations prolétariennes ; il votera pour tout gouvernement qui garantirait la restauration des lois et de la liberté. »*

Dominé par la droite, le groupe parlementaire a au moins le mérite de la cohérence, tandis que la direction est la contradiction incarnée. Le 4 juin, elle réunit le Conseil national du parti qui condamne ouvertement le groupe parlementaire et publie une ennième proclamation d'« intransigeance » ; mais le 14, le Groupe se réunit à nouveau, et

*« confirme l'orientation déjà approuvée (la sienne, bien entendu NDR), décide d'assumer jusqu'au Congrès national (qui ne se tiendra qu'en octobre NDR) la responsabilité de l'attitude que les circonstances lui imposent ».*

Pratiquement il règlera ses rapports avec le gouvernement

*« exclusivement en fonction des nécessités de défense (!!) du prolétariat.. et il invite les travailleurs italiens à soutenir son action, avec la certitude qu'il n'oubliera rien et qu'il ne fera rien qui ne soit dans les intérêts de la classe travailleuse ».*

Comme on voit, non seulement le groupe parlementaire socialiste se rebelle ouvertement contre la direction qui s'y résigne, mais il en appelle par-dessus sa tête « aux travailleurs italiens » pour qu'ils le soutiennent. Tel est le Parti avec lequel, lors de l'Exécutif de février-mars, l'Internationale demandait aux communistes de faire **un front unique politique** !

Au lieu de la « restauration des libertés constitutionnelles », on eut, comme nous avons vu plus haut la nouvelle « escalade » fasciste de la basse vallée du Pô ; les tribunaux acquittaient les chemises noires coupables d'assassinats prémédités à Rome, Venise, Vercelli, Bologne, Florence, Alexandrie et condamnaient comme délinquants de droit commun les prolétaires qui se défendaient.

C'est ainsi que commence un nouveau et décisif « mois de la honte ». Le 3 juillet, les fascistes occupent Andira dans les Pouilles ; le 12, Viterbe dans le Latium ; entre le 12 et le 17, Crémone en Basse Lombardie et Tolentino dans les Marches. Depuis le début du mois, les métallurgistes sont à nouveau en grève : la CGT est contrainte à réunir d'urgence un Conseil national qui se tient les 3-5 juillet à Gênes. Ses intentions sont claires : liquider la grève du mieux possible et favoriser la solution gouvernementale que le groupe parlementaire propose depuis un certain temps, en parfait accord avec les bonzes syndicaux. Les communistes doivent démasquer la manœuvre ; pour eux, la grève des métallurgistes doit être le point de départ d'une action générale débouchant dans une grève de toutes les catégories à déclencher au feu des heurts les plus violents avec les bandes noires, les revendications économiques se soudant à tout un plan de contre-offensive prolétarienne sur tous les fronts. Dans cet esprit, le Comité syndical communiste publiait le 22 juin une motion qui devait être présentée à la réunion de Florence et qui, notant d'une part l'aggravation de l'offensive économique du patronat et d'autre part la volonté manifestée par les ouvriers d'opposer le front unique du prolétariat au front unique de la classe capitaliste, aspiration d'où était née l'Alliance du Travail, invitait le Conseil national de la C.G.T. à « **condamner toute action qui ne tiendrait pas compte de cette situation générale et qui dériverait de la tactique visant à enfermer la défense de la classe travailleuse dans les limites d'accords parlementaires avec des groupes politiques bourgeois, ignorant ainsi les forces réelles encadrées dans les organisations ouvrières et paysannes et dédaignant la politique de lutte de classe** ». La motion condamnait tout autant « l'inertie et la passivité... qui ne pourraient qu'immobiliser le prolétariat dans l'attente patiente de la fin de la bourrasque réactionnaire » auquel cas « la période actuelle ne pourrait que se terminer par l'abdication des travailleurs devant la volonté de la classe patronale désormais maîtresse de leur vie et de leur avenir ». En conclusion, la motion invitait le Conseil national de la C.G.T. à affirmer que « la reprise prolétarienne actuelle doit viser à préparer immédiatement une action générale » et proposait une nouvelle fois comme plate-forme les six revendications que le lecteur a trouvées ci-dessus dans l'article « Pour le renforcement de l'Alliance du Travail » du « **Sindacato rosso** » du 20 mai 1922

A la réunion de Florence, c'est pourtant la motion confédérale citée ci-dessous qui l'emporta avec 537.351 voix :

#### **MOTION CONFEDERALE**

*« Le Conseil national de la CGT approuve le rapport moral de son Conseil directeur. Examinant la situation des organisations prolétariennes violentées dans leur liberté de mouvement et d'association par la réaction légale et illégale croissante, elle déclare approuver pleinement les directives appliquées par le Comité directeur confédéral à la suite de l'ordre du jour Zirardini voté en janvier dernier et qui invitait la Direction du Parti à donner au groupe parlementaire socialiste la possibilité d'appuyer tout gouvernement qui lui garantirait la restauration des libertés élémentaires et la réalisation d'un programme contenant les revendications du programme immédiat du prolétariat.*

*Le C.N. affirme sa propre volonté de maintenir le pacte d'alliance et exprime une nouvelle fois le vœu que le parti socialiste comprenne la gravité*



du moment que le prolétariat est en train de traverser et prête l'oreille aux prières de la classe travailleuse qui, tout en se préparant à agir dans le pays pour défendre son existence, attend du Congrès du PSI qu'il permette au Groupe parlementaire d'exercer une action qui, en liaison avec celle des masses, serve à valoriser l'action du mouvement syndical ».

C'est la motion communiste qui recueillit ensuite le plus d'adhésions, avec 249,519 voix :

#### MOTION COMMUNISTE

« Considérant que l'orientation suivie par les dirigeants confédéraux face à l'offensive du patronat et qui consiste dans la tactique du « cas par cas », dans la non-résistance à la réaction et dans la duperie de la Commission d'enquête sur les industries, ainsi que leur habile dévalorisation de l'Alliance du Travail ont paralysé l'action de défense et de contre-attaque du prolétariat ;

Considérant également que, dans le domaine international, les dirigeants confédéraux qui ont arraché aux ouvriers l'adhésion à Amsterdam sous le prétexte qu'ils y accompliraient un travail de critique se sont rendus solidaires de la politique contre-révolutionnaire de l'Internationale jaune ;

Le Comité National syndical communiste considère l'orientation des dirigeants confédéraux comme contraire aux principes et aux exigences de la lutte de classe et la condamne.

Retenant que l'œuvre de l'Internationale syndicale d'Amsterdam est contre les intérêts et l'idéal prolétariens et a le caractère d'une complicité avec la politique réactionnaire de la bourgeoisie mondiale et avec les efforts qu'elle fait pour reconstituer son régime profondément miné par la crise ;

le Comité envoie son salut à la glorieuse République révolutionnaire du prolétariat russe en lutte contre les multiples attaques de la réaction mondiale et décide de consulter les masses organisées au moyen d'un congrès confédéral immédiat sur une proposition de rupture avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam et d'adhésion à l'Internationale syndicale rouge de Moscou.

Affirmant que les liens entre Syndicats et Partis politiques s'établissent dans la mesure où ces derniers ont réussi à créer à l'intérieur des premiers un réseau d'organisation de leurs adhérents s'engageant à suivre les directives conformes au programme de leur Parti ;

Retenant que le pacte d'alliance actuel entre le Parti socialiste et la CGT crée une situation équivoque dans la plus importante organisation de classe du prolétariat italien et qu'en continuant à le respecter, la Confédération se lierait à une orientation susceptible d'osciller de façon actuellement imprévisible dans les sens les plus divers et pouvant entrer en contradiction avec celle qui sera adoptée par la majorité du présent Conseil confédéral, le Comité Syndical national communiste dénonce le pacte d'alliance entre la CGT et le PSI.

Enfin, considérant que l'offensive patronale et réactionnaire constitue dans toutes ses manifestations économiques et politiques la réalisation d'un plan d'écrasement du mouvement prolétarien dans lequel la bourgeoisie voit la seule issue possible à la situation présente et le seul moyen de consolider sa domination économique et politique ;

Que la situation en Italie est caractérisée par la crise profonde des institutions capitalistes malgré toute la violence de la contre-attaque par laquelle elles tentent de se défendre, et par les efforts du prolétariat pour sortir de la situation intolérable dans laquelle l'ont mis la réduction des salaires, le chômage, les violences fascistes et toutes autres formes de vexations et de persécutions que prend la politique de classe de la bourgeoisie et de l'Etat ;

Retenant que la proposition d'employer la force politique des organisations prolétariennes sur le terrain des combinaisons parlementaires et pour

*la constitution d'un gouvernement de compromis entre certaines fractions politiques bourgeoises et les représentants du prolétariat supposé capable de restaurer les droits élémentaires des masses constitue une illusion et une tromperie et qu'elle ne saurait avoir pour résultat que le désarmement du prolétariat et une immanquable et tragique désillusion à l'avantage exclusif des forces conservatrices ;*

*Le Comité national syndical communiste affirme que face à la perspective désastreuse de triomphe du plan bourgeois et d'écrasement de tout mouvement et de toute organisation de classe du prolétariat il n'existe d'autre issue que l'alignement et l'emploi de toutes les forces prolétariennes sur le terrain d'une action commune qui, passant de la tactique insuffisante des actions isolées à celle d'une lutte générale, unisse tous les conflits provoqués par l'offensive patronale. »*

Après avoir une nouvelle fois posé les revendications plus haut citées dans « **Pour le renforcement de l'Alliance du Travail** », la motion communiste concluait :

*« La valeur et la portée de cette lutte consiste à rendre aux organisations prolétariennes toute leur capacité d'action en leur donnant une plateforme unitaire, et à pousser les classes travailleuses à augmenter leur préparation et leur efficacité révolutionnaires sur le plan moral et matériel en vue des luttes ultérieures et des conquêtes suprêmes, et donc à pratiquer une politique révolutionnaire de classe, remplaçant une collaboration légalitaire trompeuse par la lutte directe pour les revendications des ouvriers et des paysans et contre les bandes réactionnaires.*

*Ceci dit, le C.N. retient que l'action doit être proclamée et dirigée par l'Alliance du Travail, et il souhaite que tous les partis et groupes politiques obtiennent de leurs membres l'adhésion aux initiatives de celle-ci, ainsi que la discipline nécessaire ; la lutte doit répondre à la situation créée par un moment crucial de l'offensive bourgeoise comme c'est aujourd'hui le cas avec la lutte nationale des ouvriers de la métallurgie ;*

*Il décide que le C.N. convoque immédiatement l'Alliance du Travail dans les délais les plus brefs et autant que possible au cours du présent Conseil, et qu'elle lui propose le déclenchement de la grève générale nationale de toutes les catégories avec le caractère ci-dessus défini ;*

*Qu'elle passe enfin à la nomination d'une Délégation confédérale à l'Alliance du Travail représentant, à la proportionnelle les tendances qui se sont manifestées à cette conférence. »*

Immédiatement après le Conseil fédéral de Gênes, le Parti communiste soulignait dans une déclaration publiée par le « **Sindacato rosso** » du 29 juillet que les voix obtenues par la motion communiste (falsifiée comme de coutume par les dirigeants) montraient la force de notre courant au sein de la C.G.T., mais ajoutait les remarques suivantes :

*« La situation créée au sein du Conseil confédéral est équivoque parce qu'on a voulu y présenter la tactique parlementaire d'un parti désormais décrié comme un problème central alors que la dénonciation du pacte d'alliance entre confédération et parti socialiste est, selon nous communistes, indispensable. En même temps, on a négligé volontairement les problèmes concernant l'engagement des forces syndicales dans la lutte générale du prolétariat...*

*Les communistes ont fait tout leur devoir en soutenant qu'une action générale pour défendre tout le prolétariat et les grévistes de la métallurgie était nécessaire. Le Parti communiste dénonce le comportement de toutes les fractions adverses qui (à l'exception des partisans de la Troisième Internationale et des anarchistes) sont complices du sabotage de la proposition plusieurs fois présentée par lui en faveur de la lutte générale et du renforce-*

ment de l'Alliance du Travail, et qui ont oublié la gravité de la situation dans laquelle se trouve tout le prolétariat italien. Puisque la convocation d'un Congrès de la C.G.T. a été décidé (NDR : il n'a pas eu lieu) les communistes doivent se préparer plus que jamais à la lutte pour se renforcer au sein de celle-ci. Ils devront mener en même temps une propagande pour nos directives qui se résument dans les points suivants : 1) défiance à l'égard des dirigeants confédéraux ; 2) rupture avec Amsterdam et adhésion à Moscou ; 3) dénonciation du pacte d'alliance de la C.G.T. avec le P.S.I. ; 4) unité organisationnelle syndicale en Italie ; 5) condamnation de la politique collaborationniste ; 6) front unique du prolétariat pour l'action générale contre la réaction ; 7) lutte contre le fascisme et revendication du gouvernement ouvrier (1).

« Cette campagne n'a pas une valeur limitée à la perspective de convocation d'un congrès, elle constitue le développement naturel de l'organisation et de l'action de notre parti qui doit procéder sans interruption vers ses objectifs révolutionnaires en encourageant, en encadrant et en poussant à la lutte les plus vastes couches du prolétariat. »

A la même occasion, le parti lança un manifeste dans lequel, après avoir examiné le développement des luttes ouvrières, il notait que l'Alliance du Travail faisait obstacle à l'unification indispensable des conflits et des forces du prolétariat en lutte par son indécision et par la trahison et le sabotage de certains chefs syndicaux. En d'autres cas, elle renonçait au programme revendicatif en acceptant des réductions de salaire, en capitulant dans des grèves locales, en mettant terme aux agitations. Malgré la haute combativité des masses, l'Alliance du Travail restait

« inerte et passive, et non seulement elle n'avait pas entrepris la lutte, mais elle n'avait même pas clairement dit être prête à le faire, ni démontré vouloir la préparer ». Enfin, l'appel du parti au prolétariat dénonçait publiquement la tactique criminelle des chefs syndicaux inspirés par le P.S.I....

« A la proposition et à la campagne des communistes s'oppose le travail insidieux de vos chefs qui dévalorisent la préparation de la lutte directe contre la bourgeoisie et vous proposent comme issue à la tragique situation d'aujourd'hui la collaboration parlementaire et gouvernementale avec une partie de la bourgeoisie. D'une part, ils ont... soutenu et soutiennent la tactique du « cas par cas », du renoncement et du recul face aux exigences des capitalistes, tactique qui encourage ces derniers. D'autre part, face aux violences fascistes, ils ont fait une propagande incitant les travailleurs assaillis, outragés à ne pas réagir et tendant à leur faire croire qu'il est possible de mettre terme au régime esclavagiste (du Capital) ... par une manœuvre purement parlementaire... visant à la constitution d'un ministère qui userait des forces de police légales pour réprimer le fascisme. Ils veulent imposer aux grandes organisations de classe du prolétariat cette tactique en les dissuadant de lutter contre le patronat, seul moyen de défendre leur vie... Le Parti communiste dénonce la trahison que constitue pareille tactique. »

- 
- 1) En juin avait eu lieu à Moscou une réunion de l'Exécutif élargi de l'I. C. qui avait lancé le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier ». En réponse aux demandes de clarification du Parti Communiste d'Italie, il précisa que c'était là un « synonyme de dictature du prolétariat » dont il fallait user pour attirer au Parti de larges masses ouvrières, un peu comme les bolchevick avaient lancé le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » entre avril et juillet 1917. Le parti italien formula de sérieuses réserves sur cette interprétation, mais appliqua avec discipline les directives de l'organisation mondiale.

Cette dénonciation n'était que trop justifiée. Le Conseil national de la C.G.T. avait à peine pris la décision de proclamer la grève générale pour soutenir les grévistes de la métallurgie lombarde et piémontaise et d'en confier la direction à un Comité que, le 10 juillet, après des pourparlers entre les chefs de la FIOM et le patronat avec médiation du gouvernement, les dirigeants métallurgistes décommandaient la grève. Ils violaient ainsi les règles élémentaires d'une lutte véritable puisqu'ils renonçaient à tout accord à l'échelle nationale, à la lutte à outrance contre toute réduction de salaire et à la mobilisation de toutes les catégories dans une lutte générale. Ils acceptaient honteusement le retour « **aux conflits locaux qu'on espère résoudre de façon que le travail puisse reprendre partout** ». De cette façon, alors que les conflits des chantiers de Livourne et des aciéries de Terni n'étaient pas terminés, ils acceptaient « **les conditions déjà offertes aux ouvriers par l'entreprise** » à la Fiat, et, pour les métallurgistes lombards, les réductions de salaire qu'ils avaient auparavant solennellement repoussées et qui, en Vénétie julienne, furent fixées à 1 lire 20 par jour. C'est ce que les socialistes appelèrent une « **honorabile transaction** ». Le Comité d'agitation fut mis devant le fait accompli lors du référendum habituel parmi les ouvriers « **en présence des représentants de l'entreprise** ». Extrêmement satisfait, le Ministre du Travail souligna dans un communiqué de l'agence Stefani « **l'importance spéciale de cette grève qui s'est terminée par une diminution des salaires acceptée par les représentants ouvriers qui ont ainsi fait preuve d'une parfaite compréhension des nécessités des industries nationales et de l'inopportunité de demander au gouvernement des protections, des exemptions et des aides qui auraient constitué pour le pays un sacrifice qu'il n'était pas en mesure de supporter.** »

Il est significatif que ce soit précisément à ce moment que l'offensive fasciste ait franchi pour la première fois la ligne du Pô pour s'étendre en direction des grands centres industriels. Le calcul de la réaction restait toujours le même : ne pénétrer dans les grands centres prolétariens du Piémont et de Lombardie que quand le prolétariat aurait été complètement démoralisé et désarmé par la trahison social-démocrate et par la défaite sur le terrain de la lutte économique immédiate.

Le 18 juillet, les bandes fascistes occupent Novarre et déchainent jusqu'au 23 une vague de terreur dans toute la province. Le choix de la localité ne s'est pas fait au hasard : Novarre se trouve à peu près à mi-chemin entre Turin et Milan et si elle n'est pas un grand centre industriel, elle se trouve au centre d'une région de riziculture ayant de vieilles et profondes traditions de lutte de classe, en particulier chez les « **mondine** » surexploitées (1). Immédiatement, les ouvriers piémontais entrent en grève et, malgré la volonté expresse de la C.G.T., le Conseil général des Ligues paysannes à Milan décide d'en faire autant. Invité à en faire partie, le communiste Repossi pose comme condition que les réformistes en soient

---

(1) Les « **mondine** » sont les ouvrières de la riziculture.

exclus, que la grève ne cesse pas avant l'évacuation de Novarre, qu'il n'y ait aucune rencontre ni tractations avec les fascistes, que la grève soit étendue à tous les services publics, et que, dans ce but, des contacts soient pris avec les autres organisations syndicales étrangères à la Bourse du Travail, comme les syndicalistes et les cheminots. Nouvelle trahison socialiste : la Commission exécutive de la Bourse du Travail ordonne le lendemain même la suspension de la grève en accord avec la section locale du P.S.I. Malgré la violente opposition du communiste Repossi, la grève s'arrête lâchement sur l'ultimatum fasciste. C'est alors, le 22 juillet 1922, que « *Il sindacato rosso* » publie l'article suivant :

#### DECLARATION DE GUERRE

*« Elle ne s'adresse pas aux trente mille chemises noires mobilisées par le Duce fasciste pour avoir au bluff les ouvriers lancés dans une grève générale qui a magnifiquement réussi. Avec elles, nous sommes déjà ouvertement en guerre, elles sont nos ennemies déclarées et nous les traitons comme telles. Notre déclaration de guerre à mort, par tous les moyens, avec toutes les armes, nous l'adressons à ceux qui trahissent le prolétariat, aux loups déguisés en agneaux, aux mandarins social-démocrates, aux dirigeants qui ont honteusement trahi ! A partir de ce jour, nous ferons la guerre sur deux fronts, contre la réaction légale et extra-légale de l'Etat et du fascisme et contre les traîtres au prolétariat, ses ennemis les plus infâmes et les plus dangereux puisqu'ils ne se camouflent en dirigeants de l'action et de la lutte prolétarienne que pour la mieux trahir ! »*

Toute la signification de la lutte du Parti communiste d'Italie en 1921 et en 1922 se trouve résumée dans cette déclaration lapidaire.

#### VERS LA GREVE D'AOUT

Face à la vigoureuse résistance du prolétariat industriel du triangle Milan - Turin - Gênes, seule Sestri Ponente est l'objet d'une occupation temporaire des milices fascistes — l'offensive fasciste reprend à la périphérie, en Romagne ; partie de Rimini, elle atteint le 28 la ville de Ravenne, « détruisant toutes les maisons rouges et tous les sièges d'associations ouvrières sur son passage », comme s'en vantera Italo Balbo, complétant l'occupation de toute la Basse Romagne. Et c'est à ce moment que la social-démocratie vient une enième fois au secours du pouvoir constitué et des organisations extra-légales.

Le 19 juillet, immédiatement après l'occupation de Novarre, le gouvernement Facta démissionne. La course des socialistes au gouvernement commence, en alliance avec les soi-disant gauches démocratiques. Au nom du groupe parlementaire, Modigliani affirme la nécessité de « **ne s'arrêter devant aucune action capable de faire respecter par quiconque en a le devoir la volonté unanime de l'Assemblée nationale de défendre les libertés et le droit d'organisation** ». Des tractations laborieuses s'engagent et, le 28 juillet, Turati gravit l'escalier du Quirinal en vue d'une consultation qui doit aboutir à la formation d'un gouvernement dit de gauche.

Dans ses Thèses de Rome, le Parti communiste d'Italie avait prévu la manœuvre comme la solution la plus probable dans la conjoncture d'alors et dans la perspective générale de l'après-guerre. Sans les habituelles résistances des maximalistes, elle aurait probablement abouti, si bien qu'ils portent la grave responsabilité d'avoir empêché que les sociaux-démocrates se démasquent devant les masses en allant au pouvoir. A la base de toutes les erreurs ultérieures de l'Internationale communiste qui, du front unique politique, glissa à un appui à de prétendus gouvernements ouvriers et même à la participation à ceux-ci, il y a le fait qu'elle n'avait pas compris que la fausse intransigeance maximaliste dissimulait une « transigeance » toute social-démocrate. Quand, à l'Exécutif élargi de février-mars 1922, Thalheimer justifiait l'appui du KPD aux gouvernements socialistes de Saxe et de Thuringe en disant que sans cela, la social-démocratie se serait ouvertement alliée avec les partis bourgeois, il prenait en substance la même attitude que les maximalistes italiens qui consistait à empêcher les prolétaires de reconnaître dans les sociaux-démocrates des ennemis aussi impitoyables que les libéraux bourgeois et les fascistes.

La grève générale décidée par l'Alliance du Travail pour le 1<sup>er</sup> août et dont l'insuccès est la véritable cause de la prise du pouvoir par les fascistes, comme nous l'avons plusieurs fois souligné, naquit de l'indigne conjonction entre les velléités ministérielles des sociaux-démocrates et la vigoureuse poussée des masses prolétariennes pour une ultime tentative de défense contre l'offensive capitaliste, qui fut conduite par la CGT sur une voie qui convergait parfaitement avec celle des socialistes et en particulier de la droite. Ceux d'entre eux qui se trouvaient à la direction de la C.G.T. saisirent au vol le fait que depuis longtemps les ouvriers réclamaient la grève générale et ils s'en servirent comme moyen de pression en vue de dénouer la crise gouvernementale dans le sens souhaité par eux. Convoqué d'urgence, le Comité central de l'Alliance du Travail, après avoir consulté les organisations nationales, a procédé à la « **nomination d'un Comité d'action secret avec pleins pouvoirs** », ayant « **retenu qu'il n'avait pas de pouvoirs suffisants pour ordonner et diriger l'action défensive du prolétariat, face à la décision évidente des forces réactionnaires de donner l'assaut aux organes de l'Etat, assaut déjà en cours d'exécution et qu'il importe de briser sans retard.** »

Ce « Comité secret » décide la grève générale pour le 1<sup>er</sup> août et lance un manifeste que nous reproduisons ci-dessous parce qu'il révèle bien le caractère équivoque et contradictoire des forces regroupées dans l'Alliance du Travail.

#### **MANIFESTE DU COMITE D'ACTION SECRET**

*« Les travailleurs de toutes les catégories devront immédiatement abandonner leur travail dès qu'ils auront connaissance du présent communiqué. L'ordre de reprise leur sera transmis par l'intermédiaire des hommes de confiance des Organisations responsables.*

*« En proclamant la grève générale, le Comité se propose de défendre les libertés politiques et syndicales menacées par les factions réactionnaires insurgées qui, par la suppression de toute garantie sociale, visent à écraser les organisations ouvrières afin de réduire les travailleurs d'un état de*

*liberté relative à un esclavage complet. La dictature de fait sinon formelle que les forcenés de la réaction veulent instaurer provoquerait non seulement l'étouffement de toute libre manifestation de la pensée et de l'action, mais encore la ruine du Pays.*

*« Il est du devoir de tous les esprits libres de briser l'assaut réactionnaire, par l'union de toutes les résistances et, ce faisant, de développer les conquêtes de la démocratie et de sauver la Nation du gouffre dans lequel la folie dictatoriale voudrait l'entraîner si, par malheur, elle devait l'emporter.*

*« La grève générale, compacte et décidée, doit constituer un avertissement solennel au gouvernement du pays afin qu'il mette fin, une fois pour toute, à toute action violant les libertés constitutionnelle que la loi doit garantir.*

*« Au cours de cette grève, les travailleurs doivent absolument s'abstenir de commettre des actes de violence qui nuiraient à la solennité de leur manifestation et sur lesquels les adversaires spéculeraient à coup sûr, sauf cas de légitime défense des personnes ou des institutions, si par malheur l'adversaire devait déchaîner contre elles sa fureur.*

*« On ne doit obéir à aucune directive ne provenant pas des Organisations responsables.*

*« Travailleurs, debout pour la défense de ce qu'il y a de plus sacré pour tout homme civilisé : la LIBERTE !*

*Le Comité d'action secret.*

Cette proclamation et les directives données à l'échelle nationale auraient dû rester secrètes ; les organisations syndicales ne disposant d'aucun code secret, elles furent obligées de recourir au réseau illégal de défense du Parti communiste pour communiquer rapidement l'ordre de grève. Mais la proclamation et l'ordre de grève générale parurent avant le début du mouvement, dans le *Lavoro* de Gênes dirigé par le député ultra-réformiste Canepa, ce qui permit au gouvernement et aux forces fascistes de prendre les mesures opportunes pour éviter que la gigantesque manifestation sorte des limites de la légalité et se transforme éventuellement en contre-attaque. Le Parti Communiste d'Italie publia immédiatement des directives que l'on trouve dans le numéro du 1<sup>er</sup> août de tous ses organes :

*« Le moment de l'action est venu. C'est pourquoi nous ne discutons pas maintenant de l'orientation donnée à la grève générale par ses dirigeants.*

*« Que les camarades suivent leurs dirigeants locaux, qui ont des ordres précis de la Centrale. Qu'ils observent une discipline absolue envers les organes de l'Alliance du Travail qui représentent le front unique des travailleurs de tous les partis. Que les communistes donnent l'exemple de la discipline, en même temps que de l'esprit de décision et de sacrifice. La lutte qui commence doit conduire le prolétariat sur des positions de force face à la classe bourgeoise et aux instruments de sa réaction.*

*« Il ne faut renoncer à porter aucun coup à l'ennemi.*

*« Toute tractation avec lui doit être considérée comme une infamie et une rupture du front unique prolétarien.*

*« C'est ainsi que les travailleurs d'Italie remporteront la victoire ! ».*

Il faut noter que la grève fut totale. Partout, du Nord au Sud, le travail fut immédiatement interrompu, mais les forces de l'Etat et celles du fascisme étaient déjà mobilisées à cause de la publication prématurée de l'ordre de grève par un des organes social-démocrates les plus connus.



La direction du Parti National Fasciste lança immédiatement en réponse le manifeste suivant :

*« Nous donnons quarante-huit heures à l'Etat pour qu'il fasse preuve de son autorité sur tous les citoyens et sur ceux qui attentent à l'existence de la nation. Ce délai écoulé, le fascisme revendiquera pleine liberté d'action et se substituera à l'Etat qui aura une fois de plus démontré son impuissance. »*

En réalité, il s'agissait d'une simple rodomontade puisque non seulement l'Etat avait des forces suffisantes pour empêcher l'éventuel développement de l'agitation et avait pris dans ce but les mesures nécessaires, mais qu'il avait en outre la certitude que la C.G.T. et le P.S.I. renonceraient rapidement à la lutte. C'est si vrai que les milices fascistes n'entrèrent pas en action au début de la grève, mais seulement lorsque l'Alliance du Travail eût annoncé officiellement sa fin par le communiqué du 3 août :

*« Satisfait du développement et du déroulement de la grève générale qui a démontré que le prolétariat italien avait atteint son objectif en manifestant sa volonté et sa force de classe, le Comité National de l'Alliance du Travail déclare la grève terminée et invite les organisations membres à organiser la reprise du travail. »*

Mais les masses en lutte n'obéirent pas, car dans la plupart des villes l'ordre de reprise avait créé désarroi et confusion : à Milan, à Gênes, à Ancône, à Parme, à Gorizia, à Civitavecchia, à Bari et dans d'autres centres, la grève continua, s'accompagnant d'épisodes héroïques de lutte armée contre les forces coalisées de l'Etat et des chemises noires. A Bari, il fallut même l'intervention de la marine militaire pour déloger les ouvriers de la vieille ville ; à Parme, les ouvriers barricadés dans le quartier prolétarien de l'Oltretorrente repoussèrent pendant plusieurs jours les attaques furieuses des fascistes. A Gênes et à Ancône, la résistance fut également très violente, ce qui obligea le gouvernement à sortir de sa « neutralité » giolittienne traditionnelle et à lancer un manifeste qui montre bien la véritable nature de la démocratie. Si Facta a été souvent accusé de faiblesse, il a pourtant su défendre énergiquement « les valeurs suprêmes » de l'Etat et de la patrie, comme on pourra en juger :

#### **« ITALIENS !**

*A cette heure où la paix sur terre est si gravement troublée, le Gouvernement s'adresse au Pays, à tout le Pays, sans distinction de partis, pour appeler directement les citoyens à mettre un terme à leurs sanglants combats et à élever leur esprit dans un sentiment de coopération patriotique et humain. L'Italie demande à ses fils de cesser les luttes qui la déchirent. Sa voix parviendra certainement à l'âme généreuse des Italiens ; il n'est pas possible que les cœurs naguère unis dans la magnifique défense et dans la victoire de la Patrie ne sentent pas le déchirement que lui cause un trouble aussi profond de la vie publique et y restent indifférents. Le Gouvernement a le suprême devoir de défendre l'Etat, ses institutions, les intérêts généraux et les droits individuels à n'importe quel prix, par n'importe quels moyens et contre n'importe qui oserait y attenter. Il prend les mesures imposées par la situation pour faire respecter la loi, la vie et la propriété des citoyens ; mais il veut une dernière fois adresser au Pays des paroles de concorde et d'ordre, avec la confiance qu'elles seront écoutées. Que les factions en lutte comprennent combien le moment est plein de dangers, de menaces, de ruines et qu'elles rentrent dans la discipline !*

*« Que la volonté du peuple italien contribue à éviter que les fruits de la victoire remportée au prix de tant de sacrifices soient détruits par des*

*disensions intérieures stériles et sanglantes, que l'équilibre économique et financier du Pays soit compromis, et retardée la reprise de l'activité laborieuse dont l'Italie attend le retour au bien-être et dont dépendent sa dignité et la défense de ses intérêts dans le monde alors que les graves négociations internationales ne sont pas encore terminées. Que les âmes de tous les citoyens s'élèvent dans un seul élan d'amour pour la Patrie et que l'ordre si durement éprouvé revienne dans notre Pays. »*

La grève générale avait duré exactement trois jours et demi. Le lendemain de l'ordre de reprise du travail, le Parti communiste publia dans tous ses organes l'article ci-dessous :

### PREMIERES CONSTATATIONS

*Nous écrivons ces quelques notes à brève distance de l'ordre de cessation de la grève générale nationale. Pendant la lutte, il fallait s'abstenir de toute polémique. Aujourd'hui la façon dont elle s'est déroulée doit être mise à l'ordre du jour des discussions parmi les prolétaires. Loin de marquer un arrêt de l'activité de classe du prolétariat comme l'affirme la presse de la bourgeoisie désemparée et du fascisme qui ne tardera pas à se dégonfler, la nouvelle expérience sera utile et précieuse au prolétariat italien dans sa marche vers de plus dures étapes.*

*Sur la base des éléments d'information que nous possédons sur le mouvement et l'œuvre de ses dirigeants dont nous n'avons encore que la déclaration appelant à la grève, on peut, dès maintenant, fixer quelques points sur lesquels nous reviendrons amplement.*

#### **La grève n'a pas échoué.**

*Si la façon de la proclamer avait été plus adéquate — c'est le moins qu'on puisse dire — les masses auraient unanimement répondu dès le début. A mesure que la nouvelle est parvenue aux travailleurs, ils ont abandonné le travail et les services publics ont été paralysés. Nous démontrerons par des documents irréfutables que ceux qui font état de la défection de certaines villes et de certaines catégories mentent. Le prolétariat et les organisations rouges doivent seulement être mieux encadrés et guidés. Le fascisme et la réaction n'ont pas fait de brèches dans le camp ouvrier : ils ont vécu des heures d'hésitation et de recul devant l'action du prolétariat sur le front national tout entier. Si les forces mobilisées par la classe travailleuse avaient été mieux dirigées et utilisées, on aurait assisté à une contre-offensive prolétarienne comme cela est prouvé par divers signes. C'est à la chronique de le confirmer. Que les travailleurs apprennent pour d'autres occasions à juger les nouvelles défaitistes répandues par les organes bourgeois en les comparant avec ce qui s'est effectivement produit.*

#### **La grève a été mal préparée.**

*Les travailleurs de toute l'Italie savaient bien que les socialistes de toutes tendances, de la CGIL à l'Alliance du Travail, étaient par principe hostiles à la grève générale nationale proposée par les communistes. Sans faire ouvertement de propagande contre cette arme de la lutte prolétarienne, certaines fractions de ces organismes évitèrent de la valoriser comme il aurait fallu pour lui donner une pleine efficacité ; la plupart d'entre elles allèrent même jusqu'à tourner ouvertement en dérision l'idée d'une grève générale nationale. Pour que le prolétariat ne reste pas indécis devant la proclamation de la grève générale par ceux-là même qui l'avaient dénoncée comme un moyen désastreux et insensé, il aurait fallu qu'on lui dise ouvertement qu'au moins la majorité de l'Alliance du Travail s'était prononcée pour elle. Au lieu de cela, la décision était devenue le secret de Polichinelle, par la faute du Lavoro de Gènes qui l'avait publiée à l'avance. Du moins, la grève aurait dû coïncider avec un événement retentissant de la lutte de classe qui, éveillant l'intérêt des travailleurs de tout le pays, leur aurait expliqué le changement d'attitude de l'Alliance du Travail. Au lieu de cela*

les appels des communistes à l'action pour la grève des métallurgistes, pour la grève du Piémont et de la Lombardie et pour les faits de Romagne restèrent sans réponse, tandis que la grève générale était proclamée à date fixe et... secrète. Le Parti communiste a respecté la consigne du secret, mais a formulé en temps utile toutes ses réserves. On se souvient de la phrase de Colombino : « Nous ferons la grève des métallurgistes pour démontrer qu'elle ne peut avoir les résultats que ceux qui la proposent en espèrent. » Nous y reviendrons.

### La grève manquait de directives.

Dans la proposition, faite si souvent aux grandes organisations et à l'Alliance du Travail par les communistes, les buts et les moyens du mouvement étaient fixés de façon claire et précise. Dans l'autre camp, au contraire, on a commencé par prétendre qu'il ne fallait pas se lancer dans la grève insurrectionnelle et politique si l'on n'était pas mathématiquement certain d'arriver à la révolution sociale, puis on s'est mis à préparer en coulisse une grève tendant à influer sur la crise ministérielle et à envoyer les socialistes au gouvernement, la grève légale de Turati. En dépit de déclarations formelles faites précédemment, le manifeste de l'Alliance penchait vers cette seconde thèse. Il n'assignait aucun objectif clair à la lutte ni n'en indiquait les moyens, répandant au contraire un esprit pacifiste extrêmement dangereux au moment de l'action. Or, cette grève devait servir à clarifier dans le prolétariat les idées fondamentales de la lutte de classe. Pas de grève pacifique et légale avec l'illusion que le prolétariat puisse échapper à la réaction grâce à une diversion parlementaire. Pas de grève révolutionnaire au sens des révolutionnaires d'opérette ayant pour devise l'insensé « tout ou rien » mais incapable de se libérer de la pratique du... « rien ». Au contraire, grève marquant un pas en avant sur des positions ultérieures de lutte et de bataille pour un encadrement et un armement politiques et militaires toujours meilleurs des masses, pour la consolidation de leur unité de front, véhicule d'une puissante et très vaste unité d'organisation dans le Parti révolutionnaire, arme irremplaçable de la révolution prolétarienne.

### La grève a été brisée par ceux qui en avaient la direction.

Une nouvelle fois, comme à Milan, l'incapacité des dirigeants ouvriers a favorisé le bluff fasciste. Il fallait d'autant moins arrêter la grève que les fascistes avaient ordonné de le faire. Démontrer l'impuissance du fascisme à arrêter la mobilisation générale du prolétariat, voilà qui aurait été de nature à galvaniser les énergies morales et matérielles des masses. Est-il vrai que le gouvernement a traité avec les fascistes et les socialistes pour que les premiers prolongent les délais de leur ultimatum (qu'il aurait été intéressant de voir mis à exécution) et pour que les seconds terminent rapidement le mouvement ? « Malgré la bravade fasciste et la lâcheté socialiste, le prolétariat est debout ; le prolétariat n'est pas battu ; il saura trop tard la valeur de la preuve qu'il a faite ; il continue la lutte sur deux fronts pour son inmanquable victoire. »

Commentant les origines, le développement et les leçons de la grève générale, Il comunista écrivait le lendemain que, tout en appuyant sans réserve le mouvement, le Parti communiste avait critiqué dès le début la façon dont le moment avait été choisi et dont la préparation avait été faite tant du point de vue de l'organisation que de la propagande, et enfin dont la grève avait été dirigée, revendiquant à plus forte raison le droit de la dénoncer après coup. Le Parti avait en effet insisté sur le fait que la grève générale ne devait pas être proclamée à froid, mais en liaison avec un épisode saillant de la lutte contre le fascisme et contre l'Etat comme il s'en était produit un au cours des mois précédents : « Nous n'étions pas contre (NDR le moment choisi) parce qu'il était trop tôt, mais trop tard. »

L'Alliance du Travail avait proclamé la grève sous la pression des socialistes, pour la faire coïncider non pas avec un épisode retentissant la lutte prolétarienne, mais avec une ignoble manœuvre parlementaire. Le Parti communiste avait demandé que l'opportunité et la nécessité de la grève générale fussent proclamées par avance, quitte à donner par la suite l'ordre de façon secrète, de façon qu'elle ne constitue pas une surprise pour le prolétariat, mais le trouve au contraire matériellement et moralement préparé : l'Alliance du Travail n'en avait rien fait, et quant au secret, on a vu comment il avait été respecté. Les leçons étaient claires : les deux voies de la collaboration et de l'action de masse étaient inconciliables. L'illusion créée par la première avait désorienté et paralysé la lutte ouverte du prolétariat. Sa mobilisation par les légalitaires avait suffi à approfondir l'abîme existant entre les deux classes, entre les ouvriers en lutte et les institutions étatiques de la bourgeoisie... Le prolétariat avait les éléments pour choisir ou l'action légalitaire qui suppose le désarmement et la désagrégation de ses forces et de son organisation ou l'action de masse. Mais cette dernière ne pouvait être préparée qu'en condamnant toute illusion démocratique et tout pacifisme, et en organisant la guerre de classe. Il ne pouvait y avoir aucune équivoque sur les voies à suivre qui, autrement, auraient été définitivement barrées. Celle que les communistes proposaient était rude et difficile, mais c'était la seule qui aboutit à quelque chose.

Dans un manifeste paru le 6 août, le Parti rappelait que la lutte commencée avec la grève générale se prolongeait encore par des épisodes sanglants et que la tactique erronée des dirigeants avait fait le jeu du fascisme. Notant que le prolétariat avait répondu avec une combativité formidable et que la stratégie de la grève générale s'était révélé excellente comme plate-forme de lutte contre la réaction, il poursuivait :

*« Il suffit qu'il y ait à la tête des masses, des partis et des hommes qui n'aient pas peur de la lutte révolutionnaire et qui ne veuillent ni canaliser l'action des masses dans des voies équivoques, ni la dévier par une tactique que les événements ont désormais déshonorée pour toujours, celle de la collaboration et du légalitarisme, dont il a été démontré qu'elle provoquait stupidement la contre-offensive armée de l'ennemi contre une masse privée par ses chefs de véritable préparation révolutionnaire.*

*« Indépendamment de l'attitude de tout organisme, le Parti communiste qui a obéi à l'ordre de cessation de la grève répète le mot d'ordre qui doit indiquer au prolétariat la tactique à appliquer en permanence dans la période et la situation présentes : arme contre arme, violence contre violence. Il revendique fièrement sa position de lutte au milieu des masses qui ont si magnifiquement combattu dans des conditions d'infériorité marquée face à un ennemi plus fort et mieux équipé.*

*« Les forces du Parti communiste reçoivent encore une fois la directive, d'ailleurs superflue, de mener la guérilla défensive des travailleurs en s'efforçant de donner aux masses les éléments de direction et de technique d'action qui leur manquent encore et en fraternisant avec les prolétaires de tous les partis.*

*« Il ne sera pas dit que les travailleurs des centres encore en lutte et les victimes des représailles réactionnaires contre les grévistes de ces derniers jours seront abandonnés aux coups de l'ennemi dans une position d'infériorité évidente et que celui-ci pourra frapper impunément les journaux prolétariens aujourd'hui que la grande masse a été retirée de la lutte.*

*« Même s'il n'a pas l'intention de prendre d'autres initiatives, le Comité National de l'Alliance du Travail doit demander aux masses si elles laisseront*

*se terminer de cette façon la bataille engagée. Il doit convoquer immédiatement une conférence des délégués de toutes les organisations locales de l'Alliance du Travail pour examiner la situation et organiser une nouvelle vague d'action prolétarienne. Un prolétariat qui s'est comporté comme le prolétariat d'Italie en ces jours de passion, qui a compris ce que signifiait le triomphe des esclavagistes... et qui donne avec rage et sans regret son sang pour la lutte libératrice mérite qu'on ne parle pas à son propos de lassitude et de désarroi, en dépit des erreurs de ceux qui l'ont dirigé.*

*Il faut organiser rapidement une consultation loyale qui lui permette de dire par quels moyens l'action ultérieure doit être conduite. Il faut que le Comité national de l'Alliance du Travail réponde à notre proposition de conférence de toutes ses organisations locales et que ces organisations locales insistent auprès de lui pour que cette proposition soit acceptée, comme le fait de représenter les masses généreuses et résolues à se défendre et à vaincre leur en donne le droit.*

*Jamais le drapeau rouge de la lutte de classe n'a été ni ne sera abaissé !*

*Travailleurs d'Italie, debout, encore et toujours dans une guerre sans merci contre la réaction et le régime bourgeois !*

*Vive le Communisme !*

*(A suivre).*

# BILAN DE L'AUTOMNE CHAUD

## EN ITALIE

L'« automne chaud », c'est-à-dire la lutte de plus de cinq millions d'ouvriers, est provisoirement terminée. Sous la pression conjuguée des bonzes syndicaux, du patronat, des partis opportunistes et du gouvernement, la catégorie la plus importante des travailleurs industriels, les métallurgistes, a arrêté sa lutte pour le renouvellement des conventions collectives. L'action de ce front unique anti-ouvrier a réussi, provisoirement du moins, à infliger une défaite aux travailleurs. Avant même la signature des conventions, les revendications ouvrières avaient déjà été réduites à un minimum qu'amenuisait encore l'augmentation du coût de la vie ; elles ont été foulées aux pieds par la suite.

Il est clair qu'une fois de plus les bonzes syndicaux et les partis opportunistes ont défini les revendications ouvrières en fonction de ce que l'« économie nationale » pouvait supporter, et non en fonction des besoins réels des travailleurs.

### Retour en arrière

Toutefois, au cours de ces luttes, la combativité et la décision des masses ont atteint une vigueur inconnue depuis des années. Non seulement les ouvriers ont fait grève massivement, mais ils ont imposé à leurs propres dirigeants des actions que ceux-ci reniaient depuis longtemps ; si donc les bonzes ont fini par triompher, ce n'est pas sans avoir dû subir l'initiative ouvrière.

Cette combativité exceptionnelle des ouvriers italiens s'explique par la situation économique du capitalisme dans la péninsule. Depuis 1963, les conditions de vie des ouvriers se sont aggravées sans cesse. 1963 a en effet marqué la fin de ce que l'on a appelé le « miracle économique », qui consistait essentiellement en une expansion rapide (et qui semblait alors illimitée) de l'industrie italienne sur le marché mondial. En l'espace de quelques années, cette expansion entraîna la réduction de l'armée de réserve des chômeurs et permit une reprise des luttes revendicatives, jusque-là quasi-inexistantes. Les années 1959-60 sont marquées par des batailles syndicales qui intéressent les plus importantes catégories de l'industrie. Mais les nécessités de la concurrence sur le marché mondial imposent au capital italien de réduire ses coûts de production : en 1963, on assiste aux licenciements massifs dans l'industrie, qui atteindront leur maximum en 1965. Par ailleurs, les salaires sont bloqués et la production industrielle croît sur un rythme frénétique. Les conditions de vie et de travail des ouvriers s'aggravent, tandis que s'accélère parallèlement l'exode des campagnes vers les villes, la prolétarianisation des paysans déterminée par la nécessité de développer une agriculture concurrentielle à l'intérieur du Marché commun. Fin 1969, alors que la production industrielle a énormément augmenté, le nombre des ouvriers employés n'atteint pas encore le niveau de 1963.

C'est sur cette base que s'est développée la lutte de ces derniers mois. Les luttes contre les licenciements de 1964-65 que les directions syndicales opportunistes et les soi-disant partis de gauche réussirent à enfermer dans le cadre de l'entreprise ou de la localité, mais qui furent néanmoins très dures ; les luttes pour le renouvellement des conventions collectives de 1966, qui se terminèrent par un blocage effectif des salaires ; les luttes pour les retraites et la suppression des zones de salaire en 1967-68 ; les luttes pour les conventions collectives de 1969 enfin, illustrent bien la combativité des ouvriers italiens que les opportunistes essaient de toutes leurs forces d'endiguer ou de dévier, mais qui se manifeste à nouveau irrésistiblement. Jusqu'à présent, les directions syndicales et les partis de gauche ont réussi à éviter que l'« économie nationale » en souffre vraiment et que ces luttes puissent vraiment se généraliser. Mais il est évident que la lutte revendicative, tout comme la lutte politique, ne peut pas plus être éliminée par un acte de volonté qu'elle ne peut être déclenchée par la volonté de qui que ce soit : elle prend naissance sur le terrain des contradictions capitalistes. Le problème est donc de la diriger dans un sens révolutionnaire ou au contraire dans une direction contre-révolutionnaire comme le font les opportunistes. L'échéance fin 1969 des conventions collectives nationales pour les principales catégories industrielles (métallurgie, chimie, textiles, travaux publics et construction, transports urbains, etc.) a donc eu lieu dans une situation où le profond mécontentement de la classe ouvrière se heurtait à l'intransigeance d'un patronat qui ne pouvait permettre une amélioration réelle des conditions de vie ouvrières.

## L'initiative ouvrière

Dès le début, les directions syndicales et les faux partis ouvriers se sont trouvés pris entre deux feux : poussés par les ouvriers d'un côté, ils se trouvaient contraints de l'autre à jouer leur rôle d'agents de la bourgeoisie, de défenseurs de l'« économie nationale ». Pour sortir de cette situation inconfortable, ils ont imaginé de consulter « démocratiquement » les ouvriers sur les revendications à présenter au patronat. Il s'agissait en réalité de dorer un peu la pilule qu'ils avaient déjà préparée de manière « responsable » en plein accord avec le gouvernement : par le biais de ces « consultations démocratiques » ils ont en effet imposé dès le début aux ouvriers des décisions déjà arrêtées dans les antichambres du ministère du Travail. Toutefois, même sur ce terrain ils devaient éprouver quelques surprises, de la part des métallos surtout. La consultation de ces travailleurs aboutit en fait à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'attendaient les bonzes : les ouvriers demandaient des augmentations de salaire *égales pour tous*, la réduction *immédiate* de la durée du travail à quarante heures par semaine, l'alignement des ouvriers sur les employés. Les bonzes et le P.C.I. ont longuement déploré le caractère « dangereux » de telles revendications et il suffit de relire l'« *Unità* » pour comprendre de quelle manière ces traitres dirigent la classe ouvrière. Les bonzes de la C.G.I.L. et leurs compères de la C.I.S.L. et de l'U.I.L. (équivalents de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O.) ont essayé de démontrer aux ouvriers que des augmentations égales pour tous étaient « dangereuses et contre-productives », mais ils n'y ont pas réussi et ont dû se contenter de réduire au minimum la revendication elle-même (75 liras dans la plate-forme revendicative, alors que les ouvriers réclamaient de 100 à 150 liras).

Les luttes qui éclataient dans les plus grandes entreprises italiennes jouèrent le rôle d'un signal d'alarme pour les bonzes. Chez Fiat, Pirelli, Montedison, Olivetti et dans de nombreuses autres entreprises, les ouvriers agissaient avec décision et réussissaient souvent à déborder les directions syndicales occupées seulement à sauver ce qui pouvait l'être. Les luttes très dures de la Fiat en juin-juillet montraient que les ouvriers possédaient un haut degré de **combativité** et se battaient pour des revendications de classe : augmentations importantes de salaire, abolition des catégories inférieures, repos d'un quart d'heure pour chaque heure de travail



Le 13 juillet, la grève générale était proclamée à Turin, mais les bonzes l'orientèrent vers la revendication bâtarde du blocage des loyers. Au cours de la manifestation, il y eut des heurts avec la police. La direction de la Fiat et les syndicats signèrent rapidement un accord qu'on fit passer, comme d'habitude, pour une grande victoire. De fait, les revendications ouvrières y étaient prises en considération, mais il ne fut jamais appliqué. Au début de septembre, devant ce refus de la direction d'appliquer l'accord, les ouvriers de l'atelier 32 de la Fiat-Mirafiori se mirent en grève illimitée. La direction de la Fiat réagit immédiatement et, sous prétexte que la grève empêchait le déroulement normal de la production, décida progressivement le lock out de trente mille ouvriers environ. Pris de court, les bonzes lancèrent une grève de deux heures de tout le complexe industriel, tout en essayant de ramener à la raison les « extrémistes » de l'atelier 32. La grève de ces ouvriers s'épuisera au bout d'une semaine, mais les bonzes auront compris qu'il s'agissait d'être vigilants, le mécontentement ouvrier augmentant partout. Ils décident alors d'avancer la lutte pour le renouvellement des conventions collectives (la convention de la métallurgie venait à échéance en décembre).

## Division des luttes

La lutte commence donc en septembre. Sous la pression ouvrière, les bonzes sont contraints de renoncer à l'interruption des grèves pendant les négociations avec le patron. Les métallos, dont les plus combattifs sont hostiles au principe même de la « politique contractuelle », imposent que les négociations se déroulent pendant les grèves. Dès le début, les bonzes limitent la lutte à 12 heures de grèves tournantes (on dit en Italie « articulées ») par localité, par province, par secteur, par atelier, etc... Ils divisent par ailleurs le front ouvrier en deux secteurs distincts : celui des entreprises d'Etat et celui des entreprises privées. On ne concède plus à la fameuse « démocratie de la base » que le droit de décider de la manière dont seront faites les 12 heures de grève hebdomadaires. Les bonzes empêchent toute généralisation des luttes et toute liaison des métallos avec les autres catégories, bien que la partie la plus combative des travailleurs agisse vigoureusement dans cette direction. Les bonzes seront toutefois contraints de lancer une grève générale de 24 heures le 19 novembre et toute une série de grèves générales locales pour désarmer la pression de la base qui réclame la généralisation des luttes et leur liaison avec celle des autres catégories. Dans de nombreuses localités, les métallos veulent manifester aux côtés des ouvriers du bâtiment et de la chimie ; dans de nombreuses usines, les ouvriers refusent les « grèves-hoquets » (c'est-à-dire les arrêts brefs mais répétés de travail). Dans chaque assemblée les bonzes sont contraints de répéter qu'ils ne céderont pas sur les revendications. Les manifestations ouvrières spontanées, dans lesquelles les bonzes n'interviennent que pour les contrôler et les châtrer, entraînent un nombre grandissant de participants : c'est ainsi que les piquets de grève sont toujours très combattifs et interdisent le travail des employés et du personnel de direction. A la Fiat, durant une manifestation à l'intérieur de l'usine, les ouvriers se déchainent contre les machines et les bureaux de la direction. Signe évident de la combativité ouvrière, le ministre du Travail décide de jouer le rôle de « médiateur » entre syndicats et patronat pour le secteur public comme pour le secteur privé. Les syndicats acceptent de bon gré cette intervention de l'Etat qui doit les aider à maintenir les luttes dans les limites de l'« articulation » et des négociations contractuelles « responsables ».

C'est ainsi qu'est signée la convention du bâtiment, sur une base très en retrait par rapport aux revendications ouvrières : plus d'un million d'ouvriers se trouvent exclus de la lutte. Le ministre du Travail prépare alors un projet d'accord pour les entreprises à participation étatique ; les bonzes le considèrent comme « positif » et il est soumis aux assemblées ouvrières. Malgré la fatigue et la démoralisation provoquée par deux mois de grèves « articulées », les bonzes doivent se battre avec acharnement contre les ouvriers les plus avancés pour arracher de justesse l'approbation des assemblées ouvrières ; une importante

minorité se prononce contre l'accord ; dans de nombreuses assemblées les ouvriers insistent sur la nécessité de ne céder sur aucune revendication. L'accord concernant les entreprises du secteur public est malgré tout signé.

La signature de ce contrat et de celui de la chimie isole complètement les métaux du secteur privé. Les bonzes commencent alors à présenter comme une grande « conquête » la possibilité de signer un accord équivalent à celui du secteur public. De son côté, la Confindustria (syndicat patronal) durcit sa position et les bonzes agitent la menace d'une grève générale de l'industrie pour le 19 décembre. Le ministre du Travail impose à la Confindustria de ne pas céder, tandis que les carrossiers de la Fiat déclenchent une grève illimitée contre la volonté des syndicats et qu'un peu partout les ouvriers réclament une intensification de la lutte. Les bonzes réussissent malgré tout à faire approuver par les assemblées d'usine un accord semblable à celui des entreprises publiques, mais là encore une minorité combattive s'oppose à la signature de cet accord.

## Tous unis contre la classe ouvrière

L'automne chaud est donc terminé, au moins provisoirement. Les bonzes opportunistes ont gagné, mais pour la première fois depuis vingt ans, ils se sont heurtés à la résistance acharnée des ouvriers les plus combattifs. Dans cette lutte, le rôle contre-révolutionnaire des bonzes et des partis opportunistes est apparu clairement, ainsi que le rôle que devrait jouer l'unification syndicale avec les syndicats jaunes.

Les trois confédérations, en effet, ont agi de façon unitaire pour trahir les ouvriers, diviser leur lutte et négocier avec le ministre du Travail. A la grande satisfaction des bonzes et des partis opportunistes, les négociations se sont déroulées avec la participation directe du ministre du Travail, qui est allé jusqu'à déclarer qu'« il faut tenir compte des exigences des travailleurs et de leur désir de peser davantage à l'intérieur de l'usine et de la société ». Le réformisme devient fasciste. Pour les bonzes et le P.C.I. rien n'est plus souhaitable qu'une situation dans laquelle patrons et ouvriers, grâce à l'arbitrage paternel de l'Etat, travailleraient ensemble pour la grandeur et la prospérité de la « nation ». Rien d'étonnant à ce que ces Messieurs veuillent s'unir aux bonzes de la C.I.S.L. et de l'U.I.L. : leur unité, bénie par l'Etat bourgeois, c'est la fin du syndicat de classe. Le travail des partis opportunistes pendant ces luttes a été vraiment digne de leur conception fasciste : ils ont exalté la lutte « articulée », ils ont mis la classe ouvrière à la remorque de la petite-bourgeoisie commerçante, insisté de mille manières sur la communauté d'intérêt qui unirait la classe ouvrière aux classes moyennes et à l'Etat, chanté sur tous les tons l'action « positive » du ministre du Travail. Ils ont béni au nom de leur réformisme les « conquêtes contractuelles » qui, comme d'habitude auraient marqué « une amélioration radicale des conditions de vie et de travail des masses » et « le début d'un processus destiné à donner aux travailleurs la juste part de pouvoir qui leur revient dans la société ». Ils ont exalté le pacifisme des manifestations ouvrières, stigmatisé la « violence des extrémistes », formé les « services d'ordre » destinés à contenir la colère ouvrière et se sont même vantés de ce que l'efficacité de leur intervention rendait inutile celle de la police.

Les divers groupuscules, spontanistes ou maoïstes, sont venus renforcer objectivement ce jeu infâme. Les spontanistes ont soutenu, plus que les bonzes eux-mêmes, l'« articulation » des luttes qu'ils élèvent au rang de panacée : ils ont célébré la « spontanéité » des ouvriers qui devrait, selon eux, se manifester dans les luttes usine par usine ; ils ont poussé les ouvriers à se battre individuellement en dehors du syndicat, faisant ainsi le jeu des bonzes. Ils sont aujourd'hui contraints d'admettre que les bonzes ont gagné et que la spontanéité sans organisation ne peut suffire à la lutte de classe, ce qui revient à une auto-liquidation. De leur côté, les mille groupes maoïstes rivaux n'ont su appor-

ter aux ouvriers en lutte que leurs phrases creuses, leurs slogans « insurrectionnalistes » ; privés de toute perspective réelle, ils n'ont fait que démontrer leur complète nullité, réussissant seulement à rejeter vers les bonzes, par réaction, les ouvriers qui s'en éloignaient.

Seul notre parti est intervenu dans les luttes d'une manière décidée et réelle en indiquant aux ouvriers une ligne de combat opposée à celle des opportunistes. Nos sections et nos groupes syndicaux se sont battus sans cesse contre l'articulation et pour la généralisation des luttes ; ils ont indiqué aux ouvriers la voie qu'ils devaient emprunter pour vaincre : celle de la lutte contre l'opportunisme et le réformisme à l'intérieur de la C.G.I.L. (C.G.T.). Seuls, ils ont donné aux ouvriers une perspective de classe en soutenant que toute possibilité de reprise de la lutte révolutionnaire doit nécessairement passer par la défaite de l'opportunisme qui dirige actuellement le mouvement ouvrier et par le renforcement du parti révolutionnaire.

## La tâche des communistes

Ce travail constant et méthodique, débarrassé de toute vaine agitation immédiate ou « insurrectionnaliste », a permis au parti de se lier aux avant-gardes ouvrières qui se forment dans les entreprises en se présentant devant elles comme quelque chose de complètement différent des mille « groupuscules » qui pullulent à la « gauche » du P.C.I.

Pour l'instant, l'opportunisme a gagné. La combativité ouvrière, même de haut niveau comme ce fut le cas, ne peut se passer de la direction du parti de classe pour vaincre l'alliance bonzes-partis opportunistes-gouvernement.

Mais les progrès de la crise capitaliste mondiale pousseront à nouveau les ouvriers à la lutte. Ils verront que leurs conditions économiques ne sont nullement améliorées, et surtout que l'Etat, dont les canailles opportunistes vantent le caractère démocratique, n'est rien d'autre, en réalité, qu'un instrument aux mains de leur ennemi de classe. Ils verront que les faux partis social-communistes ne savent que lécher les bottes de cet Etat et, sur la base de leurs conditions de vie réelles, ils comprendront qu'il n'y a qu'une seule manière d'« améliorer vraiment leur situation » : la reprise de la lutte révolutionnaire de classe pour la destruction de l'Etat bourgeois et du mode de production capitaliste. Derrière le rideau de fumée de la propagande opportuniste qui chante victoire, mais laisse désormais indifférents les meilleurs ouvriers, se dessine déjà la future reprise de la lutte. Par delà les discours lénifiants du P.C.I., il y a la dure situation des ouvriers italiens et ces jours-ci l'offensive du patronat et de l'Etat « démocratique » qui inculpe, menace et tente d'intimider les ouvriers qui sont en tête des luttes. Voilà-là réalité et c'est sur elle que se fonde le travail du parti pour se lier à la classe ouvrière et la diriger sur la voie tracée par le programme communiste : la voie de la révolution prolétarienne.

(Traduit de notre organe en langue italienne : « Il Sindacato Rosso »).

## **le prolétaire**

**journal bi-mensuel**

Le numéro : 50 Centimes — 5 FB — 80 Lires  
Abonnement annuel : 10 F — 100 FB — 1600 Lires

## **syndicat de classe**

**Supplément syndical mensuel du " prolétaire "**

## **programme communiste**

**revue internationale trimestrielle**

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires  
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires  
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "  
25 F — 250 FB — 3200 Lires

## **il programma comunista**

**journal bimensuel**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires  
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

## **il sindacato rosso**

**journal mensuel de lutte syndicale**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires  
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires  
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"  
20 F — 200 FB — 2000 Lires